

# l'OBSERVATEUR de l'OCDE

POLITIQUE URBAINE AU JAPON FLEXIBILITÉ DU MARCHÉ DU TRAVAIL  
ÉGALITÉ DANS L'ENSEIGNEMENT PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES



N° 141 - JUILLET 1986



# **L'OBSERVATEUR** de l'**OCDE**

N° 141

juillet 1986

Publication bimestrielle en anglais et en français de l'ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES.

## **BUREAUX DE LA RÉDACTION**

Service des Publications de l'OCDE, Château de la Muette, 2, rue André-Pascal, F 75775 PARIS CEDEX 16.

Les articles sans copyright peuvent être reproduits à condition d'être accompagnés de la mention « Reproduit de l'OBSERVATEUR DE L'OCDE » en précisant la date du numéro. Deux exemplaires justificatifs devront être envoyés au rédacteur en chef. Les articles signés ne pourront être reproduits qu'avec la signature de leur auteur.

L'Organisation n'est pas tenue de rendre les manuscrits qu'elle n'a pas sollicités.

**Les articles signés expriment l'opinion de leurs auteurs et non pas nécessairement celle de l'OCDE.**

## **Abonnement (un an)**

F55,00 £5,50 \$EU11,00 DM25,00

## **Le numéro :**

F11,00 £1,10 \$EU2,00 DM5,00

Tél: (1) 45.24.81.66

## **RÉDACTEUR EN CHEF :**

Jane Bussière

## **RÉDACTEUR EN CHEF ADJOINT :**

Ulla Ranhall-Reyners

## **ASSISTANTES :**

Brigid Gallen

Yannick Pizzinat

## **CONCEPTION ARTISTIQUE ET**

## **RÉALISATION TECHNIQUE :**

Gérald Tingaud

## **RECHERCHE PHOTOGRAPHIQUE :**

Silvia Thompson-Lépot

Toute correspondance doit être adressée au rédacteur en chef

---

## SOMMAIRE

---

JAPON: LE DÉFI URBAIN <i>par John Zetter</i>	4
GÉRER LE RENOUVEAU RURAL	9
LA FLEXIBILITÉ DU MARCHÉ DU TRAVAIL : UNE QUESTION CONTROVERSÉE	12
FÉMININ-MASCULIN : PRIORITÉ A L'ÉGALITÉ DANS L'ENSEIGNEMENT <i>par David Istance et Jillian Chapman</i>	17
AIDE AU DÉVELOPPEMENT : LES DERNIERS CHIFFRES	20
LIBÉRALISATION DES ÉCHANGES DE SERVICES : LES ŒUVRES AUDIOVISUELLES	23
PROBLÈMES ET STRATÉGIES ÉCONOMIQUES DE DEUX PAYS ESPAGNE PORTUGAL	27 29
SOURCE OCDE GAZ NATUREL ACIER	30 31
LES POINTS ESSENTIELS DES PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE	32
NOUVELLES PUBLICATIONS DE L'OCDE	38

PHOTOS Couverture : Laffont, Sygma; p. 4 et 6 : Tokyo Metropolitan Authority; p. 8 : Laffont, Sygma; p. 10 : Ken Jones, LRPS/COI, Londres; p. 11 : Ken Jones, COI; p. 14 : (haut) H. Roger Viollet, gravure par Vernier; (bas) Rancinan, Sygma; p. 15 : Ulysse Gosset, Sygma; p. 17 : (haut) Scotsman Publications Ltd; (bas) Ministère danois des affaires étrangères; p. 20 : Charlotte Thege, Swedish International Development Authority; p. 24 : (de gauche à droite) (haut) COI, Londres; Ambassade japonaise, Paris; Prestel, Royaume-Uni; (bas) London Picture Service, COI; British Telecom; Léo Jouan, OCDE; p. 26-27 : BIT/J. Maillard; p. 28-29 : W. Braga; p. 31 : BIT/J. Maillard.

Numéro précédent p. 32 : PNUE, Genève.



# Japon : le défi urbain

par John Zetter<sup>1</sup>

*Les politiques urbaines des différents pays sont conçues en fonction de deux objectifs, distincts mais interdépendants, axés l'un et l'autre sur le développement – elles cherchent à influencer à la fois sur sa localisation et sur son caractère. C'est dire que, inscrites dans l'espace et centrées sur des objectifs précis, ces politiques sont des armes de choix dans l'arsenal des moyens d'action qui s'offrent aux pouvoirs publics, à l'heure où les problèmes de société d'ordre économique et social se concentrent dans les grandes villes (souvent en y conjuguant leurs effets). C'est pourquoi le groupe des affaires urbaines de l'OCDE a décidé d'examiner les politiques nationales dans ce domaine – la première étude porte sur le Japon<sup>2</sup>.*



1. Chef de la division des affaires urbaines, direction de l'environnement de l'OCDE.

2. Les politiques urbaines au Japon, OCDE, à paraître prochainement. Les examinateurs étaient T. Britton (Etats-Unis), président du groupe des affaires urbaines de l'OCDE, B. Birgersson (Suède) et D. Stroud (Royaume-Uni), vice-présidents du même groupe, C. Hemmer (Luxembourg), président du groupe chargé du projet sur le financement du logement en milieu urbain, S. Jussil (Suède), M. Logan (Australie), R. Mabey (Royaume-Uni), J.-E. Roullier (France), G. Town (Nouvelle-Zélande), S. Trollegaard (Danemark), H. Wollmann (Allemagne) et H. Yap (Pays-Bas).



**A**vec presque 65 % de la population vivant dans les agglomérations de plus de 50 000 habitants, le Japon est l'un des pays de l'OCDE les plus urbanisés. Sa population urbaine a crû, au cours des trente dernières années, à un rythme qui n'a été dépassé que par deux autres pays. L'augmentation (52,8 millions d'habitants) est supérieure à la *population totale* de chacun des pays de l'OCDE, sauf cinq. Confrontés à cette situation, les pouvoirs publics ont dû ajouter une dimension urbaine à leur action.

Le Japon urbain est maintenant dans une phase de transition et les autorités auront, dans les décennies à venir, à faire face à la poursuite de la croissance : il leur faudra loger d'ici à l'an 2000 18 millions de citoyens supplémentaires, soit presque l'équivalent de deux grandes villes de la taille de Tokyo *intra muros*, et, simultanément, assurer la rénovation urbaine et améliorer la qualité de la vie. La conjonction de ces deux tendances – l'impératif de croissance et la nécessité de rénovation – est un défi majeur.

En examinant les politiques menées, il n'est pas inutile – à la fois pour évaluer les résultats des politiques actuelles et pour en proposer d'autres – d'étudier leurs objectifs déclarés. C'est dans la loi sur l'urbanisme de 1968 que l'on trouve la présentation la plus complète des objectifs de la politique urbaine japonaise : un développement équilibré du pays, une utilisation rationnelle du sol, un environnement plus sain, une vie culturelle plus intense, l'amélioration des services sociaux.

## Un développement équilibré

Par rapport à ce que l'on observe dans les autres pays fortement peuplés de l'OCDE, le phénomène de concentration urbaine a pris au Japon une très grande ampleur, tant au niveau national qu'au niveau des grandes agglomérations (tableau). La proximité des trois principaux centres urbains (Tokyo, Osaka et Nagoya) illustre le premier point, la densité élevée des villes japonaises, le second. Pour assurer un développement équilibré, des plans nationaux successifs ont instauré une politique globale d'aménagement du territoire. Les thèmes permanents de cette politique correspondent à un double objectif : encourager la déconcentration de l'activité industrielle selon le principe des pôles de croissance, limiter le développement des grandes métropoles.

En fait, les facteurs économiques et les mécanismes du marché, conjugués au manque d'instruments efficaces pour l'application des plans nationaux, ont eu tendance à amplifier la concentration urbaine des grandes agglomérations de Tokaido (la côte méridionale urbanisée de l'île de Honshu, où se trouvent les trois plus grandes villes : Tokyo, Osaka, Nagoya). Les 18 « technopoles » (pôles de croissance axés sur les industries de pointe) n'accueilleront pas plus de 1,9 million d'habitants en 1990, même pleinement développées. Toutefois, quelques indices permettent de

penser que l'administration centrale est prête à donner l'exemple en installant certains services en dehors du centre de Tokyo.

Le second tournant de la politique urbaine, déjà amorcé, mais pas suffisamment, consiste à mettre l'accent sur la restructuration des grandes agglomérations. Du fait que l'essentiel de la croissance démographique provient de l'augmentation naturelle de la population et non plus de l'exode rural, priorité doit être donnée à la recherche d'un équilibre interne aux métropoles, et non plus à des politiques urbaines nationales qui, de toute façon, n'ont pas réussi à enrayer l'hyper-trophie de Tokaido. Le rapport de l'OCDE conclut à la nécessité d'organiser la déconcentration des métropoles en misant sur des centres secondaires près de Tokyo et sur le développement de villes moyennes dans la banlieue de la capitale. A l'appui de cette stratégie, il faudra créer des équipements collectifs et des nouvelles infrastructures dans ces centres urbains en expansion afin qu'ils soient suffisamment attrayants pour soutenir la comparaison avec la vie à Tokyo même.

## Une utilisation rationnelle du sol

L'occupation et l'utilisation du sol sont particulièrement denses au Japon. D'après les statistiques nationales, le pays se classe au troisième rang, après les Pays-Bas et la Belgique, par la densité de la population et aussi en termes de PNB par unité de surface (graphique). On a réalisé de vastes programmes de récupération de terres, comme l'île du Port à Kobe mais, compte tenu de la croissance prévue de la population et de l'activité économique, ces programmes n'ont pas eu d'effets notables sur la physionomie générale du marché foncier.

Il faut aussi tenir compte de la géographie physique du Japon. On estime qu'un cinquième seulement du territoire japonais est habitable, contre deux tiers en France et en Allemagne et la moitié aux Etats-Unis. La concentration du développement urbain à Tokaido explique sans aucun doute la densité des villes japonaises, qui dépasse de beaucoup celle des autres pays de l'OCDE. Ainsi, en 1980, 60 millions de Japonais – plus de la moitié de la popula-

### 1. CONCENTRATION DE LA POPULATION DANS LES PRINCIPALES ZONES URBAINES 1980<sup>1</sup>

Pays <sup>2</sup>	Population dans les principales zones urbaines <sup>3</sup> (milliers)			Part des principales zones dans la population totale (%)		
	Plus grande zone	Trois plus grandes zones	Toutes les principales zones <sup>3</sup>	Plus grande zone	Trois plus grandes zones	Toutes les principales zones <sup>3</sup>
Royaume-Uni	6 713	11 958	38 932	12,0	21,4	69,8
Australie	2 875	6 396	9 508	19,7	43,9	65,2
<b>Japon</b>	<b>8 349</b>	<b>13 085</b>	<b>75 520</b>	<b>7,1</b>	<b>11,2</b>	<b>64,5</b>
États-Unis	9 120	23 700	139 171	4,0	10,5	61,4
Canada	2 999	7 095	14 591	12,3	29,1	59,9
Nlle-Zélande	770	1 381	1 863	24,2	43,5	58,7
Islande	126	126	126	55,2	55,2	55,2
Espagne	3 180	5 686	20 446	8,3	14,9	53,7
Allemagne	6 052	11 671	32 582	9,8	18,9	52,8
Suisse	839	1 569	3 243	13,2	24,7	50,9
France	8 510	10 760	27 532	15,7	19,8	50,7
Grèce	3 027	3 854	4 807	31,1	39,6	49,4
Pays-Bas	927	2 273	6 246	6,6	16,1	44,3
Danemark	1 382	1 797	1 942	27,0	35,1	37,9
Italie	2 831	5 569	21 322	5,0	9,8	37,7
Turquie	4 666	8 054	15 414	10,4	18,0	34,5
Irlande	525	662	1 149	15,3	19,2	33,4
Suède	1 386	2 534	2 737	16,7	30,5	32,9
Autriche	1 531	1 973	2 473	20,3	26,1	32,7
Belgique	998	1 460	2 953	10,1	14,8	30,0
Norvège	649	959	1 210	15,9	23,4	29,6
Finlande	759	1 057	1 307	15,9	22,1	27,3
Luxembourg	80	80	80	21,8	21,8	21,8
Portugal	808	1 299	1 559	8,2	13,2	15,9
<b>TOTAL OCDE</b>	<b>69 101</b>	<b>124 998</b>	<b>426 710</b>	<b>8,9</b>	<b>16,0</b>	<b>54,7</b>

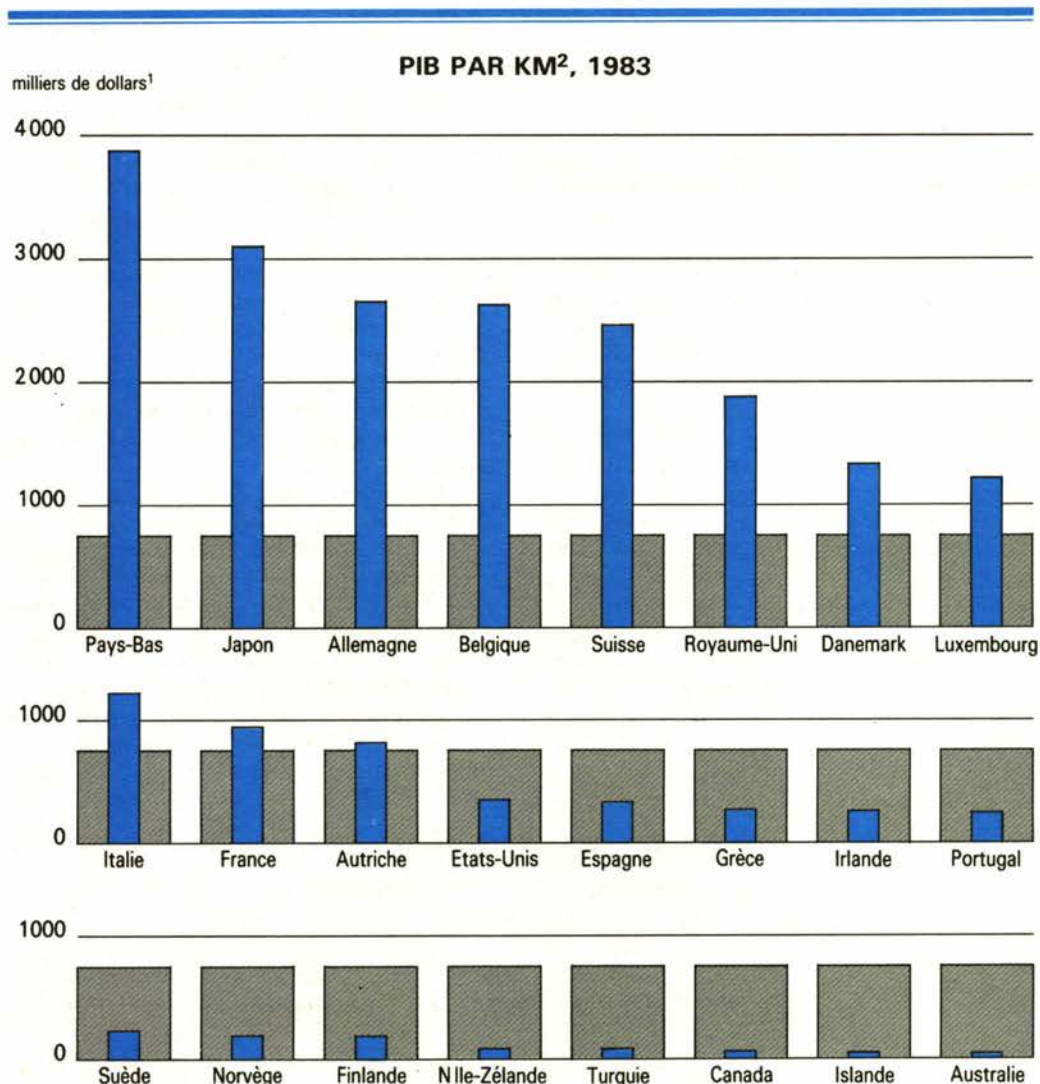
1. Ou année la plus proche pour laquelle on dispose de données.

2. Par ordre de la part des principales zones dans la population totale.

3. De 50 000 habitants ou plus.

Source : OCDE, annuaires statistiques nationaux.





1. Produit intérieur brut, aux prix et taux de change courants.

Source : OCDE, FAO.

*L'habitat traditionnel n'empêche pas une forte concentration de population.*



tion — vivaient sur les 10 000 km<sup>2</sup> que représentent les « districts densément peuplés » (zones de densité supérieure à 4 000 habitants au km<sup>2</sup> et comptant plus de 5 000 habitants). Cela correspond à une superficie légèrement inférieure à celle de l'Ile de France qui, avec environ 10 millions d'habitants (soit à peine 1 000 habitants par km<sup>2</sup>), est la plus densément peuplée de France.

L'urbanisation entre, au Japon, dans une phase de déconcentration. Pour que le déroulement en soit maîtrisé, ce processus, qui fait intervenir à la fois des programmes de constructions neuves et le réaménagement de secteurs anciens, doit être conduit méthodiquement. Si l'on y parvient, cela permettra aussi de veiller à ce que les villes soient dotées d'infrastructures efficaces, de sauvegarder les ressources foncières et de répondre aux aspirations des habitants qui souhaitent une amélioration du cadre de vie urbain.

Pour relancer le marché foncier, il est nécessaire de recenser les terrains sous-utilisés dans les grandes métropoles et de mettre en œuvre des incitations qui les rendent à un usage vraiment urbain. A l'appui de ces mesures, l'administration centrale devrait plus activement acquérir des terrains, les mettre à la disposition du secteur privé et, plus généralement, contrôler l'offre de terrains constructibles. Si l'on veut maîtriser l'aménagement des grandes métropoles, il faudra aussi modifier le régime des aides à l'agriculture et l'équilibre entre intérêts ruraux et intérêts urbains.

A l'appui de ces mesures d'urbanisme, une réforme de la fiscalité foncière et immobilière s'impose. L'impôt sur les avoirs fonciers affecté au développement urbain doit être progressivement augmenté pour décourager la spéculation, surtout dans les régions métropolitaines de Tokaïdo. Cette augmentation doit s'accompagner d'une réduction des impôts qui découragent les cessions de terrains. Un impôt général sur la propriété qui refléterait les valeurs foncières permettrait, mieux que l'impôt actuel sur les plus-values de cessions, de trouver des terrains et d'en stabiliser le prix. Ces réformes fiscales devraient amorcer le processus de remembrement des parcelles et en faciliter le déroulement.

### Qualité de la vie

Les problèmes liés à l'environnement urbain auxquels se trouve confronté le Japon sont en train de changer de nature. D'abord, les vieilles industries lourdes, polluantes, ont disparu avec l'évolution structurelle de l'appareil industriel national. Ensuite, les industries nouvelles sont en général implantées à l'intérieur du pays, dans des sites urbanisés desservis par route. Ce sont maintenant le bruit, la pollution atmosphérique et la pollution des eaux à l'intérieur du pays (au lieu de celle du littoral) qui posent problème.

Parallèlement à cette évolution, le centre des préoccupations s'est déplacé, et l'on



s'intéresse de plus en plus à la pollution engendrée par les activités quotidiennes des nouveaux citadins ainsi qu'aux eaux usées et déchets solides qu'ils produisent. Si l'on applique le principe pollueur-payeur, ce sont les ménages qui en supporteront individuellement les coûts, soit directement en acquittant des redevances d'utilisation, soit indirectement par la fiscalité.

Des mesures sont prises, au niveau gouvernemental, pour sensibiliser l'opinion à la nécessité de préserver et d'améliorer la qualité de l'environnement dans les villes. La tendance actuelle à concentrer les ressources sur des programmes de rénovation comprenant des immeubles résidentiels de grande hauteur est l'un des thèmes de cette campagne. Ce type d'habitation a, certes, sa place dans le parc de logements, mais il faut aussi trouver d'autres façons de concilier espaces libres et densité de l'habitat collectif. L'importance du droit au soleil dans les valeurs culturelles japonaises l'exige.

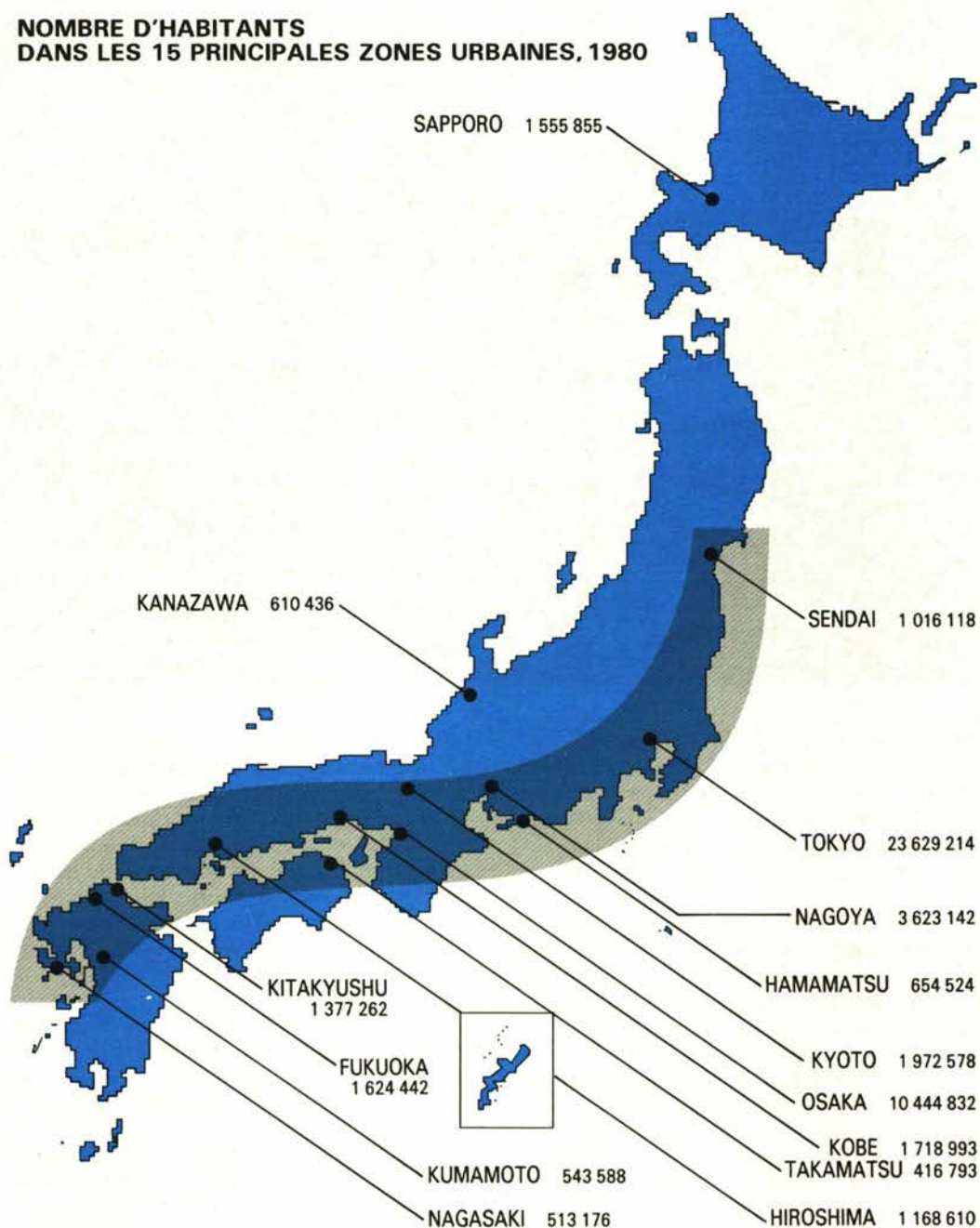
## Le développement du mieux-être social

L'infrastructure urbaine est, au Japon, relativement peu développée, qu'on la compare aux objectifs nationaux ou aux résultats obtenus à l'étranger. De plus, le rythme de l'investissement en équipement se ralentit, alors même qu'augmente la demande d'infrastructures et de services. Les besoins d'investissements continueront en matière sociale à être supérieurs à la moyenne en raison des exigences de la prévention des catastrophes et de l'insuffisance de l'équipement actuel.

Les dépenses des collectivités locales sont plus importantes au Japon que dans les autres pays de l'OCDE, mais les ressources locales proviennent dans une large mesure de l'administration centrale. En période d'austérité budgétaire et financière, il est essentiel de concentrer les dépenses d'équipement dans les domaines prioritaires. L'administration centrale pourrait y parvenir en octroyant aux collectivités locales des dotations spécifiques (pour des travaux d'assainissement, par exemple), ce qui lui permettrait de répondre aux besoins de chaque ville.

Toutefois, le rythme des investissements d'infrastructure n'ayant pas atteint, jusqu'à présent, les objectifs à court et à long terme, il faudra y consacrer davantage de ressources privées. Pour financer les infrastructures et les services urbains, il conviendrait de réduire les subventions que l'administration centrale octroie aux gestionnaires et aux usagers et de donner la préférence aux redevances d'utilisation. Une autre méthode consisterait à prélever le financement des infrastructures sur la hausse du prix des terrains, causée par l'existence de ces infrastructures. Il conviendrait aussi d'utiliser davantage les dispositions qui prévoient la construction d'équipements par les promoteurs d'un projet, sans coûts pour la collectivité.

## NOMBRE D'HABITANTS DANS LES 15 PRINCIPALES ZONES URBAINES, 1980



Note La population totale du Japon en 1980 : 117,06 millions.  
Source Questionnaire de l'OCDE sur les données urbaines.

## Logement et rénovation urbaine

Le gouvernement japonais encourage de plus en plus, dans les grandes villes, la rénovation des quartiers anciens, surpeuplés et mal desservis. Mais l'on se rend de mieux en mieux compte que les programmes en cours ne suivent pas le rythme de la dégradation de la qualité de la vie dans les grandes métropoles. Pour remédier à ce problème, il faut entre autres choses s'efforcer d'augmenter le volume de l'investissement privé consacré aux programmes d'aménagement et de rénovation urbains.

Les objectifs retenus dans le programme de logements 1981-85 avaient été fixés de telle sorte qu'à son terme, aucun ménage

ne vive dans un logement non conforme aux normes d'habitabilité. Toutefois, la place insuffisante qu'occupe le logement dans les préoccupations des pouvoirs publics et le manque d'investissements dans ce secteur ont entraîné, depuis 1981 — année de la définition des objectifs — un ralentissement de la construction. Si l'on veut qu'augmente sensiblement l'offre de logements, plus faible au Japon que dans les autres pays de l'OCDE, il faut accorder beaucoup plus d'importance à ce secteur, même si, rapporté au PIB, l'investissement qui lui est consacré soutient favorablement la comparaison avec celui des autres pays Membres.

Pour soutenir la demande de logements de meilleure qualité, il faudra peut-être remanier encore le régime des subventions afin d'aider les ménages pendant les pre-





*Constructions modernes en hauteur, à forte densité de population.*

mières années qui suivent l'acquisition d'un logement. Il convient en outre d'élargir la portée des politiques du logement pour qu'elles prennent en considération l'amélioration et la revitalisation du milieu urbain, et pour inciter les habitants à prendre leurs affaires en main.

Etant donné l'importance que revêtent les mesures de prévention des catastrophes, il faudrait poursuivre plus activement l'effort de restructuration des immeubles dans les secteurs anciens et renforcer la protection des bâtiments contre l'incendie. Il faut encourager un urbanisme axé sur l'habitat collectif dense mais de faible hauteur pour savoir s'il est adapté aux villes japonaises. Cet urbanisme doit mieux intégrer la variété et la vitalité que l'on trouve dans les quartiers anciens et faire davantage appel à l'architecture et à la décoration traditionnelles.

### **Stimuler la demande intérieure**

L'étude économique que l'OCDE a consacrée au Japon en 1985 fait valoir qu'un train de mesures visant à stimuler la demande intérieure de logements contribuerait à réduire le déséquilibre induit par l'excédent commercial et à rééquilibrer la structure industrielle nationale. Il conviendrait également de remanier la fiscalité foncière.

Les programmes de relance de la demande intérieure mis en œuvre par la suite ont mis l'accent sur l'amélioration des équipements collectifs et le développement des débouchés pour l'investissement privé. Le rapport de l'OCDE fournit quelques précisions à ce sujet.

Les performances d'ensemble de l'économie japonaise sont bien connues — le « cercle vertueux » d'un taux de croissance durable allié à une inflation modérée, de

faibles taux d'intérêt et un chômage peu élevé par rapport à ce que l'on observe ailleurs. Les politiques économiques et urbaines étant étroitement interdépendantes, il est difficile de soutenir que ni le secteur public, ni le secteur privé ne disposent globalement de toutes les ressources financières nécessaires pour améliorer sensiblement la qualité des services urbains, de l'environnement et des infrastructures dans les villes.

Que le gouvernement japonais décide ou non de consacrer au développement urbain les moyens nécessaires à la réalisation de cet objectif est une question de choix politique. On a déjà évoqué le lien qui unit la qualité de la vie urbaine et la demande intérieure. Si les raisons d'ordre social et environnemental sont en elles-mêmes suffisantes, de solides arguments macro-économiques militent aussi, dans le cas du Japon, en faveur de l'amélioration de l'infrastructure et des équipements collectifs.

Toutefois, des facteurs politiques sont également en cause et notamment le fait que les modifications de la carte électorale n'ont pas suivi le rythme rapide de la migration campagnes-villes de ces dernières décennies.

\* \* \*

Pour être efficace, la politique urbaine doit s'intégrer dans un ensemble d'autres politiques, notamment les politiques industrielle et agricole.

L'appareil industriel japonais connaît deux évolutions structurelles importantes. Comme dans les pays comparables de l'OCDE, le secteur des services progresse, mais pas aux dépens du secteur manufacturier. S'il demeure assez important, le secteur primaire recule et continuera sans doute à le faire. Le secteur agricole a de fortes interactions avec l'urbanisation : la politique urbaine et la politique agricole

doivent toutes deux se préoccuper des ressources foncières, surtout dans les grandes métropoles et à leur périphérie.

Un autre phénomène, qui prend de l'ampleur, influera aussi sur l'aménagement urbain : l'allongement du temps libre, lié au vieillissement rapide de la population japonaise, exercera une influence considérable sur la demande de certains types d'équipements et de services urbains. Ces tendances devraient aboutir à ce que davantage de gens passent davantage de temps chez eux ou dans leur quartier. La qualité des logements et de leur environnement immédiat en prendra une importance accrue et devra figurer dans les objectifs prioritaires des politiques urbaines à venir.

L'urbanisation est un facteur de transformation des sociétés et les agglomérations urbaines sont de ce fait en perpétuelle évolution. Toutefois, le cadre bâti évolue en général moins vite que les comportements économiques et sociaux. Si les besoins nouveaux ne sont pas pris en considération lors des opérations de développement et de réaménagement, les grandes cités parvenues à maturité peuvent devenir des obstacles au progrès. Les politiques urbaines jouent donc un rôle crucial dans la restructuration de la capacité de production et l'évolution de la vie sociale des pays Membres de l'OCDE.

Lieux privilégiés d'échanges, de création et d'innovation, les grandes villes façonnent le développement des techniques autant qu'elles sont façonnées par lui. L'exemple du Japon montre que, pour tirer parti des possibilités qu'offrent les mutations économiques et sociales et relever les défis qu'elles représentent, des politiques urbaines ciblées et s'inscrivant dans l'espace sont un élément et un complément essentiels des autres politiques nationales.



# Gérer le renouveau rural

**P**hénomène continu dans la plupart des pays de l'OCDE depuis la révolution industrielle, l'exode rural semble avoir pris fin dans les plus avancés d'entre eux. Fuyant les régions affectées par le déclin industriel et un chômage élevé, une partie de la population revient aujourd'hui s'établir à la campagne pour profiter des nouveaux débouchés qu'offrent des régions jusque-là considérées comme « périphériques », voire « arriérées »<sup>1</sup>.

Les régions rurales représentent 85 % du territoire des pays européens et un peu plus de la moitié de leur population totale, étant entendu que ces zones incluent, outre les champs et les villages proprement dits, de véritables villes. Il faut aussi noter que l'activité économique n'y dépend pas exclusivement de la terre et de ses produits : dans un nombre croissant de zones rurales, les secteurs non agricoles contribuent plus à l'économie locale que l'agriculture. Une diversification qui rend d'ailleurs de plus en plus délicate une définition économique de ces régions.

Jusqu'en 1970, la baisse continue de la population rurale a été, dans tous les pays de l'OCDE, une donnée démographique incontestable. Le déclin de l'emploi agricole ne faisait d'ailleurs que refléter les gains de productivité et d'efficacité de l'agriculture. Les travailleurs mis à pied émigraient le plus souvent vers les grandes villes et les centres industriels pour y trouver un autre emploi. Ainsi le dépeuplement des campagnes était-il lié à la baisse relative de la contribution économique des zones rurales au produit national. Leur faible équipement en infrastructures, développé à un rythme moindre que celui des centres urbains, a accentué leur isolement économique.

Ce processus tend cependant à s'inverser depuis 1970 : dans de nombreux pays de l'OCDE, les régions rurales se repeuplent. Aux Etats-Unis par exemple, la population a augmenté de 8,6 millions dans les zones non urbanisées, soit un accroissement de 16 % contre seulement 10 % dans les zones urbanisées. Si un taux de natalité plus élevé explique en grande partie ce phénomène, il reste que l'immigration nette dans les régions rurales a été d'au moins 3,5 millions de personnes. Une

même tendance se manifeste en France depuis 1975, tandis qu'en Italie, le rythme d'émigration du Mezzogiorno a baissé de façon spectaculaire entre les années 60 et 70. Dans des pays encore plus industrialisés comme le Royaume-Uni et l'Allemagne, on observe également un mouvement migratoire marqué vers des régions qui, naguère, étaient essentiellement agricoles.

Sans parler de l'attrait grandissant de la vie à la campagne sur ceux qui décident de s'y installer, de nouvelles possibilités d'emploi y apparaissent : des PME se créent, des entreprises existantes s'implantent en milieu rural, évolution facilitée par l'amélioration des transports locaux et des moyens de communication. Autre facteur explicatif du retour : la main-d'œuvre excédentaire des centres industriels où les perspectives sont souvent médiocres et les emplois rares. A noter toutefois quelques exceptions à la tendance générale : l'Espagne, le Portugal et la Turquie connaissent toujours un exode rural net.

Le retour à la campagne n'est en aucune façon lié à un bouleversement des conditions économiques fondamentales du secteur agricole. L'emploi dans l'agriculture a continué de baisser, sa part dans la population active civile des pays de l'OCDE revenant de 21,7 % en 1960 à 9,6 % en 1982. Cela ne veut pas dire que tous les travailleurs agricoles en excédent ont été contraints de rechercher un autre emploi en ville ; beaucoup ont poursuivi leurs activités traditionnelles à temps partiel, complétant leurs revenus agricoles par des gains tirés d'activités différentes. De plus en plus d'ailleurs, l'agriculture est une activité d'appoint, en particulier dans des pays comme l'Allemagne, l'Autriche, les Etats-Unis, la Norvège et la Suisse. Dans ces pays, au moins 40 % des agriculteurs tirent l'essentiel de leurs revenus d'une source extérieure à l'agriculture. Au Japon, cela est, depuis longtemps, un phénomène important.

Cependant, les agriculteurs partiellement inoccupés n'ont pas tous eu la chance de trouver une activité d'appoint. Dans ce cas, ils sont confrontés à une situation de sous-emploi ou de chômage latent. Un phénomène courant dans les régions de faible productivité agricole. On estime ainsi

que, dans la CEE, 40 % des exploitations ne sont pas en mesure de subvenir aux besoins d'un seul travailleur à temps plein. En Italie, le chômage latent toucherait 1,5 million d'agriculteurs et il sévit également dans certaines régions d'Espagne, de France, de Grèce et du Portugal.

La progression de l'emploi rural reflète une redistribution des activités, la production des industries manufacturières et surtout celle du secteur des services s'étant accrues beaucoup plus vite, au cours des deux ou trois dernières décennies, que la production agricole. Les économies rurales se sont donc diversifiées dans ces secteurs. Mais les industries qui se sont développées loin des grandes agglomérations emploient souvent une main-d'œuvre nombreuse et peu qualifiée (textile, habillement, cuir, chaussure). Depuis quelques années, elles sont en perte de vitesse et ont substantiellement réduit leurs effectifs.

La croissance de l'emploi en milieu rural a été la plus forte dans le secteur des services qui continue de créer, dans la plupart des pays, plus d'emplois que les autres. Une différenciation apparaît nettement entre les emplois tertiaires créés en milieu rural et ceux qui sont offerts en ville : ces derniers ont souvent pour raison d'être de répondre aux besoins des autres entreprises et remplissent ainsi une fonction de « lubrifiant » des rouages de l'économie locale. En revanche, l'activité des sociétés de service implantées dans les zones rurales consiste à fournir directement au consommateur des prestations qu'on peut assimiler à des produits finis.

Grâce à l'amélioration de leurs infrastructures et à l'abondance de leur main-d'œuvre, les régions rurales n'ont pas, depuis longtemps, eu de meilleures chances de développement et de diversification. Ces atouts constituent en même temps des défis : il s'agit d'encourager et de mettre en œuvre ce développement sans nuire à la qualité de l'environnement rural, exploiter sans les amoindrir les richesses locales et utiliser de la façon la

1. La gestion publique rurale, à paraître prochainement, résumé des travaux effectués sous l'égide du service de la coopération technique et de la direction de l'alimentation, de l'agriculture et des pêcheries de l'OCDE.



plus productive toutes les ressources naturelles et humaines. Dans le passé, les ressources naturelles en général et la terre en particulier constituaient les fondements de l'économie rurale, et le développement et la diversification économiques dépendaient essentiellement d'investissements extérieurs. Désormais, la croissance rurale suppose une utilisation plus rationnelle des richesses locales ainsi qu'une mobilisation accrue de la population.

## Stratégies de développement

Les régions rurales possèdent de nombreuses ressources sous-utilisées : la main-d'œuvre, souvent abondante et d'un coût intéressant au regard des normes nationales et internationales ; les ressources naturelles auxquelles de nouvelles utilisations peuvent être trouvées ; la beauté de l'environnement, potentiel économique au niveau des activités de loisirs et qui constitue un attrait supplémentaire pour ceux qui viennent travailler et vivre dans ces régions ; la cohésion et la stabilité de la société rurale, atouts précieux durant des périodes de transition et d'adaptation ; l'imagination et l'énergie de la population autochtone, fruits d'une longue tradition entrepreneuriale agricole.

Ces richesses donnent aux collectivités rurales un potentiel de développement et de diversification économiques autonomes, moyennant l'appui d'une bonne organisation, d'idées et de capitaux extérieurs. Les collectivités peuvent ainsi maîtriser leur propre développement et veiller à ce qu'il soit compatible avec les valeurs et les modes de vie locaux. En outre, dans la mesure où les ressources locales des régions rurales sont sous-évaluées, les entreprises qui les exploitent avec profit sont incitées à rester sur place puisque leur viabilité dépend d'un accès permanent à des ressources. Un développement « endogène » peut donc s'avérer plus durable qu'une croissance engendrée de l'extérieur. Enfin, les entreprises locales étant en général soumises à un contrôle local, on peut supposer que leurs décisions d'investissement et leurs stratégies contribueront davantage au mieux-être de la population sur place.

Du dynamisme des petites et moyennes entreprises dépendra sans doute le développement futur des régions rurales. Malgré un taux de faillites élevé, les PME continuent en effet à être génératrices d'un grand nombre d'emplois et leur mode de gestion fait une large place à l'initiative, l'inventivité et la flexibilité. L'éloignement des régions rurales par rapport aux centres de consommation ne constitue plus le même obstacle que dans le passé et, en même temps, de nombreuses PME présentent une structure propice au lancement de nouveaux procédés de fabrication et à l'ouverture de créneaux pour de nouveaux produits. Si les entreprises nouvelles s'établissant en milieu rural sont axées sur les techniques de pointe, il leur faudra néanmoins trouver sur place une main-d'œuvre suffisamment qualifiée.



Gérer le renouveau économique des régions rurales suppose du secteur public une stratégie permettant à la fois de stimuler et de maîtriser leur développement. Dans de nombreux pays, le renouvellement des activités économiques s'est accompagné d'un processus de décentralisation administrative — et l'a parfois même accéléré —, donnant aux autorités locales les moyens d'assurer de meilleures prestations en matière de services publics et de lancer des programmes de développement local. Il est vrai que, pour certaines administrations centrales, la politique de développement rural reste pratiquement syno-

Parmi les raisons d'un retour à la campagne, en l'occurrence à Neath, sud du pays de Galles, Royaume-Uni : l'attrait de la vie rurale (haut, gauche) ; la possibilité de trouver du travail... (haut, droite) ; ...en

nyme de politique agricole, de même que les politiques régionales sont en général assimilées aux stratégies de développement industriel urbain. Mais ces attitudes sont dépassées.

Pour de nombreuses régions rurales, le meilleur potentiel de croissance économique semble résider dans les secteurs où les entrepreneurs d'origine agricole réorien-





*particulier dans les services s'adressant aux consommateurs ruraux (bas, gauche); la moindre isolation de ces régions grâce au développement des infrastructures (bas, droite).*

tent leur production vers des marchés demandeurs d'autres produits, élaborés à partir de ressources naturelles locales. D'où la nécessité de mettre en place une nouvelle stratégie de développement rural qui permette d'exploiter au mieux ces nouvelles possibilités. On distingue, dans les pays de l'OCDE, deux types de stratégies complémentaires : le premier met

l'accent sur le développement des infrastructures ; le second repose sur les aides financières à la création et à l'expansion d'entreprises privées. Ces deux stratégies sont souvent menées de front.

Le développement des infrastructures vise essentiellement à faciliter la pratique et donc l'expansion du commerce et de l'industrie ; il peut aussi avoir pour objectif secondaire de stimuler temporairement l'emploi dans le bâtiment. Depuis le début du siècle, les principaux progrès accomplis concernent les transports et communications qui ont réduit l'isolement des régions rurales en les rapprochant des matières

premières et des consommateurs. Des services essentiels tels que l'approvisionnement en eau, la production d'électricité et l'élimination des déchets ont aussi été modernisés et la qualité de la vie en milieu rural a beaucoup gagné à l'amélioration des équipements scolaires et de loisirs. Au total, le développement des infrastructures locales a eu pour but d'éliminer tout ce qui pouvait dissuader les entreprises d'implanter des unités nouvelles en milieu rural ou d'installer leurs bureaux loin des centres urbains.

La plupart des pays de l'OCDE associent à leurs programmes d'équipement des formules destinées à financer le développement des entreprises et des industries. Les financements peuvent être sectoriels (politique industrielle) ou viser certaines régions (politique régionale). Dans les deux cas, l'éventail des instruments utilisés est large : prêts, garanties d'emprunts, participation de l'Etat au capital d'entreprises privées, subventions, etc. Les concours financiers visent avant tout à créer ou à sauvegarder des emplois, mais peuvent aussi avoir pour objectif d'accroître la productivité et de permettre la modernisation des installations pour assurer la viabilité à long terme des entreprises industrielles. Quant à la politique régionale, elle a souvent pour objet de favoriser un développement périphérique, susceptible de décongestionner les centres urbains et d'améliorer ainsi l'efficacité générale de l'économie nationale.

Eliminer les obstacles qui s'opposent encore à l'implantation des entreprises en milieu rural est l'une des tâches essentielles des autorités locales. Celles-ci sont évidemment peu à même de résoudre certains problèmes comme celui de l'éloignement des centres de décision et en particulier des places financières. De fait, la centralisation du système bancaire et des services financiers peut se traduire pour les entreprises implantées en milieu rural par des difficultés d'accès au capital-risque et à d'autres facilités de crédit. De même, si le tissu économique et le milieu local des affaires sont insuffisamment étoffés, il peut en résulter un ralentissement de la diffusion des informations économiques, financières ou technologiques.

### **Au service de l'entreprise**

Apporter une aide financière aux entreprises implantées en milieu rural ou leur faciliter l'accès aux sources de financement est en réalité un des services les plus importants que puisse rendre en la matière le secteur public. Cet appui peut permettre aux entreprises de financer des projets qui, sans cela, ne seraient pas à leur portée. Malheureusement, les politiques conventionnelles de financement sont souvent inadaptées aux besoins des régions rurales. Cela pour plusieurs raisons.

- Le bénéfice en est souvent réservé aux entreprises manufacturières dont les installations et le matériel représentent une garantie. Malgré l'importance de leurs prestations à l'industrie, les entreprises de



services peuvent donc s'en trouver privées.

- L'aide régionale est souvent globale et inadaptée aux régions de faible dimension et aux situations locales particulières. Fréquemment conçue pour stimuler les investissements venus de l'extérieur, elle peut ne pas tenir compte des politiques de développement et des besoins locaux.

- Les organismes publics de financement ont souvent peur du risque, d'autant que, même dans les pays qui ont décentralisé de nombreuses tâches, le contrôle de l'aide financière au développement reste dans de multiples cas l'apanage de l'administration centrale. S'en trouvent favorisés les grands projets entrepris par des sociétés solidement établies et qui impliquent de ce fait moins de risques.

- L'aide publique à la recherche-développement est souvent plafonnée à 50 % des dépenses nécessaires à la commercialisation d'un produit. Pour les petites entreprises, se procurer le reste peut être un handicap insurmontable. Cela peut notamment les empêcher d'investir dans des produits et procédés faisant appel aux technologies de pointe.

Pour une entreprise innovatrice au fort potentiel de croissance, le problème fondamental n'est pas le coût du capital mais sa disponibilité. L'autofinancement, qui a la faveur des dirigeants de PME soucieux d'indépendance, s'avère souvent impossible lorsque d'importants efforts de recherche-développement sont nécessaires. Les programmes d'aide financière doivent donc résoudre deux difficultés majeures : la pénurie de capital-risque et le besoin de financement à tous les stades du processus de croissance (en particulier, ceux où le risque est trop élevé pour les institutions bancaires).

Favoriser l'apparition d'un grand secteur des services est un bon moyen d'améliorer le climat général des affaires en milieu rural. Outre le fait qu'elles engendrent par elles-mêmes une activité économique dynamique et créatrice d'emplois, les entreprises de service peuvent former un véritable réseau de soutien mutuel et se développer en augmentant la rentabilité des entreprises clientes. En créant un environnement propice à l'épanouissement des entreprises industrielles, elles incitent de nouvelles firmes à venir s'implanter localement et assurent ainsi leur propre prospérité.

Ce genre de réseau est inexistant dans de nombreuses régions rurales et les entreprises locales doivent se procurer les services dont elles ont besoin dans des centres urbains parfois fort éloignés. Aussi s'en passeront-elles purement et simplement dans la plupart des cas. Elles tireraient pourtant un avantage certain de la présence de sociétés capables de réaliser des études de faisabilité ou d'apporter des conseils et des compétences en matière de gestion. Pour elles, les transferts et l'incorporation de technologies ainsi que l'obtention de données sur les marchés, les ventes et la concurrence s'en trouveraient facilités. La plupart de ces services peuvent être

assurés par le secteur privé, mais le manque d'initiative en la matière donne à penser que le secteur public a un rôle à jouer pour en encourager le développement.

\*  
\* \* \*

Au-delà de l'aspect économique de la vie en milieu rural, les politiques de développement doivent prendre en considération le bien-être général des habitants. Elles mettent donc en jeu, outre les autorités locales, un grand nombre de ministères et de services administratifs centraux. Ainsi, l'amélioration des politiques suivies ne peut résulter que d'une réforme des processus décisionnels. En particulier, il s'avère nécessaire de coordonner l'action des pouvoirs publics concernant les régions rurales tant au stade de sa formulation que de son application. Trois impératifs s'imposent aux centres décisionnels.

1. Une identification rapide des problèmes par l'observation des tendances qui se dessinent ainsi que l'évaluation permanente des effets, sur les régions rurales, des politiques qui leur sont appliquées.

2. Une information plus complète et plus précise susceptible d'éclairer l'élaboration des politiques.

3. L'engagement et le soutien de tous les intéressés, de façon à ce que les mesures prises soient justes, cohérentes et suscitent des réactions positives.

Il existe de plus une condition préalable à la mise en œuvre de politiques de développement rural efficaces : la prise de conscience, par les organismes qualifiés, que le développement rural doit résoudre des problèmes globaux auxquels aucune approche étroitement sectorielle ne peut apporter de solution satisfaisante. Bien sûr, ces institutions ne doivent pas chercher à agir seules mais consulter tous les intervenants et obtenir leur coopération. Peut-être faudrait-il les doter d'une fiscalité propre qui leur permettrait de financer leurs initiatives. A tout le moins, elles devront disposer d'un pouvoir de décision et de gestion adéquat et s'appuyer sur une organisation administrative solide et un personnel compétent.

Le véritable défi que doivent relever les communautés rurales ne consiste cependant pas seulement à exécuter efficacement les tâches administratives quotidiennes. Il leur appartient surtout d'apporter des réponses novatrices aux tendances et aux problèmes actuels et de faciliter la transformation et l'adaptation de leurs structures économiques et sociales. Il leur faut pour cela, non seulement des ressources suffisantes et un cadre institutionnel approprié, mais encore des gestionnaires hautement qualifiés et imaginatifs capables de prendre leurs affaires en charge. L'OCDE continue d'explorer les voies nouvelles qui permettront d'améliorer les processus d'élaboration et de mise en œuvre des politiques de développement rural. ■

# La flexibilité du marché une question

*En atténuant les rigidités  
fâcheuses sur les marchés  
du travail que les taux de  
chômage élevés et la nécessité  
de procéder à des ajustements  
structurels ont mis en évidence,  
l'on pourrait contribuer à la  
croissance économique et à  
la création d'emplois.*

*Sur les conseils du comité  
de la main-d'œuvre et des  
affaires sociales de l'OCDE,  
le Secrétaire général de  
l'Organisation a constitué un  
groupe d'experts de haut  
niveau chargé de donner son  
avis sur la flexibilité des  
marchés du travail et sur les  
moyens de l'améliorer. Sous  
la direction de Ralf Dahrendorf,  
professeur à l'université de  
Constance (Allemagne),  
ancien membre de la  
Commission des Communautés  
européennes et éminent  
sociologue<sup>1</sup>, le groupe a  
établi, à l'unanimité, un  
document<sup>2</sup> sur une question  
qui, dans de nombreux pays,  
est très controversée.*



# Flexibilité du travail : controversée

**L**a nécessité d'améliorer la flexibilité, y compris du marché du travail, n'est guère contestée aujourd'hui dans les pays de l'OCDE. Il en va de même de la nécessité — pour les institutions comme les individus, les employeurs comme les travailleurs — de faire preuve d'une plus grande capacité d'adaptation économique et sociale.

S'il est bien évidemment essentiel de lutter contre le chômage, qui a triplé depuis le début des années 70, le groupe a estimé qu'il n'était pas suffisant d'étudier cet objectif *stricto sensu* — il fallait aller au-delà et se préoccuper de l'équilibre entre efficacité économique et progrès social. Dans ce contexte, la flexibilité du marché du travail n'est pas considérée comme une panacée à tous les maux de la société et de l'économie et elle n'est qu'un des facteurs — pas même le plus important — dont dépend le progrès économique et social.

Le rapport reprend la thèse largement admise selon laquelle des mutations structurelles sont nécessaires si l'on veut revenir à une croissance plus normale. Dans ce contexte, « structurel » implique des changements d'attitudes et d'institutions qui ne s'inscrivent pas nécessairement dans le cadre de la politique économique traditionnelle : l'esprit d'entreprise, un niveau suffisant de dépenses de recherche-développement, un système commercial et monétaire international ouvert à de nouveaux acteurs. La flexibilité du marché du travail s'inscrit dans cet ensemble de politiques structurelles.

## Diversité

Les auteurs se sont penchés sur la diversité des marchés du travail :

- aux Etats-Unis, il existe une tradition de mobilité géographique (voire sociale) qui remonte à l'époque des pionniers et qui n'a pratiquement pas d'équivalent ailleurs dans la zone OCDE
- au Japon, une pratique, issue de l'après-guerre, consiste pour les grandes entreprises à offrir aux travailleurs qui forment le noyau dur de leur personnel une grande sécurité d'emploi, tout en attendant d'eux une mobilité inconnue dans les autres pays
- en Allemagne, l'existence de syndicats organisés par branche, conjuguée aux systèmes de codétermination (et à d'autres facteurs historiques), a conduit à des

revendications salariales modérées ; l'absence de ces éléments dans des pays comme le Royaume-Uni a eu l'effet inverse

- en France, le rôle du gouvernement dans les relations professionnelles s'explique directement, selon le groupe, par la faiblesse relative des syndicats et des organisations patronales — situation qui a de lointaines racines historiques
- dans plusieurs petits pays européens, un consensus implicite ou explicite entre syndicats, patronat et pouvoirs publics a contribué à prévenir l'apparition des frictions qui, ailleurs, ont favorisé la montée rapide du chômage.

Ces différences ne sont pas immuables et peuvent évoluer en même temps que le changement structurel, mais elles montrent qu'aucun ensemble de mesures ne peut être valable de la même façon pour tous les pays. « L'unicité culturelle est aussi un atout », indique le rapport et plusieurs voies peuvent permettre d'atteindre les quatre objectifs fixés par les auteurs — l'ajustement effectif, l'innovation constante, la croissance de l'emploi et une meilleure qualité de vie.

## Facteurs pertinents

Six facteurs sont considérés pertinents pour la flexibilité du marché du travail.

### 1. Coûts de main-d'œuvre

« D'un point de vue historique, il ne fait guère de doute que la hausse rapide des coûts de main-d'œuvre est liée à l'apparition de déséquilibres sur le marché du travail, notamment du chômage », note le rapport à propos de ce sujet particulièrement controversé. Mais il nuance cette observation : « Si la progression du chômage entre les deux chocs pétroliers peut s'expliquer dans une large mesure par l'accroissement des coûts de main-d'œuvre, il faut imputer à d'autres facteurs, comme la faible croissance de la demande et le niveau élevé des taux d'intérêt, l'évolution qui s'est produite depuis 1980 ». Citant des études économiques récentes, le rapport estime qu'une diminution de 1 % des salaires réels se traduirait à terme par une progression de l'emploi de 0,2 à 0,5 %, voire davantage, du moins en théorie. Dans la pratique, les salaires (ainsi que les coûts de main-d'œuvre non salariaux) sont « rigides ». En outre, il n'est pas souhaitable, tant par souci d'équité que pour créer une demande, de laisser se produire de fortes baisses des coûts de main-d'œuvre. Le rapport en vient donc à la conclusion « qu'il est indispensable, pour atteindre les objectifs visés, de freiner les coûts de main-d'œuvre, et notamment de modérer les salaires. Chaque fois qu'on laisse les salaires réels augmenter plus vite que la productivité, il en résulte, d'une manière générale, une recrudescence du chômage. Toutefois, cette modération des salaires n'implique pas que les salaires réels doivent rester statiques et ne pas progresser avec le temps ».

Les écarts de salaires sont peut-être moins rigides que les niveaux de salaires et peuvent avoir un effet stimulant en favori-

sant des mutations structurelles dans les régions, les branches d'activité, les qualifications et les groupes d'âge. Les différences régionales, par exemple, sont un facteur de mobilité. Quant aux écarts de salaires selon les qualifications, une réduction excessive encouragera, notamment dans les pays européens, l'apparition d'un phénomène de « déqualification » préjudiciable tant à l'ajustement économique qu'au progrès technologique. En ce qui concerne la rigidité des salaires des jeunes, on est en droit de croire qu'elle est, au moins en partie, responsable du chômage de cette catégorie de la population dans certains pays.

Les coûts de main-d'œuvre non salariaux réglementaires, comme les cotisations de sécurité sociale, constituent manifestement une importante source de financement pour les services sociaux, mais ils peuvent peser lourdement sur les entreprises à forte intensité de main-d'œuvre, surtout sur les petites. Lorsque ces coûts sont élevés et en forte augmentation, il y aurait, selon le rapport Dahrendorf, de bonnes raisons de les réduire, mais, dans ce cas, les coûts des services sociaux devraient sans doute être financés par un nouvel impôt et/ou des compressions des dépenses publiques. A cet égard, la chute des prix pétroliers offre la possibilité pour certains pays d'utiliser une taxe sur le pétrole pour diminuer les prélèvements fiscaux et parafiscaux assis sur les salaires.

### 2. Conditions d'emploi

La sécurité de l'emploi est très importante et peut être choisie de préférence à une augmentation de salaire, comme en témoignent certains accords qui ont fait grand bruit aux Etats-Unis, en Belgique, en France et en Italie, où des limites à l'indexation des salaires ont été acceptées. D'un autre côté, la sécurité de l'emploi introduit aussi un élément de rigidité sur les marchés du travail et entraîne des coûts pour les employeurs ; elle risque donc de contribuer à faire baisser le niveau de l'emploi, de ralentir l'adaptation à l'évolution des conditions du marché ou d'encourager l'emploi à temps partiel ou la croissance du secteur non protégé. Toutefois, parmi les pays où la tenue de l'emploi est assez bonne, il en est où la protection est fortement réglementée (comme en Suède et en Autriche),

1. Les autres membres du groupe d'experts de haut niveau étaient : Martine Aubry, directeur des relations travailleurs-employeurs, ministère du travail (France) ; Douglas Fraser, professeur chargé des études sur le travail à Wayne State University et ancien président des United Automobile Workers of America (Etats-Unis) ; Joseph Isaac, vice-président de la Conciliation and Arbitration Commission, (Australie) ; Lennart Johansson, président d'AB SKF et président de la Fédération des industries suédoises ; Yotaro Kobayashi, président de Fuji Xerox Co. Ltd (Japon) ; Harold O'Sullivan, président-directeur général de la Health Services Development Corporation et ancien secrétaire général de la Local Government and Public Services Union (Irlande). Tous ont participé aux travaux à titre personnel ; les vues exprimées n'engagent en rien l'organisation à laquelle ils sont attachés.

2. La flexibilité du marché du travail, OCDE, Paris, 1986.





d'autres où elle l'est à peine (comme aux États-Unis et au Japon). La question pratique qui se pose alors est de savoir comment concilier une sécurité d'emploi souhaitable et la flexibilité nécessaire du marché du travail. A cet égard, un accroissement des niveaux d'emploi contribuerait à faire naître la conviction que la flexibilité est souhaitable.

Il est à noter que les mesures adoptées pour protéger l'emploi après le premier choc pétrolier ont dû être modifiées lorsque l'on s'est aperçu que la législation relative à la sécurité d'emploi faisait elle-même partie du problème structurel ; un nouvel équilibre entre sécurité et flexibilité est donc peut-être en train de s'instaurer.

Les nouveaux types de contrat de travail, notamment à temps partiel, dont la fréquence dans la plupart des pays de l'OCDE s'est accrue plus rapidement au cours des années 80 qu'à la fin de la dernière décennie, sont sans doute au moins aussi importants à cet égard. Le groupe Dahrendorf juge cette évolution « essentiellement positive » car elle répond à la fois aux besoins du marché du travail et aux vœux des nouveaux venus sur ce marché, en particulier des femmes. Les contrats de travail à temps partiel peuvent cependant être utilisés de façon abusive — d'où la nécessité de mettre en place un système de surveillance. Si le travail à temps partiel est involontaire, il n'est qu'une autre facette du sous-emploi.

Dans au moins un pays, l'Allemagne, la législation permet d'offrir des emplois d'une durée limitée pouvant aller jusqu'à dix-huit mois sans appliquer les dispositions générales en matière de licenciement. De fait, la ligne de démarcation est tenue entre la flexibilité et la croissance du secteur non protégé de la population active.

*La tradition de mobilité géographique des Américains, qui remonte à l'époque des pionniers, n'a guère d'équivalent ailleurs (page gauche). Au Japon, en revanche, s'il est plutôt rare de changer d'entreprise, la mobilité au sein d'une même firme est très forte (page droite).*







La coexistence d'un noyau occupant un emploi stable et d'une frange marginale de travailleurs plus mobiles n'a rien de nouveau et n'a pas toujours des effets négatifs, selon le groupe Dahrendorf. Il n'y a aucune raison pour que les conditions de travail soient plus mauvaises pour ceux qui occupent un emploi non permanent. Il ne faut pas croire non plus qu'il ne se produit aucun déplacement de main-d'œuvre marginale vers le noyau central. Toutefois, pour des raisons à la fois économiques et sociales, la distinction entre un noyau et une frange marginale préoccupe les syndicats<sup>3</sup>. Il est évident qu'ici l'équité dépend de la mesure dans laquelle il sera possible de concilier les aspirations des individus en matière d'emploi et les besoins des entreprises.

### 3. Modalités et habitudes de travail

L'on obtiendrait à la fois des gains de productivité et une plus grande mobilité professionnelle si l'on pouvait modifier suffisamment, notamment à l'occasion de mutations technologiques, l'organisation du travail afin d'enrichir le contenu des tâches et d'élever les niveaux de compétence.

Le rapport se prononce résolument en faveur du sujet controversé qu'est — surtout en Europe — le réaménagement du temps de travail. La diminution séculaire de la durée de la vie professionnelle s'est accompagnée, dans la plupart des pays, de dispositions que le rapport juge singulièrement rigides en ce qui concerne l'entrée dans la vie active, la durée hebdomadaire du travail, les congés et la retraite. Ces dispositions empêchent les entreprises d'utiliser leurs capacités au maximum, en particulier lorsque les technologies chan-

gent. Elles rendent aussi plus difficiles les ajustements saisonniers et conjoncturels, entraînent un sous-emploi et découragent l'embauche de personnel supplémentaire ; elles ne correspondent pas non plus nécessairement à ce que souhaitent les gens.

Certains indices donnent à penser que le mouvement vers un raccourcissement de la vie professionnelle a pris fin. Selon le groupe, il serait indiqué, à court terme, de réduire encore le temps de travail, notamment en limitant les heures supplémentaires et en introduisant un système de retraite anticipée, mais, à moyen terme, il faudra peut-être aller au-delà et diminuer le nombre total d'heures ouvrées. Toutefois, pour prévenir une hausse du coût unitaire de la main-d'œuvre, il faudra réaménager le temps de travail. La réduction de sa durée globale, parallèlement à l'adoption au niveau local de dispositions permettant une répartition souple des heures, comme le suggérait une récente loi française, apparaît comme un effort louable pour résoudre le problème. Ce serait un moyen acceptable de conjuguer une meilleure utilisation des capacités à une plus grande maîtrise, par les individus, du temps dont ils disposent.

Certaines catégories de travailleurs — limitées, mais importantes — peuvent, grâce aux mutations technologiques, travailler à domicile à l'aide d'ordinateurs ou autres matériels. Même si de telles formules ne peuvent être généralisées pour des raisons tant pratiques que sociales — elles offrent, elles aussi, des possibilités de concilier les besoins de l'individu et ceux de l'économie.

Cet ensemble de nouvelles modalités de travail peut, par exemple, se traduire pour les membres d'une même famille, par des temps de repos situés à des moments extrêmement variables — problèmes qui

tendront cependant à s'estomper à mesure que la flexibilité deviendra la règle et non plus l'exception.

### 4. Réglementations

Un certain nombre de textes réglementaires, bien que ne concernant pas directement l'emploi, ont néanmoins un effet sur le marché du travail et sa flexibilité. Tout comme les obstacles non tarifaires aux échanges, ils tendent à se multiplier et se substituent fréquemment aux entraves plus traditionnelles à la liberté de mouvement. Le rapport mentionne certaines réglementations relatives à l'environnement, de même que les taux et la progressivité de l'impôt des travailleurs. Le troisième type de réglementation, sur les petites entreprises, offre probablement les plus grandes possibilités d'action.

Les petites et moyennes entreprises (moins de 500 salariés), qui peuvent être très innovatrices, emploient entre la moitié et les deux tiers du total des salariés des pays de l'OCDE, en particulier dans le secteur des services. Elles risquent de se heurter à certains obstacles : par exemple, coûts de main-d'œuvre non salariaux excessivement élevés, réglementations strictes en matière de protection de l'emploi et barrières administratives qui empêchent la création de telles entreprises ou en entravent le fonctionnement. « Un climat favorable au lancement de nouvelles activités a contribué à certaines des évolutions positives observées sur le marché du travail des Etats-Unis », ajoute le rapport<sup>4</sup>.

### 5. Mobilité

La mobilité sous toutes ses formes contribue à la flexibilité du marché du

3. Voir l'introduction du rapport du Trade Union Congress britannique : Flexibility: A Trade Union Response. TUC, Londres, décembre 1985.

4. Pour une analyse détaillée, dont provient cette citation, voir Perspectives de l'emploi, OCDE, Paris, 1985.



travail. Le recul apparent de la mobilité géographique et professionnelle depuis le début des années 70 semble indiquer une aggravation des rigidités qui conduit le groupe à réaffirmer la nécessité de politiques macro-économiques propres à stimuler la croissance.

Les différentes formes de mobilité peuvent être interchangeables. La mobilité interne, par exemple, pourrait compenser un manque de mobilité externe et *vice versa*. Le contraste entre une forte mobilité interne et une faible mobilité externe observé au Japon a sans doute le même effet sur le marché du travail japonais que la situation inverse qui caractérise les Etats-Unis.

Comme la mobilité dépend de la dynamique des variables macro-économiques, des possibilités d'emploi, des écarts de revenu et d'autres facteurs, elle est presque synonyme de flexibilité.

- La mobilité géographique est efficace, mais coûteuse. Toutefois, l'immobilité croissante, jointe à une différenciation régionale de plus en plus marquée, appellerait, de l'avis du groupe, des mesures correctives : il faudrait rendre les pensions transférables, ouvrir les marchés du logement, supprimer les subventions qui vont à l'encontre du but recherché et assurer aux jeunes la formation voulue pour qu'il leur paraisse normal de chercher un emploi ailleurs.

- En ce qui concerne la mobilité externe (passage d'une entreprise à une autre), un taux élevé de rotation du personnel peut impliquer des possibilités d'évolution pour les individus, mais coûte aussi cher aux employeurs, mis à part le fait que cela peut indiquer que le moral au sein de l'entreprise laisse à désirer. Selon le rapport, la mobilité professionnelle revêt une importance particulière et doit être renforcée par des incitations allant de la modulation des salaires à des possibilités de formation, même si les effets quantifiables de ces mesures sont limités.

- La mobilité interne ou flexibilité fonctionnelle n'est possible que si les entreprises en cause sont suffisamment grandes et si les salariés sont disposés à changer d'emploi, voire de travail. Ce mouvement se heurte à des obstacles, surtout en Europe, qu'il s'agisse des règles régissant les changements de fonction, de l'absence de moyens de recyclage ou de la peur du changement. Au Japon, la flexibilité fonctionnelle est très forte dans les grandes entreprises, tandis qu'aux Etats-Unis elle est compensée par la mobilité externe.

#### 6. Enseignement et formation

L'enseignement et la formation sont, de l'avis du groupe, l'une des clefs d'une plus grande flexibilité de la main-d'œuvre par le fait qu'ils ont une incidence sur les mentalités et contribuent à la mobilité professionnelle.

Le rapport reprend certains thèmes courants à l'OCDE — inculquer aux élèves des connaissances théoriques et pratiques de base, les préparer à un monde professionnel en mutation, donner aux travailleurs des moyens de se recycler et s'ins-

crire pendant toute leur vie, développer l'éducation au loisir.

### Réaliser le changement

Les agents de changement susceptibles d'intervenir dans le domaine de la flexibilité sont nombreux, mais ce sont les mesures gouvernementales et les négociations collectives qui sont déterminantes. Les pouvoirs publics jouent un rôle non seulement dans les domaines tels que la législation sur l'hygiène et la sécurité ou l'enseignement public, mais aussi de manière plus générale dans les relations professionnelles. Le rapport conclut toutefois que les possibilités nouvelles d'intervention des pouvoirs publics dans des domaines intéressant la flexibilité du marché du travail sont limitées. Dans de nombreux pays, les syndicats voient leurs effectifs stagner ou diminuer et ils agissent souvent pour défendre des acquis plutôt que pour obtenir des améliorations ; le nombre de grèves recule presque partout. Parallèlement, beaucoup de décisions sont désormais arrêtées au niveau de l'entreprise, parfois par des mesures unilatérales, mais le plus souvent à l'issue de consultations et de négociations.

Les démocraties libres ont mis au point toutes sortes de méthodes pour parvenir à des décisions sur la détermination des salaires et les conditions d'emploi. La plupart s'appuient largement sur la négociation collective ; quelques-unes donnent plus de poids aux processus légaux de conciliation et d'arbitrage. Toutes reconnaissent l'importance d'organisations autonomes de travailleurs et d'employeurs. En conséquence de quoi, le groupe pense que des syndicats puissants et des organisations patronales bien structurées sont l'une des conditions à réunir pour parvenir à des décisions conformes à l'intérêt de tous.

La flexibilité du marché du travail soulève des problèmes délicats qui mettent en jeu non seulement le sentiment de sécurité et même d'identité des individus, mais aussi la survie des entreprises et les moyens de subsistance de ceux qui y travaillent. Toute tentative d'assouplir le marché du travail oppose inévitablement, au moins de prime abord, intérêts individuels et nécessités économiques. La première conséquence à en tirer est qu'il convient d'accorder la priorité aux aspects de la flexibilité qui laissent entrevoir un équilibre des avantages. La seconde est la nécessité impérative et continue de consultations et de négociations entre ceux qui veulent le changement et ceux qui en subiront les effets. La flexibilité du marché du travail ne doit pas devenir une arme qu'un groupe utilise contre un autre. Si cela se produisait, il y aurait des conflits qui interdiraient toute évolution positive. Ce qu'il faut, c'est un « pacte social » aux termes duquel tous les intéressés s'engagent à rechercher les moyens de favoriser l'efficacité économique en même temps que le progrès social.

\* \* \*

Aucune série-type de mesures n'aura les mêmes effets positifs partout. Chaque pays devra trouver lui-même le bon dosage

de dispositions et le degré de souplesse voulu, ainsi que ses propres modalités d'application — susceptibles de cadrer avec son environnement culturel et institutionnel. La flexibilité du marché du travail n'est pas le seul facteur, ni le plus important, pour réaliser le progrès économique et social qui dépend beaucoup de mesures macro-économiques appropriées conçues pour maintenir un niveau élevé d'activité économique. Non seulement les marchés du travail fonctionnent mieux lorsque celle-ci est en expansion, mais il sera vraisemblablement plus facile de résoudre le conflit désir de sécurité-nécessité du changement dans un climat de croissance. Par conséquent, l'assouplissement du marché du travail que préconise le groupe a plus de chances de se réaliser si des mesures sont prises à l'échelon international pour surmonter les obstacles que constituent la faible croissance actuelle de la demande et les niveaux élevés des taux d'intérêt réels.

En conclusion, le groupe voit au moins trois raisons pour lesquelles la flexibilité des marchés du travail a un rôle à jouer dans la recherche de l'efficacité économique et du progrès social. La première : elle fait le lien entre les problèmes proprement économiques et des problèmes sociaux plus larges, comme la mobilité sociale. On touche ici à des questions de mentalité qui sont étroitement liées au dynamisme des économies et des sociétés. Il ne fait aucun doute que, pour tirer le meilleur parti possible de la flexibilité du marché du travail, il faut que les employeurs et les gestionnaires aient à la fois le goût de l'aventure et du changement novateur, et le sens des responsabilités.

Autre élément essentiel de la flexibilité : la sécurité de l'emploi doit aller de pair avec l'innovation. L'une et l'autre sont aussi bien des aspirations individuelles que des nécessités collectives. Comme les économies, et les sociétés en général, les individus, tout en souhaitant des perspectives fiables, répugnent à la stagnation. Les questions que soulève la flexibilité du marché du travail laissent entrevoir un équilibre entre la sécurité et l'innovation, ou plutôt plusieurs points d'équilibre possibles.

Troisième point capital : la politique économique, comme la conduite des affaires publiques en général, doit répondre à des problèmes immédiats par la recherche de solutions à court terme. Toutefois, certains des problèmes économiques contemporains ne relèvent pas du court terme, mais sont des problèmes structurels qui s'inscrivent dans une perspective à moyen terme. Là encore, la flexibilité du marché du travail assure le lien. Certaines mesures peuvent être appliquées à brève échéance, mais leur effet ne se fera sans doute sentir qu'au bout d'un certain temps. Tous les pays ont un long chemin à parcourir pour favoriser la flexibilité. Les mesures à prendre diffèrent, mais la nécessité d'agir est générale. Pour être dynamique et rester sur la voie d'une croissance durable, les économies devront être capables de s'adapter. La flexibilité du marché du travail est pour elles l'une des conditions du progrès. ■



# Féminin-masculin : priorité à l'égalité dans l'enseignement

par David Istance et Jillian Chapman<sup>1</sup>

Pour que la femme soit l'égale de l'homme sur le plan professionnel — emploi, rémunération et, plus généralement, prestige —, il faut qu'elle bénéficie des mêmes chances en matière d'éducation. En 1985, alors que s'achevait la Décennie internationale des Nations unies pour la femme, l'OCDE a essayé de savoir quels progrès avaient été enregistrés depuis le début des années 70. Un rapport récent montre, globalement, une nette amélioration mais aussi la persistance de certaines inégalités tenaces et l'apparition d'autres<sup>2</sup>. Les exemples sont tirés pour la plupart du second cycle de l'enseignement secondaire et des enseignements complémentaire et supérieur, c'est-à-dire des principaux secteurs couverts par les statistiques nationales.



## Les indices de progrès

### Amélioration dans l'enseignement secondaire

Les filles sont en général moins nombreuses que les garçons à quitter l'école sans diplôme. Au Royaume-Uni et en Alle-

magne, par exemple, près de six adolescents sur dix quittant l'école sans parchemin sont des garçons. Mieux : dans presque tous les pays, les jeunes filles représentent la moitié, ou même davantage, de ceux qui poursuivent leurs études au-delà de l'âge obligatoire, dans le second cycle d'enseignement général, et plus spé-

1. Respectivement administrateur et stagiaire à la division de l'éducation, direction des affaires sociales, de la main-d'œuvre et de l'éducation de l'OCDE.

2. L'enseignement au féminin, à paraître prochainement. Dans ce rapport, une centaine environ de tableaux de statistiques nationales illustrent la répartition par sexe des élèves dans les écoles, les instituts et les universités, ainsi que les changements qui se sont produits depuis quelques années. Complétant cette description, des notes de lectures portant essentiellement sur des ouvrages nord-américains et britanniques explicitent les facteurs qui sous-tendent les chiffres ; l'une d'entre elles examine les différences de socialisation et d'éducation entre garçons et filles dès la prime enfance ; une autre, les différents « modèles » scolaires qui expliquent les différences de mentalité et de résultats scolaires entre élèves des deux sexes. Ces études ont été rédigées par Constantina Safilios-Rothschild (New York) et Judith Whyte (Manchester).



cialement dans les filières d'enseignement général. Cette tendance est particulièrement sensible en France et dans les pays scandinaves. D'après les chiffres les plus récents, les filles représentent 63 % des effectifs de l'enseignement général en Suède, 61 % en Finlande et en France, 58 % au Danemark et 56 % en Norvège.

S'il y a tant de jeunes filles dans les filières d'enseignement général théorique, c'est aussi, dans une certaine mesure, parce que les garçons s'orientent de préférence vers des formations qui leur offrent de meilleures chances d'acquérir une qualification appréciée sur le marché déprimé de l'emploi des jeunes : mathématiques, sciences et autres disciplines techniques. Il ne faut cependant pas sous-estimer l'intérêt des diplômes sanctionnant l'enseignement général du second cycle. Ils conduisent à de nombreux emplois, notamment dans le secteur des services, et ils continuent d'être la principale porte d'entrée pour l'université et les autres établissements d'enseignement supérieur.

Par ailleurs, l'augmentation générale des effectifs féminins s'est traduite par un accroissement, tout au long de la scolarité, du nombre des jeunes filles qui étudient les mathématiques et les sciences — matières « masculines » s'il en est. Cette tendance est réelle, quoique modeste. Par exemple, près de la moitié des jeunes filles fréquentant le lycée au Danemark suivent la filière mathématique, contre le tiers seulement en 1970. Au Royaume-Uni, le pourcentage de jeunes filles préparant le baccalauréat (« A » levels) dans des disciplines non scientifiques est tombé de 64 % au milieu des années 70 à 53 % en 1984.

Ces exemples, cependant, demandent à être nuancés. Au Royaume-Uni, en effet, le pourcentage des garçons inscrits dans les sections littéraires préparant au baccalauréat a lui aussi diminué. Au Danemark, le pourcentage de garçons inscrits dans les sections de langues est tombé à 16 % seulement en 1983. On peut en conclure que les matières scientifiques exercent une plus grande attraction sur les deux sexes, sans y voir à proprement parler une véritable redistribution des orientations.

#### Plus de femmes après le bac

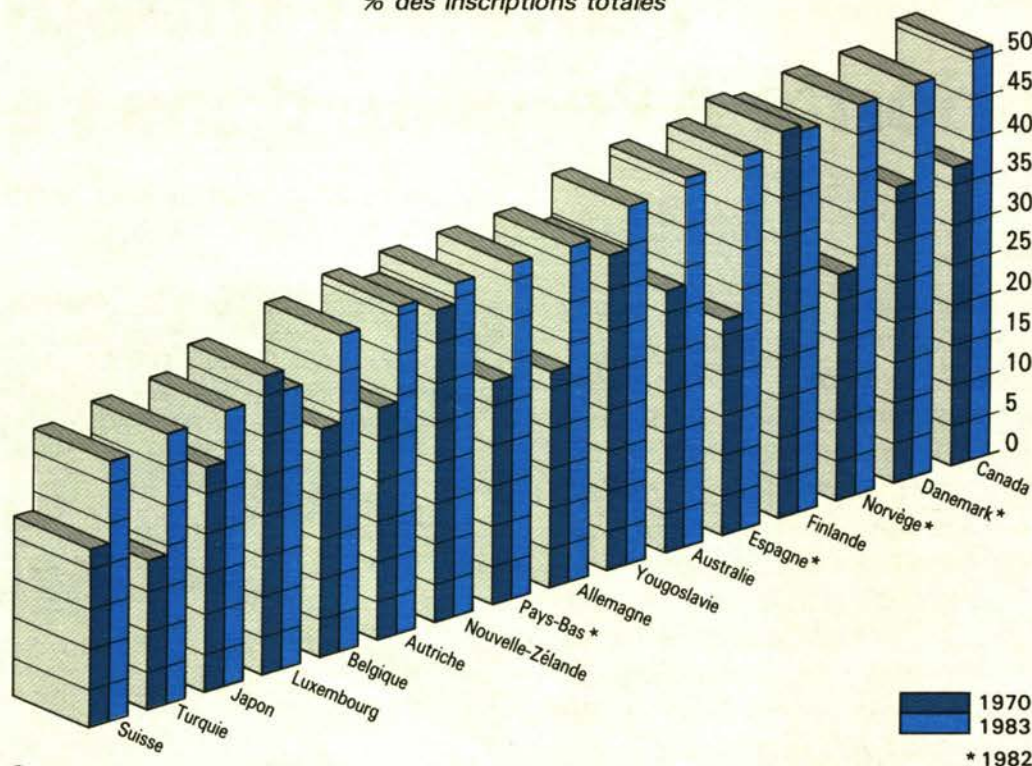
L'une des tendances les plus remarquables des années 70 à 80 est l'accroissement du nombre des étudiantes dans les pays de l'OCDE. Le graphique A indique l'impact de cette augmentation sur la répartition par sexe de l'ensemble des étudiants de l'enseignement supérieur, dans les pays pour lesquels on dispose de données cohérentes.

On se rapproche nettement de l'égalité numérique dans les écoles et facultés ; au Canada, mais aussi en Finlande, en France et aux Etats-Unis, les jeunes femmes représentent la moitié, ou plus, des effectifs de l'enseignement supérieur. Dans les autres pays, leur pourcentage varie de 40 à 50 %.

Dans certains pays cependant, les portes du premier cycle de l'enseignement supérieur sont à peine entrouvertes. Les

### A. FEMMES DANS L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

% des inscriptions totales



Source :

OCDE. Sont exclus les pays pour lesquels seules des statistiques nationales sont disponibles.

étudiantes sont encore en nette minorité dans le premier cycle au Japon, aux Pays-Bas et en Turquie notamment.

L'évolution de l'enseignement supérieur non universitaire est plus difficile à récapituler, les programmes et les établissements y étant particulièrement nombreux et variés — le pourcentage d'étudiantes aussi. En Allemagne, en Autriche, en Belgique, au Danemark, aux Etats-Unis, au Japon, en Nouvelle-Zélande et au Portugal, les femmes sont les plus nombreuses, comme le montrent les statistiques nationales citées dans le rapport de l'OCDE. Ailleurs, la situation est inverse — les femmes représentent moins d'un tiers des effectifs de l'enseignement supérieur non universitaire au Luxembourg, au Royaume-Uni, en Suisse et en Turquie.

#### Accès des femmes aux disciplines « masculines »

Les disciplines peu marquées traditionnellement par leur caractère « masculin » ou « féminin » ont connu des bouleversements des plus intéressants. Les études médicales attirent ainsi, dans bon nombre de pays de l'OCDE, un aussi grand pourcentage de femmes que l'ensemble de l'université. Ici et là les facultés de médecine sont même devenues « féminines » (à 57 et à 59 % respectivement en Finlande et en Yougoslavie).

Malgré tout son prestige, la médecine est cependant atypique dans la mesure où elle est liée à l'idée de maternage aux associations féminines évidentes. Cependant, même dans d'autres disciplines tradi-

tionnellement « masculines » — droit, architecture, et, dans certains pays, gestion —, les femmes ont également accompli des percées significatives ces dernières années.

Les bastions masculins, eux aussi, ont été ébranlés, même les plus solides : études d'ingénieur et sciences appliquées. Au Canada et aux Etats-Unis par exemple, on note un progrès, quoique de faible amplitude. Au Canada, les femmes représentaient, au début des années 70, 1,5 % seulement des diplômés d'ingénieur — en 1982, 9,1 %. Autrement dit, une multiplication, en chiffres absolus, par onze environ. Encore plus spectaculaire a été l'augmentation des effectifs féminins aux Etats-Unis ; une multiplication par dix-neuf. Il n'en reste pas moins qu'un futur ingénieur sur dix seulement est une femme. Et que ce pourcentage est encore plus bas dans bien d'autres pays.

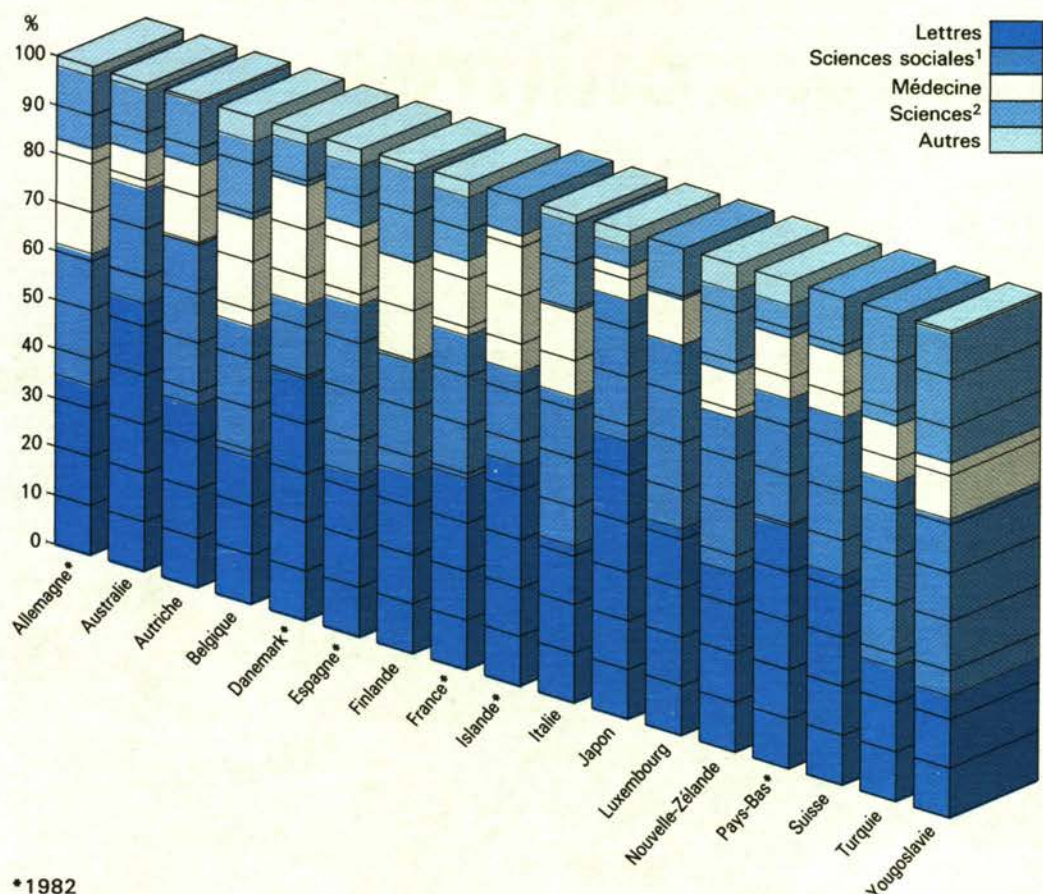
L'opinion publique pense souvent que ces inégalités reflètent certaines différences naturelles et biologiques — donc immuables — entre les sexes. Or, les structures de l'enseignement ont connu d'importantes modifications au fil du temps, et elles sont différentes d'un pays à l'autre. Il y a donc de bonnes raisons d'œuvrer en faveur du changement.

#### L'inégalité demeure

Malgré les progrès accomplis, le rapport de l'OCDE trouve peu de sujets de satisfaction. L'égalité est encore loin d'être réelle en matière d'enseignement. Les jeunes



## B. MATIÈRES ÉTUDIÉES PAR LES FEMMES DANS L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, 1983



\*1982

1. Y compris : droit, études commerciales, sciences du comportement.

2. Y compris : sciences naturelles, mathématiques, informatique, sciences de l'ingénieur, architecture, urbanisme.

filles ne parviennent que rarement aux niveaux les plus élevés : bourses d'études prestigieuses ou diplômes de troisième cycle, par exemple. Les classes restent nettement divisées par sexe : la présence d'un garçon est parfois une anomalie, et *vice versa*. De plus, il arrive souvent que la surreprésentation féminine dans certaines sections se soit aggravée depuis le début des années 70. Pis, les filières féminisées sont en général celles dont les débouchés professionnels ont été sérieusement touchés par la récession du marché du travail.

### Une division trop rigide

Même si ce phénomène de la division s'est quelque peu atténué ces dernières années, les choix effectués dans le secondaire suivent toujours le modèle traditionnel : les filles en lettres, les garçons préférant les sciences. La répartition selon le sexe est particulièrement nette dans les études techniques : pour les garçons presque exclusivement, le travail du métal et du bois et les études techniques ; pour les filles seules, l'économie domestique.

De fait, certaines matières dites « féminines » attirent de plus en plus de filles. Pour ne citer que l'exemple français, 72 % des candidats reçus au bac A (lettres et philosophie) en 1972 étaient des filles ; en

1983, quatre bacheliers A sur cinq étaient des bachelières. Durant la même période, à peine plus d'un tiers des bacs C (mathématiques et sciences physiques) — le plus prestigieux — étaient décernés à des filles, sans qu'il y ait eu amélioration au cours des années.

L'orientation selon le sexe est plus frappante encore dans l'enseignement professionnel, et cela ne facilite pas la tâche de ceux qui luttent contre la ségrégation en matière d'emploi. On peut, pour s'en assurer, regarder combien il y a de garçons et de filles dans différentes sections professionnelles à un niveau donné, et comparer le nombre de matières où ce pourcentage se situe entre 40 et 60 % à celles où l'équilibre est moindre. Tous les pays n'établissent pas des statistiques permettant de procéder à ces comparaisons, et les exemples ne sont donc donnés qu'à titre d'illustration. En 1983 par exemple, les lycées professionnels suisses ne comportaient que deux sections sur douze présentant un équilibre garçons-filles. Au Japon, on ne compte qu'une section sur sept, trois sur seize en Suède, une sur sept en Norvège. Examinons de plus près le cas norvégien : les options les plus courantes dans les lycées professionnels sont de loin « secrétariat et commerce » et « travaux manuels et industriels ». En 1982, la première était

composée de filles à presque 70 %, tandis que l'option industrielle n'en comptait que 15 %.

Ce système d'orientation de l'enseignement secondaire se retrouve, sans qu'il y ait lieu de s'en étonner, dans les enseignements complémentaire et supérieur. Le graphique B donne la ventilation générale des matières choisies par les femmes dans 17 pays ; il en ressort que, dans tous les pays de l'OCDE, les jeunes filles sont de fait exclues des disciplines scientifiques et techniques.

Dans le supérieur comme dans le secondaire, les écoles et les facultés traditionnellement « féminines » accueillent un nombre croissant de filles. Cet état de choses est inquiétant, car les débouchés offerts aux étudiantes en lettres et en sciences sociales se sont raréfiés depuis quelques années. En outre, ce sont précisément les cycles d'études où les jeunes filles et jeunes femmes sont particulièrement nombreuses qui risquent le plus de voir leur statut et leurs ressources compromis par les compressions budgétaires qui frappent actuellement l'enseignement supérieur<sup>3</sup>.

La féminisation de pans entiers de l'enseignement supérieur est illustrée par l'exemple canadien. Un peu plus de la moitié des étudiants des écoles normales était des femmes au début des années 70 ; en 1982, 70 %. En 1970, les étudiantes en lettres représentaient moins de la moitié des effectifs ; en 1982, 62 %.

### Modification des règles du jeu — les femmes sont perdantes

Les études et les qualifications les plus appréciées continuent d'être des fiefs masculins. Dans ces conditions, l'arrivée des femmes dans les bastions mâles pourrait simplement signifier que leur situation ne s'est pas détériorée. Les acquis éducatifs sont donc une « cible mouvante » et, au fur et à mesure que les femmes franchissent une barrière sur le chemin d'une plus grande égalité, les règles du jeu se modifient de telle sorte que de nouvelles barrières surgissent.

Auparavant, par exemple, un diplôme universitaire suffisait à conférer des perspectives d'avenir somme toute satisfaisantes. A présent, ces perspectives dépendent davantage du type de diplôme obtenu et de l'établissement qui l'a délivré. Il est vrai que, pour parvenir à une véritable égalité entre les sexes dans l'enseignement, il faut sortir de la salle de classe pour agir sur les mentalités et les convictions de la société dans son ensemble. Cela n'empêche pas que des progrès considérables restent à accomplir dans les écoles et les facultés. ■

3. Les politiques d'enseignement supérieur des années 80, OCDE, Paris, 1983.



# Aide au développement : les derniers chiffres

**L**aide publique au développement (APD) fournie par l'ensemble des pays du comité d'aide au développement (CAD) a atteint, en 1985, 29,6 milliards de dollars, soit 0,8 milliard de dollars ou 3 % de plus qu'en 1984. En termes réels, c'est-à-dire aux prix et taux de change de 1984, la hausse a été de 1,8 %. L'aide bilatérale des pays du CAD fait apparaître une poussée de 12 %, due essentiellement à la réaction de ces pays aux difficultés spéciales de l'Afrique subsaharienne, réaction ayant pris la double forme d'une aide d'urgence et d'une assistance visant à soutenir les efforts d'ajustement structurel des pays africains. Parallèlement, les ressources d'aide d'urgence et d'aide au développement mobilisées par les organismes privés bénévoles des pays du CAD ont enregistré une progression particulièrement remarquable (non comprise dans les chiffres de l'APD), atteignant plus de 3 milliards de dollars en 1985.

Les contributions aux organisations multilatérales — qui, elles, sont incluses — ont marqué un recul en 1985. Mais celui-ci est dû à un décalage accidentel des versements effectués par plusieurs donateurs importants, notamment au titre de leurs contributions à l'Association internationale de développement (IDA) de la Banque mondiale. Ce facteur a réduit le taux de croissance de l'aide globale des pays du CAD qui, sans cela, aurait dépassé le taux tendanciel de 3,5 % en termes réels constaté ces dernières années.

Ce même facteur, associé à une accélération du taux de croissance du PNB des pays membres du CAD, explique que le rapport de l'APD au PNB ait légèrement fléchi, passant de 0,36 % en 1984 à 0,35 % en 1985.

Parmi les Membres du CAD, c'est la *Norvège* qui s'est placée au premier rang en 1985 pour ce qui est de la part du PNB consacrée à l'aide, avec un rapport APD/PNB de 1,0 %. Parmi les autres donateurs dont le rapport APD/PNB a dépassé l'objectif de 0,7 %, on peut citer — comme dans les années précédentes — les *Pays-Bas*, la *Suède*, le *Danemark* et la *France* (aide aux DOM/TOM comprise). Des augmentations importantes ont été enregistrées pour l'*Autriche*, la *Finlande*, la *Suède*, l'*Irlande*, l'*Allemagne* et la *Suisse*. Le volume de l'APD a le plus fortement progressé en termes absolus aux *Etats-Unis*, en *Allemagne*, en *France* et en *Suède*.

## Evolution par pays

L'APD de l'*Allemagne* a augmenté de 9 % en monnaie nationale et de 7 % en termes réels en 1985. En pourcentage du



*La sensibilité des membres du CAD aux problèmes que connaît l'Afrique subsaharienne s'est traduite par une augmentation de l'aide bilatérale (haut). Les pays scandinaves se maintiennent, avec les Pays-Bas, en tête des pays donateurs (bas).*



PNB, elle est passée de 0,45 % en 1984 à 0,47 %. Cause principale de cet accroissement : la forte accélération du programme de dons bilatéraux et des contributions multilatérales, essentiellement due à un gonflement des dépôts auprès de l'IDA. Le plan actuel d'aide à moyen terme de l'Allemagne prévoit un taux de croissance annuel moyen des crédits d'aide de 2,9 % jusqu'en 1989, ce qui pourrait se traduire par une nouvelle augmentation de l'APD en termes réels au cours de la période.

Les versements d'APD de l'Australie ont augmenté de 21 % en monnaie nationale et de 13 % en termes réels, atteignant 749 millions de dollars des Etats-Unis. En pourcentage du PNB, ils se sont élevés à 0,49 % en 1985, contre 0,45 %. Cet accroissement résulte en grande partie du montant plus élevé des effets déposés auprès de l'IDA. Le gouvernement australien a déclaré son intention d'augmenter son programme d'aide en termes réels.

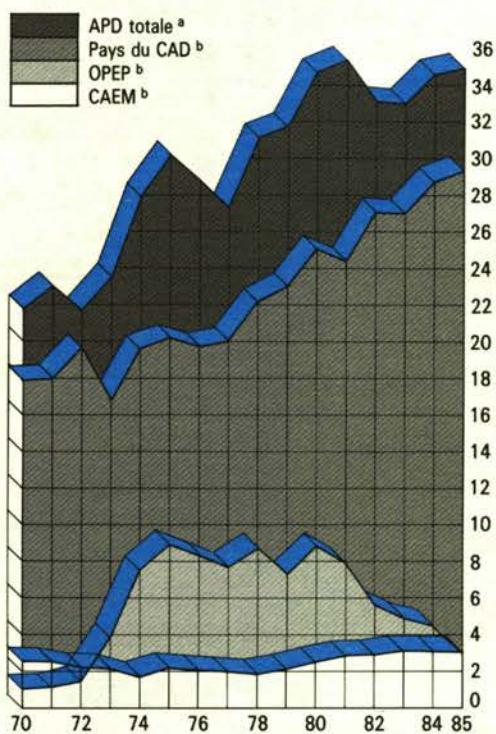
Les versements nets d'APD de l'Autriche ont marqué une progression sensible par rapport à 1984 aussi bien en monnaie nationale (41 %) qu'en termes réels (38 %). Le rapport APD/PNB est passé de 0,28 à 0,38 % entre 1984 et 1985. Toutefois, pour ce qui est de l'APD bilatérale, l'augmentation est presque exclusivement imputable à un gonflement des crédits publics à l'exportation consentis à des conditions libérales et, pour ce qui est de l'APD multilatérale, à une concentration des dépôts auprès des institutions financières internationales. Comme le chiffre de ces deux postes devrait être sensiblement plus faible en 1986, on peut s'attendre à une baisse de l'APD de l'Autriche en 1986 et les années suivantes.

L'APD de la Belgique, qui s'est établie à 430 millions de dollars en 1985, est restée stable en monnaie nationale, mais a diminué de 5 % en termes réels ; en pourcentage du PNB, elle est passée de 0,57 % en 1984 à 0,53 % en 1985. Ce recul s'explique par une baisse du volume des engagements due à des impératifs budgétaires, ainsi que par un ralentissement des apports publics liés à des crédits privés à l'exportation, dont la mobilisation a subi des retards en raison du temps nécessaire à l'application des critères d'aide et à l'identification des projets remplissant les conditions voulues. La baisse des contributions multilatérales tient surtout au calendrier d'émission des instruments financiers qui en sont le support. Le rapport APD/PNB devrait demeurer à l'intérieur d'une fourchette de 0,55 à 0,60 % du PNB dans les prochaines années.

Les versements d'APD du Canada ont augmenté de 6 % en monnaie nationale et de 3 % en termes réels, s'établissant à 1,64 milliard de dollars des Etats-Unis. Mesurée en pourcentage du PNB, l'APD a cependant fléchi, passant de 0,50 % en 1984 à 0,49 % en 1985. Si les prêts bilatéraux ont considérablement diminué en valeur nette, les dons bilatéraux ont légèrement progressé et les contributions aux organismes multilatéraux, en particulier à l'IDA, se sont inscrites en hausse sensible. Le gouvernement canadien a

## A. AIDE PAR GROUPES DE DONNEURS

APD aux prix et taux de change de 1984, en milliards de dollars



a. Aide bilatérale et aide en provenance des agences multilatérales.

b. Aide bilatérale et contributions aux agences multilatérales.

récemment décidé de stabiliser à 0,50 % du PNB le volume de son APD jusqu'en 1990, si bien que la progression de l'aide devrait à peu près suivre la croissance du PNB au cours des prochaines années.

Les versements d'APD du Danemark se sont élevés à 0,80 % du PNB en 1985, en baisse de 0,05 point par rapport à l'année précédente. Cette réduction est intégralement imputable à une concentration des contributions multilatérales sur l'année 1984 et n'est pas représentative d'une tendance. Au contraire, on s'attend à de sensibles augmentations du volume de l'APD du Danemark, puisque le gouvernement a récemment décidé de porter progressivement le budget de l'aide à 1 % du PNB d'ici à 1992.

L'expansion soutenue de l'APD des Etats-Unis en termes réels s'est poursuivie en 1985, atteignant le niveau record de 9,6 milliards de dollars, soit une progression de 6,2 % par rapport à 1984. Cette croissance rapide n'a cependant pas modifié le rapport APD/PNB, ce dernier ayant connu une progression rapide. L'augmentation des versements bilatéraux (de près de 1,9 milliard de dollars), constitués en grande partie d'apports du Fonds de soutien économique (principalement à destination du Moyen-Orient) mais aussi d'aide alimentaire et d'autres dons aux pays de l'Afrique subsaharienne, a plus que compensé le recul temporaire d'un milliard de dollars des contributions aux organisations multilatérales (qui s'explique par le report à janvier 1986 des versements à effectuer au titre de l'exercice budgétaire 1986). Si des

inquiétudes croissantes au sujet du déficit du budget fédéral créent des incertitudes pour l'avenir, il est peu vraisemblable que les restrictions budgétaires pèsent sur les versements de l'année civile 1986.

L'expansion de l'APD de la Finlande depuis 1978, date à laquelle les autorités finlandaises se sont engagées à atteindre l'objectif de 0,7 % d'ici à 1990, a été l'une des plus rapides et des plus soutenues des pays du CAD. Ayant augmenté de 15 % en termes réels en 1985, l'APD finlandaise s'est établie à 0,39 % du PNB, dépassant pour la première fois la moyenne des pays du CAD. Les crédits d'APD pour 1986 représentent 0,47 % du PNB et devraient atteindre 0,55 % l'année prochaine.

L'APD de la France aux pays indépendants (c'est-à-dire, à l'exclusion des DOM/TOM), que le gouvernement entend porter à 0,7 % du PNB en 1988 ou aussitôt que possible après cette date, a continué de progresser rapidement, atteignant 0,54 % du PNB en 1985. La croissance de l'aide pendant cette année s'explique par une augmentation des contributions multilatérales, en particulier à l'IDA, et par un accroissement substantiel des prêts nets bilatéraux.

L'Irlande, devenue membre du CAD en novembre 1985, a fourni ses premiers apports d'APD dans les années 60 et développé son programme d'aide après son adhésion à la CEE en 1973. Les versements sont en progression depuis lors, ayant atteint 0,22 % du PNB en 1984. En 1985, ils ont à nouveau augmenté, de 9 % en termes réels, pour s'établir à 39 millions de dollars, soit 0,24 % du PNB. Les programmes bilatéraux et les programmes multilatéraux ont également bénéficié de cette augmentation. Sur la base des politiques d'aide actuellement connues, on peut escompter que les apports d'APD continueront de croître.

L'expansion rapide de l'APD de l'Italie s'est temporairement interrompue en 1985 en raison d'un recul accidentel des contributions multilatérales. Les versements nets ont diminué de 3 % en termes réels, tombant à 1,1 milliard de dollars et revenant à 0,31 % du PNB, contre 0,33 % en 1984. Les versements bilatéraux ont continué de croître, au taux de 25 % en termes réels. Le rythme auquel l'Italie est susceptible de progresser vers l'objectif de 0,7 % sera plus clairement perceptible lorsqu'une nouvelle loi organique sur la coopération pour le développement aura été promulguée au cours de l'année.

L'expansion rapide de l'APD du Japon a été interrompue par un recul temporaire, dû aux dates de versement des contributions multilatérales, alors que l'APD bilatérale s'est accrue de 5,3 % par rapport à 1984, grâce notamment à une augmentation des dons de 11,4 %. En effet, le Japon a effectué en 1984 deux séries de paiements au titre de ses contributions à l'IDA, représentant un montant de 1,2 milliard de dollars, ce qui a réduit de plus de 600 millions de dollars les versements effectués à ce titre en 1985. Le rapport APD/PNB est revenu de 0,34 % en 1984 à 0,29 % en



1985. Les perspectives futures sont plus favorables eu égard à l'élaboration récente du troisième « objectif à moyen terme », portant sur la période 1986-92.

L'APD de la *Norvège* a augmenté de 8 % en monnaie nationale et de 2 % en termes réels. A 1 %, le rapport de l'APD au PNB est le plus élevé des pays du CAD (il avait atteint 1,03 % en 1984). Compte tenu du ferme attachement du gouvernement à ses objectifs dans le domaine de l'aide, le rapport APD/PNB pourrait demeurer voisin de son niveau actuel, malgré les graves difficultés économiques que la Norvège rencontre actuellement.

En *Nouvelle-Zélande*, le rapport APD/PNB, en baisse depuis le milieu des années 70, s'est stabilisé à 0,25 % en 1985, comme en 1984. Les versements d'APD ont augmenté de 15 % en termes nominaux et de 2 % en termes réels. Fait principal : l'intensification de l'aide en faveur des pays subsahariens. Le gouvernement néo-zélandais a indiqué que, malgré sa ferme détermination de réduire le déficit budgétaire, le niveau réel de l'aide devrait se redresser dans un avenir proche.

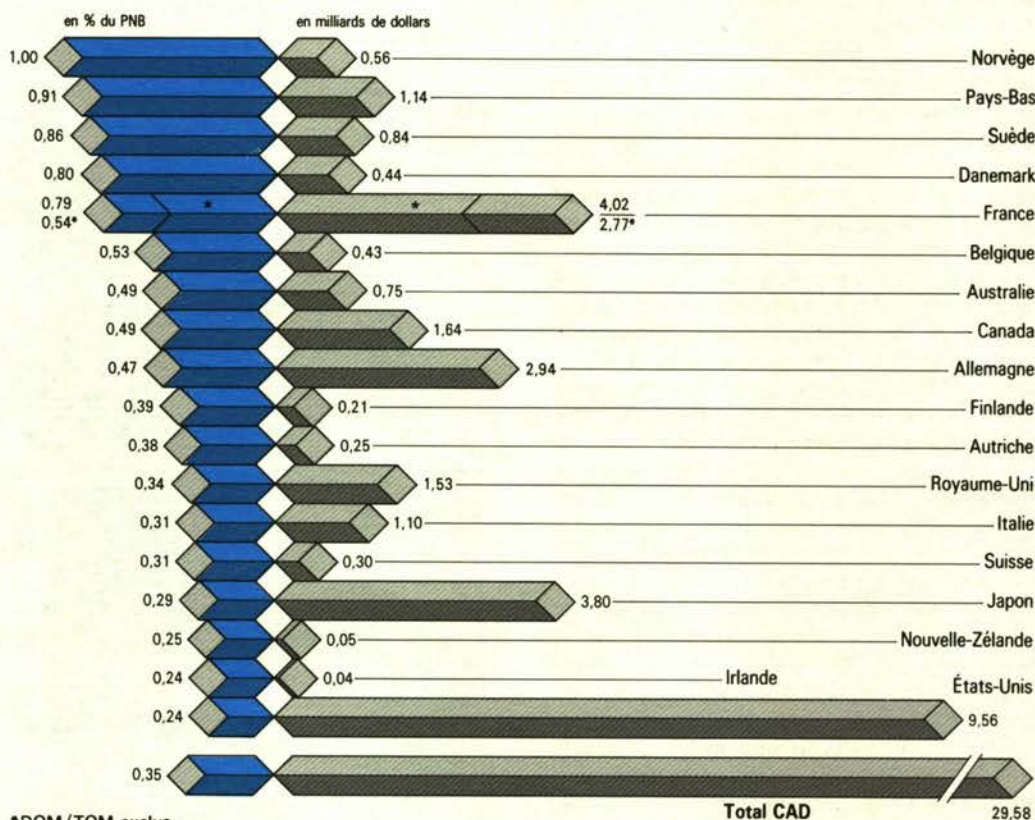
L'aide des *Pays-Bas*, constamment supérieure à l'objectif de 0,7 % depuis 1973, a accusé en 1985 une baisse de 10 % en termes réels, passant de 1,02 à 0,91 % du PNB. Ce recul, qui atteint toutes les grandes composantes du programme d'aide, ne devrait être que temporaire puisque le gouvernement néerlandais maintient son engagement de consacrer 1,5 % du revenu national net à la coopération pour le développement. On peut donc escompter que les versements d'APD reviendront à un niveau proche de 1 % du PNB dans les années à venir.

L'APD du *Royaume-Uni* a augmenté en 1985 de 10,4 % en monnaie nationale et de 4,6 % en termes réels. En pourcentage du PNB, elle est passée de 0,33 à 0,34 %. Les versements ont été considérablement stimulés par un gonflement marqué de l'aide aux pays de l'Afrique subsaharienne. Les autorités britanniques prévoient actuellement que, sur la période de planification en cours qui s'étend jusqu'en 1988-89, l'aide sera au moins maintenue en termes réels, ce qui pourrait néanmoins impliquer un fléchissement de faible ampleur du rapport APD/PNB sur cette période.

Les versements d'APD de la *Suède* ont augmenté de 18 % en monnaie nationale et de 10,5 % en termes réels. En pourcentage du PNB, l'APD a marqué un redressement, passant de 0,80 % en 1984 à 0,86 % en 1985. L'augmentation a été sensible dans tous les secteurs ; elle a été particulièrement notable dans celui des dons bilatéraux, en raison essentiellement de l'ampleur de l'aide à l'Afrique subsaharienne. Il est actuellement prévu que les crédits demeureront à un niveau correspondant à 1 % du PNB.

L'APD de la *Suisse* a augmenté de 7 % en termes réels, passant de 0,30 à 0,31 % en proportion du PNB. Cette augmentation est due surtout à la croissance des apports multilatéraux, en particulier aux banques régionales de développement. On peut

## B. APD DES PAYS DU CAD EN 1985



\*DOM/TOM exclus.

prévoir que l'APD de la Suisse continuera de progresser modérément en termes réels et en pourcentage du PNB.

### Aide des pays non-membres du CAD

Les versements d'aide des pays de l'OPEP ont continué à baisser en 1985, tombant, selon des estimations préliminaires du Secrétariat, à 3 milliards de dollars. Cependant, le Koweït et l'Arabie saoudite n'en sont pas moins restés les premiers donateurs mondiaux en termes aide/PNB. La diminution de l'aide des pays de l'OPEP a surtout concerné les programmes bilatéraux, bien que l'aide à l'Afrique subsaharienne ait progressé légèrement, pour atteindre 0,6 milliard de dollars.

Les versements nets des pays du CAEM sont restés à environ leur niveau de 1984 (3 milliards de dollars). C'est l'URSS qui en fournit l'essentiel, pour la plupart sous forme bilatérale, les principaux bénéficiaires étant Cuba, la Mongolie et le Vietnam. Pris ensemble, ces trois pays ont reçu, comme les années précédentes, les trois quarts de l'aide totale des pays du CAEM.

### APD et autres apports reçus par les pays en développement

Le financement public du développement, de toutes provenances (y compris non seulement l'APD bilatérale des pays membres du CAD, mais aussi celle des pays de l'OPEP et du CAEM et les apports de ressources financières des institutions multilatérales à des conditions libérales

comme aux conditions du marché), a poursuivi sa croissance et représente désormais environ 60 % des ressources financières nettes mises à la disposition des pays en développement contre 45 % en 1975.

Cependant, d'après les chiffres préliminaires, les crédits à l'exportation et les prêts bancaires se sont contractés à nouveau en 1985, quoiqu'à un rythme moins rapide qu'en 1982-1984, d'où une nouvelle, mais légère baisse du total net de l'apport de ressources. On prévoit cependant que les uns et les autres marqueront un redressement modéré en 1986. Le recul des prêts bancaires en 1985 a été compensé par une poussée des prêts obligataires (essentiellement sous la forme d'effets à taux variable) si bien que le montant combiné des financements bancaires et obligataires s'est stabilisé en 1985. Les investissements directs, par contre, ont continué à reculer.

La rigueur des programmes d'ajustement s'est généralement traduite par un moindre recours aux financements extérieurs, accompagnant une compression des importations et des projets nouveaux. Exception faite des pays asiatiques, les importations des pays en développement étaient inférieures en 1985 à leur niveau de 1981. Ce recul est toutefois moins marqué que celui des entrées nettes de ressources financières extérieures sur la même période. Principale explication : les sorties annuelles de capitaux imputables à des résidents des pays importateurs de capitaux ont marqué une baisse substantielle. D'après une estimation du FMI dans ses *Perspectives économiques mondiales de 1986*, le volume des exportations de capitaux en 1985 a été inférieur de 25 milliards de dollars au chiffre de 1982. ■



# Libéralisation des échanges de services : les œuvres audiovisuelles

*L'évolution technologique et commerciale que connaît le secteur des services de l'audiovisuel rend nécessaire une mise à jour et un renforcement du Code de libération des opérations invisibles courantes de l'OCDE. Le comité des mouvements des capitaux et des transactions invisibles (CMIT) de l'Organisation et son groupe d'experts en matière d'œuvres audiovisuelles se sont attelés à cette tâche. Ils viennent de terminer une étude qui passe en revue les développements récents dans ce secteur et les politiques et les mesures affectant les échanges internationaux de services audiovisuels<sup>1</sup>.*

**J**usqu'à ce que la télévision commerciale, née après-guerre, réussisse à devenir en moins de vingt ans le moyen dominant de diffusion des œuvres audiovisuelles, le cinéma a régné en maître absolu. Depuis, l'époque du cinématographe a fait place à une ère télévisuelle, elle-même en voie de s'achever sous sa forme classique.

En effet, la « révolution » électronique est venue, une nouvelle fois en moins d'un demi-siècle, bouleverser le paysage audiovisuel des pays de l'OCDE. Depuis les années 70, les microcircuits et les ordinateurs ont mis à la disposition des habitants des pays développés toute une gamme de nouveaux modes de communication, à l'intérieur et hors de leurs frontières : télé-informatique (service de télétraitement en temps partagé, de consultation de banques de données), câblodiffusion et télédiffusion par satellite (service de télévision à la carte ou à péage, vidéoconférence et vidéophonie), télévision interactive ou numérique (service de vidéotex, vidéodisque numérique, etc.).

Ces développements techniques ont entraîné une mutation dans la consommation audiovisuelle. Le public — particuliers et entreprises — a désormais le choix entre plusieurs moyens d'accès à des œuvres audiovisuelles ; il consacre de plus en plus d'argent à acquérir de nouveaux matériels (micro-informatique, vidéo, télématique) ou des produits (jeux vidéo, logiciels, programmes audiovisuels) et passe de plus en plus de temps à les consulter.

Mais le changement peut-être le plus important a eu lieu dans le domaine des échanges internationaux. Les progrès technologiques et les supports de diffusion auxquels ils ont donné naissance portent en eux un essor rapide des mouvements d'œuvres audiovisuelles d'un pays, voire d'un continent, à l'autre. Avec les réseaux de télévision par câble et les satellites de diffusion directe qui débordent les frontières, avec les cassettes et disques vidéo vendus de New-York à Sydney, de Londres à Tokyo, on assiste à une « mondialisation » de fait des marchés audiovisuels.

Jusqu'à présent, la plupart des pays Membres de l'OCDE s'efforçaient de maintenir un certain contrôle des échanges

d'œuvres et de services audiovisuels. Or les nouveaux systèmes de communication échappent la plupart du temps aux réglementations traditionnelles, ce qui a conduit les pays Membres à tenter de « colmater les brèches ». Reste à savoir si les solutions qui ont été adoptées il y a quelques années ici et là n'auront pas pour effet de freiner le développement international du secteur. Elles sont de toute manière remises en cause par la rapidité des évolutions technologiques et commerciales.

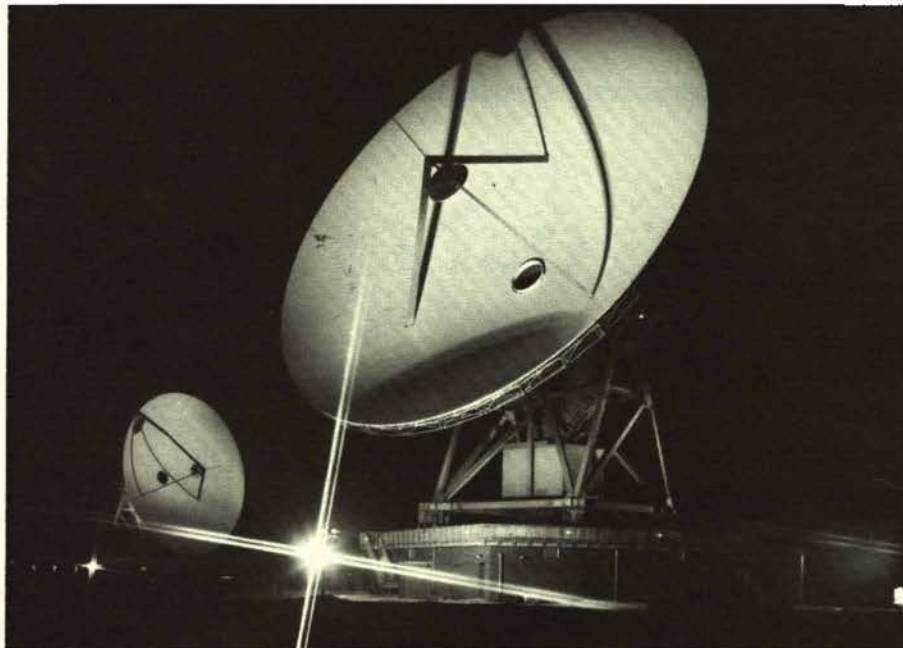
## Les échanges restent contrôlés

Au sein du secteur audiovisuel, les émissions de télévision, les films de cinéma et la télévision à péage comptent pour 500 000 emplois et un chiffre d'affaires annuel de l'ordre de 26 milliards de dollars. Mais ces transactions se font largement à l'intérieur des frontières nationales. Les exportations d'œuvres audiovisuelles ne dépassent pas le milliard de dollars : 600 millions pour les films de cinéma et 400 pour les programmes TV et les vidéo-programmes. Cela s'explique en partie par l'attachement des spectateurs à leur langue ou leurs traditions culturelles, mais aussi par les régimes d'aide ou de protection des industries nationales en vigueur dans beaucoup de pays de l'OCDE. Les retombées culturelles de ces échanges sont néanmoins significatives : il suffit de se référer aux feuillets télévisés ou de consulter les affiches des salles de cinéma des grandes villes de nos pays pour s'en convaincre. Sur ces marchés, les Etats-Unis se taillent la plus grande part : en 1980, les producteurs américains ont exporté pour 450 millions de dollars de films grand écran (la France, pourtant en seconde position, 15 millions seulement) et pour 350 millions de programmes TV (le Royaume-Uni, deuxième exportateur de téléfilms : 22 millions). Cette situation n'est évidemment pas étrangère aux motivations de certains pays pour ce qui est de la politique qu'ils mènent dans le domaine audiovisuel.

Les raisons invoquées par les Etats pour

1. Echanges internationaux de services — Les œuvres audiovisuelles, à paraître.





mettre leurs citoyens à l'abri d'une trop large libéralisation des échanges sont en effet d'ordre économique, mais aussi d'ordre culturel. De fait, les pouvoirs publics de certains pays de l'OCDE considèrent de leur devoir de soutenir leur industrie nationale ou de restreindre les importations d'œuvres étrangères dans le but de préserver leur identité culturelle, ce qui passe aussi souvent par le rétablissement de la compétitivité internationale de ces industries. D'autres mesures ont des motivations analogues : elles portent sur les conditions d'établissement des entreprises audiovisuelles, la réglementation douanière, le traitement des droits d'auteur, etc.

### La politique télévisuelle

Sinon dans les principes, du moins dans les faits, une certaine différenciation existe ainsi dans la plupart des pays de l'OCDE entre sociétés étrangères et sociétés locales en matière d'accès au marché. La grande majorité des pays Membres reconnaissent bien à toute compagnie étrangère le droit au libre établissement sur leur

territoire — qu'elle souhaite s'occuper de production, de réalisation, de transformation-usinage (travail sur l'image et le son), de distribution ou d'exploitation d'œuvres audiovisuelles. De plus, une fois installée, elle y est en général traitée de la même manière que ses homologues nationales.

Mais on ne peut pour autant affirmer que les chaînes publiques de télévision appliquent une politique d'achats qui ne favoriserait pas la production nationale et qu'il n'existe pas de règlements restrictifs concernant la production, la réalisation ou la coproduction de films ou de téléfilms par des sociétés étrangères. Ainsi, en Allemagne, en France et en Suisse par exemple, les œuvres recevant une aide au titre de la production nationale (ou assimilée) doivent obligatoirement passer par des studios (de doublage par exemple) ou des laboratoires (de copie) du pays ; la plupart des Etats (sauf l'Autriche, l'Australie, le Japon, les Etats-Unis, le Royaume-Uni, la Suisse et la Turquie) appliquent des systèmes d'aide à la distribution des films nationaux ; des quotas à l'écran existent en France, en Italie et au Portugal (le même type de mécanisme existe en Australie, au Canada,

en France, au Royaume-Uni et en Suède pour la diffusion télévisée).

En matière de télévision, l'établissement de sociétés étrangères est limité du seul fait qu'il y a souvent monopole dans ce domaine et dans celui des télécommunications. A noter cependant que l'évolution du public et l'apparition de nouveaux médias amène à faire évoluer le rôle de ces monopoles dont le caractère absolu fait maintenant, dans beaucoup de pays, l'objet d'un débat.

### L'apparition de nouveaux médias

Depuis quelques années, le passage à l'ère de la communication électronique renouvelle d'une certaine façon la question des restrictions aux échanges. Les réseaux de câblodiffusion, les satellites de diffusion directe, les vidéocassettes et les vidéodisques sont autant de moyens de contourner les obstacles opposés par les Etats à la libre circulation de la culture audiovisuelle. Face à l'internationalisation de tout ce secteur, les gouvernements ont, dans un premier temps, tenté de parer au plus pressé en





*Microcircuits et ordinateurs ont rendu possible les nouveaux modes de communication qui ont métamorphosé le paysage audiovisuel : l'OCDE tente d'aplanir les obstacles à leur transmission.*

des réseaux de diffusion par câble, des satellites de diffusion directe, des systèmes de vidéotransmission, et ce au même titre que les industries de programmes, dont la rénovation technique (conception assistée par ordinateur, synthèse informatique d'images) et le redéploiement économique et financier sont en cours.

Ce sont les réseaux et les satellites qui retiennent actuellement le plus l'attention des gouvernements. Alors que le secteur des télécommunications dans son ensemble fait l'objet de monopoles d'Etat dans la plupart des pays Membres, on constate une nette tendance à l'instauration d'une certaine concurrence pour ces deux piliers de la nouvelle communication internationale. Chez certains, cette évolution ne paraît pas incompatible avec un engagement actif du secteur public dans les télécommunications ; chez d'autres, on tend à déréglementer et à privatiser ce domaine.

On a ainsi assisté il y a quelque temps à des expériences de coopération bi- ou multilatérale pour les satellites (une dizaine d'entre eux pourraient être lancés en Europe avant la fin de la décennie), mais ces projets concernent plus les infrastructures techniques que les programmes. Pour ce qui est de la câblodiffusion, dont le développement s'opère sur une base généralement nationale, la coopération inter-Etats est limitée : peu d'interconnexions au-delà des frontières sont actuellement envisagées. On peut d'ores et déjà prévoir à l'avenir des problèmes d'incompatibilité technique, qui risquent d'être autant d'obstacles aux échanges de programmes entre systèmes différents.



adaptant leurs réglementations à la situation nouvelle. Dans un deuxième temps, ils mettent en place des plans plus globaux tenant compte du contexte technologique actuel et de son évolution. Mais l'équilibre est difficile à trouver entre la protection de l'identité nationale, toujours jugée nécessaire dans beaucoup de pays, et le mouvement vers la libéralisation du commerce des œuvres audiovisuelles.

Au début des années 70, le développement de la diffusion par câble a permis à de nombreux Belges ou Canadiens par exemple de capter, surtout en zones frontalières, les émissions TV de leurs voisins immédiats. Cette « importation sauvage » soulève des problèmes économiques (pertes de recettes publicitaires pour les programmes nationaux), culturels (pour les minorités linguistiques) et politiques (dans la mesure où elle peut être considérée par certains gouvernements comme portant atteinte à leur souveraineté). Plus récemment encore, les problèmes frontaliers posés par la câblodiffusion se sont accrues : les satellites de transmission peuvent permettre d'envoyer dans de nombreux pays des programmes par des réseaux câblés ou

d'atteindre directement les téléspectateurs équipés d'antennes appropriées. La réaction ne s'est pas fait attendre : certains Etats Membres ont réglementé (d'autres ont interdit) la diffusion de publicités étrangères et ont limité, par des accords internationaux, les débordements hors frontières de la transmission par satellite.

Un autre support technique, dont la commercialisation à grande échelle s'est accélérée ces derniers temps, se prête encore plus malaisément aux contrôles gouvernementaux : les vidéocassettes et vidéodisques, sur lesquels les monopoles ou réglementations propres à la télévision ont peu de prise. La riposte de certains gouvernements a été d'en limiter l'audience par le biais de taxations spécifiques sur les matériels (magnétoscopes ou vidéocassettes), qui s'ajoutent aux réglementations nécessaires concernant la violence et la pornographie.

La décennie 80 a été (et sera encore) marquée par l'évolution des politiques des pays de l'OCDE vis-à-vis du secteur des œuvres audiovisuelles. Les mesures temporaires commencent à faire place à des plans spécifiques d'aide au développement

### **SERVICES AUDIOVISUELS : 26 MILLIARDS DE DOLLARS**

Le chiffre d'affaires du marché de consommation « grand public » de l'audiovisuel (émissions de télévision, films de cinéma, télévision à péage, etc.) représente, selon les dernières données disponibles<sup>1</sup>, pour les pays de l'OCDE 26 milliards de dollars (dont près de la moitié réalisée par des entreprises américaines) répartis entre :

- les réseaux de télévision : 18 milliards de dollars
- le cinéma : 6 milliards
- les nouveaux supports de diffusion (télévision à péage, vidéocassettes et vidéodisques) : 2 milliards.

A signaler, en ce qui concerne les équipements « grand public », que la zone OCDE compte à elle seule 350 millions de téléviseurs, sur un total mondial de 500 millions.

1. Source : Annuaire statistique de l'UNESCO, 1984.



## Les perspectives

La définition des politiques gouvernementales est donc, on le voit, largement inachevée, dans la mesure où certains problèmes qui se posent aux différents pays — à titre individuel ou dans le cadre de la coopération internationale — n'ont pas encore reçu de solutions jugées définitives. A ceux que l'on vient de voir s'en ajoutent d'autres : inégale répartition des infrastructures techniques et des équipements de réception suivant les Etats, attitudes différentes devant le déclin relatif du cinéma face à la croissance rapide de la télévision

### QU'EST-CE QU'UNE ŒUVRE AUDIOVISUELLE ?

L'actuelle rubrique « films » du Code des invisibles, qui date de 1961, ne tient pas compte des nouveaux modes de communication internationale : le câble et les satellites notamment. La notion de film doit donc être élargie à celle plus moderne d'« œuvre audiovisuelle ». Le groupe d'experts du comité des mouvements de capitaux et des transactions invisibles (CMIT) définit maintenant comme œuvre audiovisuelle toute séquence d'images animées, éventuellement accompagnées de matériel sonore. Ces œuvres peuvent notamment :

- être enregistrées sur un support matériel (pellicule impressionnée, bande magnétique, vidéocassette, vidéodisque, etc.)
- directement transmises ou diffusées (par câble, par voie hertzienne, etc.), comme c'est le cas par exemple pour les transmissions en direct de manifestations sportives ou culturelles
- destinées à une ou plusieurs personnes (morales ou physiques) pour une utilisation privée, semi-commerciale ou commerciale — par exemple projections cinématographiques, émissions de TV, et notamment télévision à la carte et transmissions par vidéotex et par télétexte des œuvres audiovisuelles
- et avoir un contenu culturel, éducatif, scientifique, publicitaire, de divertissement, etc.

Sont exclus de la définition : le matériel purement sonore (sauf dans le cas où il accompagne une séquence d'images animées), les textes, les données, les fac-similés, certains types de communications (communications entre ordinateurs, visiophonie, vidéoconférence, télétexte) dans les cas où les messages transmis sous forme digitale ou d'autres formes codées ne constituent pas des œuvres audiovisuelles.

Quelques œuvres audiovisuelles de l'avenir : les catalogues vidéographiques de vente par correspondance (s'ils contiennent des séquences d'images animées) ou des images et des sons synthétiques.

par câble et la magnétoscopie, etc. La disparité des réglementations adoptées par les pays Membres dans de nombreux domaines peut, elle aussi, se révéler, à terme, un puissant frein au mouvement d'internationalisation et d'intégration qui s'amorce, malgré les obstacles, en matière d'audiovisuel : les disparités des législations concernant la publicité (sur l'alcool et le tabac par exemple), celles sur la protection des mineurs ou la notion de diffamation d'une personne privée, les différences en matière de fiscalité pour certains types d'œuvres ou certains moyens de diffusion dans quelques pays (selon sa classification, une œuvre peut être importée en franchise de droits ou bien être taxée ; selon qu'il s'agit de cinéma, de TV ou de vidéo, sa diffusion peut être soumise à quota, à délai ou échapper à tout contrôle).

Autre obstacle important : la disparité et sans doute, dans beaucoup de cas, l'adaptation des législations portant sur la protection des droits d'auteur. Le piratage des vidéocassettes, la difficulté à obtenir une rémunération satisfaisante des auteurs lorsque les œuvres sont diffusées dans plusieurs pays par de nouveaux moyens de transmission pourraient lourdement peser, à terme et si des solutions nouvelles ne sont pas mises au point, sur le développement du secteur audiovisuel dans son ensemble et sur son internationalisation.

L'harmonisation des législations nationales dans l'ensemble de ces domaines est sans doute un objectif irréaliste. En effet, certaines de ces disparités renvoient à des différences en matière de culture et résultent de choix de société. Le renforcement de la coopération internationale en matière d'œuvres et de services audiovisuels s'impose néanmoins si l'on veut tirer au mieux profit de l'immense potentiel de ces nouveaux médias. Elle s'impose d'autant plus qu'elle se doit de concilier des objectifs assez différents : faciliter l'accès des consommateurs à cette gamme de services, veiller à ce que les mécanismes du marché ne soient pas faussés, garantir aux créateurs la juste rétribution de leur travail, préserver l'identité et la vitalité des cultures. Le comité CMIT de l'OCDE et son groupe d'experts sur les œuvres audiovisuelles contribuent à ce renforcement — ils sont à l'heure actuelle en train de rédiger, à l'intention des pays Membres, de nouvelles obligations qui doivent s'ajouter à celles qui existent déjà dans le Code de la libération des opérations invisibles courantes.

Passer de quelques chaînes de radio et de télévision aux dizaines et bientôt centaines de canaux offerts par la combinaison des réseaux de câblodiffusion et des satellites, c'est plus qu'un changement quantitatif — c'est un saut qualitatif dans les habitudes de consommation audiovisuelle et dans les modes de communication. Un saut qui ne pourra être réussi que si les problèmes liés aux services de l'information et des télécommunications en général sont eux aussi résolus à l'échelon international. ■

## Problème



Dans l'industrie lourde, notamment l'acier et la construction navale, la surcapacité, la baisse de compétitivité et le rétrécissement des marges bénéficiaires ont entraîné un recul de l'emploi industriel. Globalement, celui-ci doit toutefois augmenter d'ici peu.



# Problèmes et stratégies économiques de deux pays



## Espagne

**M**ême si les conditions économiques se sont améliorées, les résultats à court terme de l'économie espagnole au cours des deux dernières années ont été mitigés. Le PNB a augmenté de 2 % en 1985, la demande intérieure prenant le pas sur les exportations nettes comme principal moteur de l'activité, tandis que l'excédent de la balance courante se gonflait pour atteindre 3 milliards de dollars (quelque 1,7 % du PIB). En revanche, les taux de chômage (22 %) et d'inflation (8,7 % dans les douze mois se terminant en mars 1986) restent élevés.

Les conditions d'une croissance non inflationniste durable sont à l'heure actuelle en train de se rétablir. Il y a quelques années, l'Espagne devait faire face à des

problèmes structurels profonds, principalement dus à son incapacité à s'ajuster au nouvel environnement créé par les deux chocs pétroliers. Une production et une croissance de la productivité ralenties, une augmentation excessive des coûts moyens de la main-d'œuvre, des rigidités sur le marché du travail, un renversement des flux de migration et, depuis longtemps, un exode régulier de la main-d'œuvre agricole sont autant de facteurs qui ont contribué à l'augmentation importante du chômage. Les déficits publics se sont considérablement creusés, à cause, en grande partie, de la détérioration des comptes de la sécurité sociale et des transferts aux industries en difficulté. De plus, la consommation d'énergie demeurait excessive et la dépendance trop forte à l'égard des importations, notamment du pétrole.

C'est seulement en 1983 que le gouvernement a adopté une politique de long terme, déterminée et cohérente, pour attaquer ces problèmes à la racine. Depuis, des mesures ont été prises pour faciliter l'ajustement structurel de l'industrie, rééquilibrer le budget de la sécurité sociale, encourager une utilisation plus efficace et plus rationnelle de l'énergie et soutenir l'investissement privé productif. Dans le but d'abaisser le niveau du chômage, des efforts ont également été faits pour augmenter la flexibilité du marché du travail.

Pour ce qui est des comptes de la sécurité sociale, ils accusaient en 1985 un déficit de l'ordre de 4 1/4 % du PIB, contre 3/4 % en 1977. Cette situation témoignait en grande partie des effets négatifs des réformes antérieures (relèvement des prestations sans augmentation des cotisations), des déficiences structurelles côté financement (taux de contributions élevés mais inégaux associés à une assiette étroite bien qu'en voie d'élargissement) et d'une croissance économique ralentie.

Depuis 1984, des mesures fermes ont été prises pour corriger les défauts les plus manifestes du système : rationalisation des structures, lutte plus efficace contre la fraude, réduction de l'écart prestations-contributions, spécialement du système des pensions. Cependant, toutes les mesures n'ont pas eu pour objectif de diminuer le déficit. Si, dans certains cas, le niveau des prestations a été réduit ou plafonné, dans d'autres, des injustices ont été éliminées par le biais d'un relèvement ou d'une extension (par exemple, dans le domaine de la santé). Néanmoins, l'on s'attend que l'ensemble de ces dispositions ralentisse la tendance à la hausse du déficit.

L'ajustement structurel dans l'industrie a lui aussi été retardé. Protégées du premier choc pétrolier par une réduction des taxes sur les produits pétroliers, le rythme élevé de l'inflation, la persistance de taux d'intérêt négatifs et de barrières tarifaires élevées, les industries lourdes, comme la sidérurgie et la construction navale, ont continué de procéder à d'importants investissements de capacité malgré la contraction de la demande mondiale et l'intensification de la concurrence internationale. Les premiers excédents de capacité sont apparus alors même que les coûts de main-d'œuvre s'alourdisaient rapidement, ce qui a entraîné une dégradation de la compétitivité, un resserrement des marges bénéficiaires et, par voie de conséquence, une forte contraction de l'emploi industriel. La situation est devenue critique en 1980 lorsque le gouvernement a laissé le prix du pétrole s'ajuster en fonction des prix internationaux tandis que les taux d'intérêt réels devenaient fortement positifs.

La première tentative faite par les autorités pour encourager l'ajustement structurel, depuis longtemps nécessaire, de l'industrie espagnole a été inscrite dans la loi de 1981 sur la reconversion industrielle. Ce programme s'est cependant révélé difficile à gérer et plus coûteux que prévu, les transferts de l'Etat servant principalement à éponger les pertes. Une stratégie plus globale a été adoptée en 1983, avec la publication d'un livre blanc sur la réindustrialisation, et l'adoption, en 1984, d'une nouvelle loi. L'objectif était d'améliorer la productivité et de rétablir la rentabilité des branches dont la situation était la plus difficile, en éliminant les excédents de capacité et de main-d'œuvre et en rééquilibrant leurs obligations financières. L'investissement dans les nouvelles technologies devait parallèlement être encouragé dans les secteurs offrant les plus grandes possibilités de croissance et de profit.

Ce programme prévoyait une nouvelle réduction de l'emploi dans les secteurs concernés, plus de la moitié des compressions d'effectifs devant intervenir dans la sidérurgie et la construction navale. Les régions les plus touchées ont été appelées « zones de réindustrialisation prioritaires » et les entreprises tant existantes que nouvelles bénéficiaient d'incitations financières pour s'y installer. Des programmes plus globaux ont également été adoptés pour acheminer les ressources vers les activités productives, au moyen notamment d'incitations à l'investissement dans les technologies nouvelles et d'aides aux petites et moyennes entreprises.



Les mesures spécifiques prises par ailleurs pour atténuer les pertes des entreprises du secteur public — l'équivalent de 1 ½ % du PIB en 1983 — ont permis de les réduire de 14 % en termes réels sur les deux années se terminant en 1985.

Sur le front de l'énergie, le Plan énergétique national pour la période 1984-1992 doit permettre une utilisation plus rationnelle, une réduction de la dépendance du pays à l'égard des importations (de pétrole notamment) et un ajustement des capacités dans les domaines du raffinage du pétrole et de la production d'électricité en fonction du ralentissement prévu de l'accroissement de la demande. Les prix intérieurs de l'énergie ont été relevés pour faciliter le retournement de la tendance à la hausse de la consommation d'énergie par unité de production, apparue pendant les années 70 alors même que les autres pays de l'OCDE réduisaient sensiblement leur utilisation d'énergie en pourcentage du PIB.

C'est cependant le chômage qui demeure le problème le plus critique pour les responsables espagnols, non pas simplement sur le plan économique, mais aussi politiquement et socialement. Le taux de 22 % relevé en 1985 a été le point culminant d'une période de dix ans pendant laquelle l'emploi total a diminué de 19 %. Toutefois, le taux de chômage déclaré exagère probablement la gravité de la situation, étant donné l'ampleur de l'économie souterraine.

Si la population active a augmenté plus rapidement en Espagne que dans l'ensemble de la zone OCDE, cette évolution a été partiellement compensée par une baisse des taux d'activité, nombre d'individus étant découragés par la difficulté de trouver un emploi et leur revenu protégé, dans une certaine mesure, par l'augmentation des prestations sociales. Le taux d'activité des femmes est en particulier exceptionnellement bas, tandis que des travailleurs d'un certain âge ont quitté la population active, attirés par les pensions plus élevées et les formules de retraite anticipée. Les jeunes sont le plus durement touchés par le chômage, leur taux d'emploi diminuant de jusqu'à 68 % (pour les 16-19 ans).

Le ralentissement de la demande de main-d'œuvre après le premier choc pétrolier a coïncidé avec l'accélération de l'exode rural (l'emploi agricole diminuant de 4 % par an entre 1976 et 1985), et a été particulièrement marqué dans l'industrie (notamment dans le bâtiment, les industries minières et manufacturières). Les facteurs responsables ont notamment été l'ampleur de la rétention de main-d'œuvre dans l'industrie espagnole — apparente en 1975 — et la nécessité soudaine d'améliorer la productivité et de réduire les coûts unitaires de main-d'œuvre face à la détérioration des conditions économiques. Les augmentations de salaire ne se sont cependant pas modérées avant le début des années 80 : de 1975 à 1979, l'écart réel des salaires (différence entre l'augmentation des salaires réels et celle de la productivité) s'est accrue dans l'industrie d'en-

viron 22 %. Les augmentations de salaire étant traditionnellement liées à la hausse des prix, le système a eu pour effet de maintenir, au moins, le niveau des salaires réels même si cela impliquait une aggravation du chômage, et il s'est avéré extrêmement difficile de mettre un terme à cette course entre salaires-prix. Qui plus est, le fait que le chômage ait continué d'augmenter sans relâche jusqu'en 1985 alors que le taux d'utilisation des capacités restait plus ou moins inchangé donne à penser que seuls des investissements accroissant la capacité peuvent réduire le chômage.

L'action lancée en 1983 pour inverser la progression du chômage avait un triple objectif : réduire la population active, encourager le recrutement des travailleurs sans emploi et améliorer la flexibilité du marché du travail. L'on a aménagé des dispositions de retraite anticipée, accordé des incitations fiscales aux entreprises embauchant des jeunes, invité le secteur public à recruter davantage, notamment parmi les chômeurs de longue date, assoupli les critères régissant le travail à temps partiel et les contrats de durée déterminée.

Au total, ces programmes renforcés de promotion de l'emploi ont permis l'embauche de plus de 1 million de personnes en 1985, contre une moyenne annuelle de l'ordre de 450 000 entre 1979 et 1984, contribuant ainsi à enrayer la baisse à long terme de l'emploi. Ce renversement de tendance devrait être consolidé en 1986, où des facteurs conjoncturels, structurels et institutionnels contribueront probablement au retournement de la situation — défavorable depuis une dizaine d'années. Or, cela ne signifie pas que le taux de chômage se réduira nécessairement très vite, mais cela ne devrait cependant pas masquer l'amélioration considérable du marché du travail qui est plus correctement perçue dans la remontée de l'emploi.

Les politiques poursuivies par les autorités espagnoles au cours de ces dernières années ont contribué à corriger les plus importants déséquilibres responsables des résultats relativement médiocres de l'économie. La restructuration industrielle est en bonne voie. On a commencé à rationaliser le système de sécurité sociale en général, les pensions en particulier. Les économies d'énergie ont été renforcées. La flexibilité du marché du travail a été améliorée grâce à un assouplissement des contrats. Le potentiel de croissance économique, déjà élevé par rapport aux autres pays de l'OCDE, a certainement été renforcé par de telles politiques. Cependant, pour en tirer le meilleur parti ainsi que de l'environnement international, désormais plus favorable, priorité doit être donnée aux compressions budgétaires et à la lutte contre l'inflation. Des efforts doivent être poursuivis pour ne pas laisser la croissance des salaires réels dépasser celle de la productivité. C'est la seule façon de rendre durables les effets de l'ajustement économique et de répartir la croissance de manière plus égale sous forme de plus d'emplois. ■



*Au Portugal, tant la population totale que la population active ont varié avec le «solde» migratoire. Depuis 1982, les travailleurs émigrés retournent au pays.*





## Portugal

**L**a situation économique du Portugal s'est sensiblement améliorée depuis 1983, année de la mise en place d'une politique d'austérité. Nécessité par un déficit du commerce extérieur qui atteignait 13 % du PIB fin 1982, ce programme

de stabilisation soutenu par le FMI avait pour objet de diminuer les importations, en pesant sur le pouvoir d'achat (- 3 % et - 4 % respectivement en 1983 et 1984) et en resserrant le crédit, et d'augmenter les exportations en augmentant la compétitivité des dévaluations (12 % en juin 1983, suivis d'une dévaluation glissante de 1 % par mois). Politique efficace : les comptes extérieurs se sont rapidement redressés jusqu'à atteindre un excédent de 300 millions de dollars en 1985.

Restent d'autres domaines dans lesquels l'économie portugaise se trouve toujours confrontée à d'importants problèmes. Le taux d'inflation, en dépit d'une nette réduction depuis le second semestre 1984, s'élève encore à 17 % fin 1985. L'investissement s'est effondré pendant cette période d'austérité. Le chômage semble s'être stabilisé, mais au niveau élevé de 8,5 %. Enfin, les finances publiques accumulent des déficits de façon chronique depuis une douzaine d'années.

Enfin, depuis 1975, avec le passage d'une vision orthodoxe (budget équilibré) à une utilisation active et expansionniste de la politique budgétaire, le Portugal est confronté à d'importants déficits publics, de 5 à 13 % du PIB selon les années. En réalité, les déficits ont même pu être supérieurs puisque jusqu'à présent les comptes publics ne retraçaient pas toujours l'ensemble des opérations des administrations.

La dette publique, inférieure à 20 % du PIB en 1974, représente en 1985 quelque 65 % de cet agrégat. Les dépenses des administrations consacrées aux intérêts versés au titre de la dette publique sont, ces dernières années, d'un montant proche du déficit public lui-même. Ainsi, malgré la correction apportée par les effets de l'inflation sur la dette, celle-ci est porteuse de lourdes contraintes et limite les possibilités de la politique actuelle. De plus, les déficits exercent une pression sur la création monétaire.

Au-delà du constat rétrospectif, il s'avère que les causes d'apparition des déficits persistent. En effet, comme tous les pays industrialisés, le Portugal voit ses dépenses augmenter dans le domaine social. S'y ajoutent des mesures nouvelles - aides à la création d'emploi, exonération temporaire des cotisations sociales pour l'emploi des jeunes. Les subventions économiques accordées à divers secteurs d'activité, en particulier aux entreprises publiques, sont importantes. La stabilisation du redressement de la balance extérieure exige encore des aides structurelles.

En ce qui concerne les recettes publiques, les prélèvements obligatoires, qui ne représentent que 30 % du PIB environ, font apparaître le faible rendement de la fiscalité du fait de l'étroitesse des bases. L'introduction de la TVA devrait donner au Portugal l'opportunité d'un impôt à large base et à taux peu élevé, d'un meilleur rapport que ceux qu'il remplacera. Par ailleurs, l'accent est mis sur la baisse des taux d'imposition des salariés et la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales.

La réduction du déficit des finances publiques s'inscrit dans le budget 1986 et même au-delà. Le gouvernement portugais s'attache à donner aux comptes de l'Etat une plus grande transparence en y incluant les dépenses et recettes des fonds autonomes. Le recours au marché, par des émissions d'obligations et de bons du Trésor, pour financer le déficit public répond au même souci de transparence. Ces moyens de financement devraient couvrir à terme plus de la moitié du déficit. Au-delà de l'échéance annuelle, le budget 1986 s'inscrit dans un schéma directeur des finances publiques qui fixe des limites à l'accumulation des déficits. L'objectif est en particulier d'atteindre l'équilibre du solde hors intérêts. Les entreprises publiques, de leur côté, devront rechercher une plus grande efficacité. Une réforme de leur gestion est en cours. Elle institue des contrats de programme entre l'Etat et les entreprises - fixation d'objectifs - et des contrats de gestion entre l'Etat et les dirigeants - intéressement et stabilité des postes de direction.

Ainsi la politique budgétaire s'oriente vers un contrôle des finances publiques à moyen terme. Les restrictions concernent la consommation publique avec pour objectif une stabilisation des effectifs et de la valeur nominale des dépenses courantes. Les autres mesures marquent la sortie de la politique d'austérité : réduction des prélèvements obligatoires, relèvement des prestations sociales, reprise des investissements publics dans le cadre de projets cofinancés par la CEE.

Autre préoccupation majeure, le chômage. Faible jusqu'en 1973, il a augmenté au Portugal beaucoup plus vite que dans les autres pays Membres de l'OCDE entre 1974 et 1979, pour se stabiliser aux environs de 8 à 9 % depuis. Le taux de chômage officiel se situe actuellement légèrement au-dessus du taux moyen de l'OCDE et au-dessous du taux moyen européen. L'analyse des composantes du marché du travail fait apparaître des désajustements qui sont sources de chômage. L'offre de travail est déterminée par l'évolution de la population et son taux d'activité. En ce qui concerne le premier facteur, la population portugaise a subi des fluctuations durant les vingt dernières années du fait, d'une part, d'un accroissement naturel encore élevé, d'autre part, de phénomènes migratoires marquants. Pays d'émigration nette jusqu'en 1973 et entre 1976 et 1981, le Portugal a vu sa population croître subitement en 1974-75 sous l'effet du retour des colons, puis de nouveau depuis 1982, mais dans une moindre mesure, du fait de la récession des pays d'accueil des travailleurs expatriés. Ces migrations ont augmenté sensiblement la population susceptible de travailler.

Le manque de statistiques cohérentes rend difficile l'analyse précise des autres éléments de l'offre de travail. Cependant il apparaît que, entre 1974 et 1982, le taux d'activité ne dégage pas de tendance nette. C'est le résultat de deux mouvements opposés : une baisse tendancielle du taux d'activité masculin et une hausse



tendancielle du taux d'activité féminin. Les fluctuations autour des tendances seraient dues moins à l'évolution négative du salaire réel reçu par les travailleurs qu'à une influence du chômage conforme à la théorie du travailleur découragé (les difficultés du marché du travail réduisent l'offre de travail). Par ailleurs, il est vraisemblable que la population agricole a varié autour d'une tendance à la décroissance, en réponse aux difficultés de l'emploi. La remontée de l'emploi agricole en 1984 et 1985 est considérée comme l'une des conséquences des difficultés du marché du travail à partir de 1983. Résultante de ces mouvements, l'offre de travail a été stagnante de 1965 à 1973, croissante de 1973 à 1981 et décroissante depuis, de façon probablement conjoncturelle.

La demande de travail dépend pour sa part essentiellement du coût du facteur et du niveau de production. Ce dernier élément paraît primordial dans le cas du Portugal. La faiblesse de la demande de travail semble consécutive à la récession de la production et à la hausse de la productivité. Depuis 1975, le rythme de croissance de la productivité excède légèrement 3 % par an, rythme élevé parmi les pays Membres de l'OCDE. Ainsi, avec un décalage moyen de trois ans, l'emploi suit le tassement de l'activité économique et s'adapte à la diminution des besoins.

L'influence du coût du travail sur la demande de main-d'œuvre est difficile à vérifier. Elle semble faible du fait que les possibilités de substitution du capital au travail sont limitées à court terme, du fait aussi que les éléments non salariaux du coût du travail, résultant des rigidités institutionnelles, jouent un rôle important au Portugal, susceptibles de masquer une partie des effets des coûts monétaires sur la demande de travail. L'emploi public, en forte augmentation depuis 1974, risque maintenant de subir le contrecoup de la rigueur budgétaire. Conséquence de la divergence entre l'évolution de la population active et celle de la demande de travail : l'augmentation du chômage à partir de 1973 et sa stabilisation autour de 8,5 % depuis 1978. Face à ce taux de chômage élevé, la réduction des déficits publics apparaît néanmoins comme indispensable pour fonder à moyen terme sur des bases saines une croissance durable de l'activité génératrice des emplois attendus.

L'entrée dans la CEE ouvre progressivement des marchés au Portugal, lui octroie le bénéfice de financements communautaires et peut faciliter la venue de capitaux étrangers ; mais elle place aussi le Portugal dans une compétition avec des partenaires dont les économies sont en moyenne largement plus développées. Pour que les avantages l'emportent sur les risques, les autorités portugaises, outre le soin à apporter à la gestion à court terme des équilibres macro-économiques, devront s'attaquer aux profonds problèmes structurels qui affectent l'économie. La politique actuelle montre le souci de s'inscrire dans cette perspective. ■

# Source : OCDE

## Gaz naturel

L'un des principaux substituts du pétrole, le gaz naturel représente déjà quelque 19 % de la consommation d'énergie dans la zone OCDE. Une étude récente de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) examine la situation actuelle et future du marché<sup>1</sup>.

Les relèvements successifs du prix du pétrole, en 1973-74 puis en 1979-80, ont rendu rentables l'exploitation de nouvelles sources de gaz naturel (malgré les coûts élevés de mise en valeur), l'extension des débouchés existants et la recherche de nouveaux marchés, l'intensification des échanges de gaz entre Membres de l'OCDE et avec d'autres pays.

Si la baisse des prix du pétrole rend la mise en valeur de nouvelles sources moins intéressante, il est encore trop tôt pour savoir comment elle affectera les perspectives de production à long terme. Selon le rapport, la part du gaz naturel dans la demande totale d'énergie de la zone OCDE pourrait rester pratiquement constante, ce qui implique, bien entendu, une augmentation en termes absolus. Une part croissante de la production fera probablement l'objet d'échanges internationaux et, vu la tendance actuelle à l'éloignement progressif des sources d'approvisionnement, il en résultera une augmentation du coût d'acheminement du gaz. D'autres facteurs y contribueront, notamment le coût élevé des exploitations en mer et la nécessité d'augmenter la profondeur des forages.

Conclusion de l'étude : le prix du gaz devrait être déterminé de façon à rendre ce produit compétitif par rapport aux autres combustibles ; pour ce qui est de l'équilibre offre-demande potentielles, le problème fondamental est de savoir quel prix (à l'entrée des réseaux nationaux de distribution) les importateurs peuvent se permettre de payer sans perdre la possibilité de vendre, sur un marché concurrentiel, les volumes qu'ils ont obtenus par contrat.

### OCDE Europe

La production locale couvre actuellement à peu près la moitié de la consommation de gaz des pays européens de l'OCDE, le Royaume-Uni et les Pays-Bas étant les pays producteurs qui assurent le plus gros de leur consommation intérieure. Les Pays-Bas exportent par ailleurs d'importantes quantités de gaz vers la France, l'Allemagne, l'Italie et la Belgique, au titre de contrats à long terme (échéance au-delà de l'an 2000). Quant à la production britannique, elle diminuera progressivement à moins qu'il ne devienne possible d'exploiter de façon plus rentable les gisements de gaz

plus petits, plus profonds et de structure plus complexe situés en Mer du Nord. L'Algérie et l'Union soviétique sont également d'importants fournisseurs pour l'Europe occidentale.

Le rapport souligne le rôle de la Norvège dans l'approvisionnement futur de l'Europe occidentale. L'important accord conclu en mai dernier avec un consortium d'importateurs européens (réunissant des compagnies de distribution d'Allemagne, de Belgique, de France, d'Italie et des Pays-Bas) est à la base de l'exploitation de deux grands gisements situés au large des côtes norvégiennes — Sleipner et Troll. Accord qui montre que les signataires préfèrent maintenir la diversification de leurs approvisionnements (opinion défendue dans l'étude de l'AIE). Selon une estimation, ce contrat représenterait environ 500 milliards de couronnes norvégiennes (66 milliards de dollars) aux taux de change actuels, soit à peu près l'équivalent du PNB norvégien ; il devrait permettre à la Norvège, au début du siècle prochain, de souffler aux Pays-Bas la place de premier producteur européen de gaz. Aux termes de cet accord, la Norvège livrera, d'ici à l'an 2020, au total 450 milliards de mètres cubes de gaz (environ 390 millions de tonnes d'équivalent pétrole) au consortium d'acheteurs. Les prix sont jugés compétitifs par rapport à ceux des autres combustibles.

### Amérique du Nord

L'Amérique du Nord assure à l'heure actuelle son propre approvisionnement en gaz naturel. Aux Etats-Unis les quelques compagnies qui avaient passé des contrats avec l'Algérie, pour de faibles volumes de gaz naturel liquéfié (GNL), ont suspendu leurs importations, et il a aussi été mis un terme à celles du Mexique par gazoduc. Les importations américaines n'ont actuellement qu'une provenance — le Canada (25 milliards de mètres cubes en 1985). Les régions productrices canadiennes seront en mesure de satisfaire la totalité de la demande nationale bien au-delà de l'an 2000, et le Canada pourrait accroître ses exportations à destination des Etats-Unis en fonction de la demande américaine et si était assuré, au Canada même, l'équilibre offre/demande. L'étude note qu'une poursuite de la déréglementation de l'industrie gazière américaine rendrait sans doute le secteur plus sensible à l'évolution du marché, mais aussi que l'intensification de la

1. Gaz naturel : perspectives, AIE/OCDE, Paris 1986.



concurrence, les incertitudes des marchés pétroliers et l'augmentation des coûts de production et de transport pourraient influencer sur les perspectives. Cela est particulièrement vrai pour les projets de longue haleine — l'acheminement du gaz d'Alaska vers les 48 Etats plus septentrionaux par exemple. L'étude attire l'attention sur le fait que si la production de gaz continue à diminuer aux Etats-Unis, les importations de pétrole pourraient augmenter en conséquence, ce qui pourrait avoir des implications sérieuses pour les marchés pétroliers mondiaux.

## Japon

Les contrats actuels d'importation de GNL devraient assurer au Japon des approvisionnements de gaz suffisants pour couvrir la demande, tout du moins jusqu'au milieu des années 90. La demande devrait continuer à augmenter régulièrement et les diverses sources d'approvisionnement actuelles (Brunei, Indonésie, Malaisie, Abu Dhabi et Alaska) seront complétées par le gaz produit au large de l'Australie. Le projet dit du Plateau nord-ouest vient au second rang des grands projets industriels de l'histoire australienne (après celui, bien connu, qui prévoyait l'équipement hydro-électrique et le développement des Snowy Mountains dans les années 60). Côté japonais, c'est le huitième d'une série de projets prévoyant la livraison de gaz naturel (le premier ne remonte qu'à 1969). L'Indonésie est le plus important fournisseur de gaz du Japon et le restera probablement encore de nombreuses années. En cas de besoin, de nouvelles sources d'approvisionnement pourraient être trouvées. D'autres projets ont en effet été proposés au Qatar, en Thaïlande, en Union soviétique et aux Etats-Unis ainsi qu'à une autre région d'Australie. L'évolution de la demande japonaise est étroitement liée à celle du secteur de l'électricité, le gaz jouant un rôle important dans l'alimentation des centrales.

# Acier

Après une faible augmentation en 1985, la consommation et la production mondiales d'acier connaîtront probablement une quasi-stagnation cette année, selon la dernière étude annuelle de l'OCDE<sup>1</sup>.

La consommation totale dans la zone OCDE subirait une baisse légèrement moins marquée que l'année dernière ; la demande se renforcerait modérément en Europe occidentale, mais diminuerait en Amérique du Nord et au Japon ; dans les pays en développement elle connaîtrait une augmentation globale extrêmement réduite et même quelques reculs.

La production totale d'acier brut dans la zone OCDE, après un déclin de 0,6 % en 1985, baisserait de plus de 3 % en 1986 (tableau) ; la plus grande partie de ce déclin se produira probablement au Japon.

1. Le marché de l'acier en 1985 et les perspectives pour 1986, à paraître prochainement.

## PRODUCTION D'ACIER BRUT

	1985		1986	
	millions de tonnes	variation %	millions de tonnes	variation %
OCDE total	365.6	-0.6	353.6	-3.3
Autres pays occidentaux	84.1	+7.5	89.8	+6.5
Europe de l'Est (URSS comprise)	213.8	-0.2	217.2	+1.5
Chine et Corée du Nord	55.1	+10.5	58.5	+6.0
Monde	718.6	+1.2	719.1	+0.1

Les exportations nettes de la zone OCDE vers le reste du monde, qui avaient considérablement augmenté en 1985, devraient baisser en 1986. Quant aux importations totales des Etats-Unis, elles pourraient diminuer de quelque 15 %, et la Chine remplacera probablement les Etats-Unis comme le plus grand marché unique d'importations.

La baisse de l'emploi dans l'industrie sidérurgique de la zone OCDE s'est poursuivie l'année dernière, environ 68 000 emplois (5,5 %) ayant été éliminés (depuis 1974 : 790 000 ou 41 %).

*Ouvriers français apprenant, dans des cours de formation professionnelle pratique, à regarnir en réfractaires les poches d'aciéries.*





# Les points essentiels des Perspectives économiques de l'OCDE

La baisse des prix du pétrole, les réductions des taux d'intérêt et la meilleure configuration des taux de change ont sensiblement amélioré les perspectives d'évolution à court terme de l'inflation et de la croissance réelle dans la zone de l'OCDE. Les conditions macro-économiques s'avèrent ainsi plus propices à une action décisive contre les obstacles structurels de longue date, notamment les entraves aux échanges, qu'elles ne l'ont été depuis longtemps. Des taux de chômage, toujours inacceptables dans la plupart des pays, confirment la nécessité de profiter de ce contexte favorable. Agir est d'autant plus urgent que cette conjoncture nouvelle pourrait ne pas durer.

De graves déséquilibres internationaux continuent de jeter une ombre sur l'économie des pays de l'OCDE par les tensions et les pressions protectionnistes qu'ils contribuent à susciter. La réduction de ces déséquilibres ne doit pas trop dépendre des variations de taux de change, ou d'un ralentissement marqué de l'activité aux Etats-Unis. Une croissance rapide dans les autres pays devrait également jouer un rôle important dans le rétablissement de l'équilibre. C'est là un défi qu'il faut relever, à la faveur du renouveau de l'esprit de coopération internationale.

## *Amélioration des conditions macro-économiques*

La conjoncture économique dans la zone de l'OCDE a considérablement changé au cours des six derniers mois, essentiellement de façon favorable :

- le prix du pétrole importé, exprimé en dollars, a diminué de quelque 40 %
- le dollar a perdu près d'un quart de sa valeur en termes effectifs par rapport au point culminant atteint il y a un peu plus d'un an
- les taux d'intérêt, à court terme et à long terme, ont baissé presque partout.

Ces évolutions ont sensiblement amélioré les perspectives d'évolution à court terme de l'inflation et de la croissance dans les pays de l'OCDE.

Le changement le plus important, à l'échelle de la zone de l'OCDE, vient de la chute des prix du pétrole. Son prix moyen à l'importation (fob) est tombé, d'après les estimations, de 26,50 dollars le baril en 1985 au voisinage de 15 dollars, niveau retenu comme hypothèse technique dans les projections pour le second semestre de 1986 et l'année 1987. Cette baisse aurait pour effet de réduire le coût annuel net des importations de la zone de l'OCDE d'environ 65 milliards de dollars (soit de  $\frac{3}{4}$  % de son PNB), mais également de diminuer de quelque 80 milliards la valeur du pétrole produit dans la zone. La faiblesse des prix des autres produits de base a, elle aussi, dépassé les estimations antérieures. Au total, l'amélioration des termes de l'échange représente 1 à  $1\frac{1}{2}$  % du PNB de la zone de l'OCDE entre les premiers mois de 1985 et les prévisions pour le second semestre de cette année.

Le dollar s'est nettement déprécié. Vers la fin d'avril, il avait perdu environ 16 % en termes effectifs, depuis le communiqué publié par le Groupe des cinq dans la seconde quinzaine de septembre, et 23 % par rapport à son sommet d'il y a un peu plus d'un an, plus des deux tiers de sa hausse depuis 1980 se trouvant ainsi effacée. Toujours en termes effectifs, le deutschemark a gagné environ 6 % vis-à-vis de ses partenaires commerciaux depuis septembre dernier, et le yen 27 %.

Les variations des taux de change dans la période récente, elles-mêmes influencées par l'importance relative de la production d'énergie dans les différents pays, ont affecté

la répartition des gains de termes de l'échange entre les pays de la zone de l'OCDE. Pour le Japon, le bénéfice pourrait approcher 4 % du PNB ; pour les pays du SME il va de 2 à  $3\frac{1}{2}$  %. Nombre de ces pays n'avaient pas connu une amélioration aussi considérable depuis le début des années 50. Les résultats sont nettement moins bons pour les pays gros producteurs d'énergie ou pour ceux dont la monnaie s'est dépréciée : aux Etats-Unis et au Royaume-Uni les termes de l'échange ont probablement peu varié, au Canada et en Australie ils ont dû conduire à une perte de 1 à  $1\frac{1}{2}$  % du PNB et, en Norvège, 10 % du PNB.

La baisse des prix du pétrole et des autres produits de base a grandement amélioré les perspectives immédiates en matière d'inflation (tableau 1). De fait, les prix moyens à la consommation dans l'ensemble de la zone de l'OCDE ont diminué en février et en mars : c'est la première baisse sur deux mois consécutifs que l'on relève depuis 25 ans que cette série statistique est calculée. L'inflation devrait également bénéficier de la réduction des prix des autres combustibles et, à la longue, de la modération des accords salariaux. Mesurée par la progression de l'indice implicite des prix de la consommation privée, l'inflation à l'échelle de la zone de l'OCDE qui était de  $4\frac{3}{4}$  % en 1985, est à présent estimée, dans les projections, à  $3\frac{1}{2}$  % pour cette année et à 3 % pour 1987. Si l'on ne tient pas compte de trois petits pays ayant un taux d'inflation supérieur à 20 %, le taux moyen pourrait tomber à  $2\frac{1}{4}$  % environ l'année prochaine ; le niveau des prix pourrait même être pratiquement stable au Japon, en Allemagne, aux Pays-Bas et en Suisse.

On peut se féliciter également de la baisse sensible des taux d'intérêt, ces derniers mois, dans presque tous les pays de l'OCDE. Pour les taux à court terme le mouvement a été coordonné par les autorités des grands pays et il a entraîné une certaine détente des conditions monétaires dans l'ensemble de la zone de l'OCDE. Dans beaucoup de pays la baisse des taux à long terme, généralement moins sensibles à l'action des autorités, a été encore plus marquée que celle des taux à court terme. Ce repli des taux à long terme est sans doute l'aboutissement de deux évolutions favorables. Tout d'abord, les perspectives de réduction des déficits budgétaires jusqu'à la fin de la décennie se sont améliorées, parti-

culièrement aux Etats-Unis. Ensuite, les succès obtenus dans la lutte contre l'inflation semblent devoir se consolider, ce qui se répercute probablement sur les anticipations inflationnistes. La marge entre les taux à long terme et le taux d'inflation est plus étroite qu'elle ne l'a été depuis des années, mais toujours plus large que dans le passé.

Les conséquences, dans une perspective d'un à deux ans, des événements récents sur le niveau de l'activité dans les pays de l'OCDE sont plus difficiles à déterminer que leurs effets sur l'inflation. L'amélioration des termes de l'échange profitera aux consommateurs, aux entreprises et aux administrations publiques dans des proportions différentes selon les pays, traduisant les variations des taux de change et les choix des gouvernements quant à la taxation de l'énergie, et du pétrole en particulier. Le secteur de la production d'énergie devrait, lui, souffrir : les investissements y seront amputés et les recettes qu'il procure à l'Etat seront en baisse. Au total, la demande intérieure dans les pays de l'OCDE pourrait augmenter d'environ  $3\frac{1}{2}$  % cette année et légèrement moins, peut-être, en 1987. Pour les deux années ces taux sont en hausse de près d'un point sur les prévisions faites il y a six mois. Les échanges entre pays de l'OCDE devraient s'intensifier en conséquence. Les exportations vers les pays importateurs de pétrole, en dehors de la zone de l'OCDE, se renforceront également, mais leur progression sera plus qu'annulée par la baisse des exportations vers les pays producteurs de pétrole. Le jeu de ces différents mouvements aura pour effet de relever le niveau du PNB de l'OCDE prévu pour le milieu de 1987 d'un point environ, par rapport aux projections de décembre.

## *Les ombres au tableau*

Le rythme de progression de l'emploi, dans la zone de l'OCDE, a été de 1 % environ au cours des douze derniers mois et passera, d'après les prévisions, à  $1\frac{1}{4}$  % cette année. Il devrait rester, en tendance, sensiblement plus soutenu aux Etats-Unis que dans les autres pays. Néanmoins, le mouvement de créations d'emplois se généralise progressivement : en 1986, l'emploi devrait augmenter dans tous les pays de l'OCDE à l'exception d'un seul. Toutefois, comme la population active



# 1. INDICE DE PRIX IMPLICITE DE LA CONSOMMATION PRIVÉE DANS LA ZONE OCDE<sup>a</sup>

Pourcentages de variation, taux annuels désaisonnalisés

	1984	1985	1986	1987	1985	1986		1987	
					II	I	II	I	II
États-Unis	4,1	3,2	2 3/4	2 1/2	3,0	2 1/2	2 3/4	2 1/2	2 1/2
Japon	2,1	2,2	1/2	0	1,8	1/4	-1/2	0	1/2
Allemagne	2,5	2,0	0	1/4	0,6	-1/4	0	1/4	1/4
France	7,2	5,5	2 3/4	2	4,4	2	2 1/2	2	1 3/4
Royaume-Uni	4,6	5,4	4	3 3/4	4,8	4	3	4	4
Italie	11,1	9,4	5 1/2	3 1/2	8,1	5	3 1/2	3 1/2	3 3/4
Canada	4,0	4,0	3 1/2	2 1/2	3,7	3 3/4	3 3/4	2 1/2	2
Total des pays ci-dessus	4,3	3,7	2 1/2	2	3,2	2 1/4	2	2	2
Autres pays de l'OCDE <sup>b</sup>	11,1	10,9	9 1/4	8 3/4	10,4	8 1/2	9	8 1/2	8 1/4
Total de l'OCDE	5,3	4,8	3 1/2	3	4,4	3 3/4	3	3	3
Quatre grands pays européens	5,9	5,2	2 3/4	2 1/4	4,1	2 1/2	2	2 1/4	2 1/4
OCDE Europe	7,9	7,3	5	4 3/4	6,3	4 1/2	4 3/4	4 1/2	4 3/4
CEE	6,7	5,8	3 1/2	2 3/4	4,7	3 3/4	2 3/4	2 3/4	2 1/2
Total OCDE moins les États-Unis	6,3	6,1	4	3 1/2	5,4	3 3/4	3 1/2	3 1/2	3 3/4

## Autres pays de l'OCDE

Pourcentages de variation

	1985	1986	1987
Autriche	3,5	1 1/2	2
Belgique	5,0	1 1/2	3/4
Danemark	4,7	3 3/4	2
Espagne <sup>c</sup>	8,3	8	5 1/2
Finlande <sup>c</sup>	5,9	3	3 1/4
Grèce	18,9	20 1/2	12 1/2
Irlande	5,5	3	1
Islande <sup>c</sup>	32,5	20 1/2	20
Luxembourg	4,1	1 1/2	3/4
Norvège	6,1	5 1/2	5
Pays-Bas	2,3	-1/4	1/2
Portugal	19,8	13 1/2	10 1/2
Suède	7,2	3 1/2	3
Suisse <sup>c</sup>	3,4	1	1/2
Turquie	45,5	32	30
Total des pays ci-dessus	11,4	9 1/4	9
Australie	7,5	7 3/4	6 1/4
Nouvelle-Zélande <sup>c</sup>	15,2	12 1/2	10 1/4
Total des 17 pays ci-dessus	10,9	9 1/4	8 3/4
Total OCDE	4,8	3 1/2	3

a) Les agrégats ont été calculés sur la base du PNB/PIB de 1982 exprimés en dollars de 1982.

b) Les données semestrielles sont des estimations très approximatives : pour onze de ces pays, représentant plus de 50 % du PIB de l'ensemble des petits pays, les taux de variation semestrielle ont été obtenus par simple interpolation.

c) Indice des prix à la consommation au lieu de l'indice de prix implicite de la consommation privée.

s'accroît de son côté à un rythme analogue, moins de la moitié des pays de l'OCDE voient se résorber le nombre de leurs chômeurs recensés et le taux de chômage dans l'ensemble de la zone de l'OCDE devrait se maintenir à 8 1/4 % (tableau 2).

Les progrès devraient être aussi relativement lents en ce qui concerne la réduction des déséquilibres majeurs de balance extérieure entre les pays de l'OCDE, bien que, il faut le noter, les prévisions soient particulièrement incertaines dans ce domaine (tableau 3). Il est presque inévitable que le déficit des États-Unis et l'excédent du Japon atteignent cette année des proportions considérables, gonflés par les effets de « courbe en J » et, dans le cas du Japon, par la baisse des prix du pétrole. D'après les projections de l'OCDE ils ne devraient diminuer que légèrement l'année prochaine, malgré l'amorce d'un redressement de la balance extérieure des États-Unis en termes réels et des variations nettement négatives de celles de l'Allemagne et du Japon. En valeur nominale, le déficit

américain pourrait être de 2 1/2 à 3 % du PNB en 1987 et l'excédent japonais de plus de 3 1/2 %. Le surplus dégagé par l'Allemagne devrait se réduire proportionnellement davantage l'année prochaine, pour revenir peut-être à 2 1/2 % du PNB.

L'amélioration des termes de l'échange dans la zone de l'OCDE se fait en grande partie au détriment des pays en développement. Du fait de l'évolution des prix pétroliers, les pays de l'OPEP, considérés globalement, subissent une perte du même ordre que le gain des pays de l'OCDE : quelque 5 milliards de dollars en chiffre annuel pour une baisse de 1 dollar du prix du baril. Le groupe des autres pays en développement produit à peu près autant de pétrole qu'il n'en consomme, la situation étant cependant très différente d'un pays à l'autre. La plupart ont souffert de la faiblesse des prix des autres produits de base, mais ils vont sans doute bénéficier de la baisse des taux d'intérêt et du dollar, ainsi d'ailleurs que de l'amélioration des perspectives de croissance dans les pays de l'OCDE. Il est établi, depuis les débuts de la crise de l'endettement international, que la situation à cet égard doit être traitée cas par cas. On constate alors, que dans un grand nombre de pays, elle s'est améliorée ou n'a guère changé, tandis qu'elle a nettement empiré dans un petit nombre d'autres. Dans cette dernière catégorie se rangent manifestement, parmi les plus gros débiteurs, le Mexique, le Nigéria et le Venezuela. La situation de ces pays leur impose de réduire rapidement leurs importations. Dans la mesure, toutefois, où ils n'en ont pas la volonté ou les moyens, les pressions pourraient s'accroître et rendre plus aigus les problèmes de service de la dette ; on verrait du même coup s'accroître les tensions au sein du système bancaire, en particulier aux États-Unis où l'encours des crédits liés au secteur de l'énergie atteint également un montant élevé.

## Evaluation des perspectives nouvelles

Au vu de l'amélioration tangible des conditions de croissance économique dans la zone de l'OCDE, au cours des quelque six derniers mois, les modifications apportées

aux prévisions pourraient sembler modestes. De fait, le taux probable de croissance à court terme dans la zone de l'OCDE donné par les méthodes de prévision habituelles, s'est généralement établi autour de 3 % depuis plusieurs années. Cependant, les tensions s'exerçant sur l'économie internationale, notamment les déséquilibres importants de balance courante, et les pressions politiques en faveur de mesures protectionnistes qu'engendraient ces déséquilibres, rendaient la réalisation de cette prévision de plus en plus aléatoire. Les évolutions récentes n'ont certes pas éliminé ces tensions, mais elles les ont sensiblement atténuées. Il n'est plus nécessaire de préciser, en présentant les projections, qu'elles risquent de pêcher par optimisme. L'avertissement, de rigueur aujourd'hui, est que la situation économique actuelle des pays de l'OCDE, marquée par des changements considérables d'origine essentiellement extérieure à la zone de l'OCDE, peut donner lieu à des erreurs de prévision supérieures à la moyenne. En outre, les hypothèses de travail relatives aux prix pétroliers et aux taux de change pourraient être infirmées par le cours des événements : un redressement des prix du pétrole, par exemple, pourrait compromettre pour une bonne part le processus actuel de réduction de l'inflation et l'amélioration des perspectives de croissance. En revanche, si les conditions nouvelles se maintiennent durablement et qu'elles sont renforcées par un regain sensible de confiance, il se pourrait que l'économie des pays de l'OCDE passe à la vitesse supérieure et qu'elle entre dans une période plus performante qu'on ne le prévoit.

Dans les derniers numéros de *Perspectives économiques*, les « déséquilibres internationaux » apparaissent comme le principal facteur susceptible de compromettre la durabilité de l'expansion dans les pays de l'OCDE. Maintenant que le dollar a perdu près d'un quart de sa valeur et qu'il faut néanmoins s'attendre à des déséquilibres importants de balance courante encore pendant un certain temps, dans quelle mesure ce risque se trouve-t-il réduit ? Ce que l'on redoutait, auparavant, de ces déséquilibres internationaux, c'était la montée irrésistible des pressions protectionnistes aux États-Unis. Ce risque apparaît maintenant plus faible ; il n'en reste pas moins très préoccupant. On craignait aussi qu'un dollar « en chute libre » ne contraigne la Réserve fédérale à resserrer brusquement sa politique. Ce risque ne s'est pas concrétisé jusqu'à présent ; s'il est prématuré d'annoncer sa disparition, on est en droit de penser qu'il a sensiblement diminué.

Etant donné les incertitudes entourant les perspectives, ainsi que la persistance probable du chômage, les déséquilibres extérieurs dans la zone de l'OCDE et les difficultés financières des pays en développement, il serait déplacé de s'abandonner à l'euphorie engendrée par la conjoncture économique nouvelle. Il serait particulièrement regrettable que la légère amélioration de la situation – qui pourrait d'ailleurs se révéler temporaire – n'amène les gouvernements à relâcher leurs efforts d'amélioration à moyen terme des structures économiques nationales. C'est dans le sens inverse qu'il convient de réagir, autrement dit en cherchant à tirer parti de la situation nouvelle pour intensifier ces efforts. De fait, dans une conjoncture macro-économique aussi propice à l'expansion



## 2. CHÔMAGE DANS LA ZONE OCDE

Définitions nationales

	Définitions nationales								
	1984	1985	1986	1987	1985	1986		1987	
					II	I	II	I	II
<i>Taux de chômage</i>									
États-Unis	7,5	7,2	7	6¾	7,1	7	7	6¾	6¾
Japon	2,7	2,6	2¾	3	2,7	2¾	2¾	3	3
Allemagne	8,2	8,3	8	7¼	8,3	8	7¾	7½	7¼
France	9,9	10,2	10¼	10¼	10,2	10¼	10¼	10¼	10¼
Royaume-Uni	11,7	11,9	12	11¾	11,9	12	12	11¾	11½
Italie	10,3	10,6	11	11½	10,8	11	11	11¼	11½
Canada	11,3	10,5	9½	9½	10,2	9¾	9½	9½	9½
Total des pays ci-dessus	7,6	7,5	7½	7¼	7,4	7½	7½	7¼	7¼
Autres pays de l'OCDE	11,5	11,6	11½	11¾	11,6	11½	11½	11½	11¾
Total OCDE	8,4	8,3	8¼	8¼	8,3	8¼	8¼	8¼	8¼
Quatre grands pays européens	10,0	10,2	10¼	10	10,3	10¼	10¼	10¼	10
OCDE Europe	10,8	11,0	11	11	11,0	11	11	11	11
CEE	11,4	11,6	11½	11½	11,6	11½	11½	11½	11½
Total OCDE <i>moins</i> les États-Unis	8,8	8,9	8¾	8¾	8,9	9	8¾	8¾	8¾
<i>Niveau du chômage (millions)</i>									
Amérique du Nord	9,9	9,6	9½	9¼	9,5	9½	9½	9¼	9¼
OCDE Europe	18,4	18,9	19	19	19,1	19¼	19	19	19¼
Total OCDE	30,6	30,8	31	31	30,8	31	31	30¾	31

### Autres pays de l'OCDE

	1984	1985	1986	1987
Autriche	4,5	5,0	5¼	5¼
Belgique	14,0	13,1	13	12¾
Danemark	10,0	8,9	8½	8¾
Espagne	20,6	21,9	21¾	21¼
Finlande	6,2	6,3	6¾	7
Grèce	8,0	8,3	8¾	9¼
Irlande	15,5	16,8	17¼	17
Islande	1,3	1,1	1	1
Luxembourg	1,7	1,6	1½	1½
Norvège	3,0	2,5	2	2¼
Pays-Bas	15,4	14,4	14	14¼
Portugal	10,5	10,2	10¼	9¾
Suède	3,0	2,8	2¾	3
Suisse	1,1	0,8	½	½
Turquie	12,4	13,1	13½	13¾
Total des pays ci-dessus	11,9	12,1	12¼	12¼
Australie	8,9	8,2	7½	7½
Nouvelle-Zélande	3,7	4,1	4¾	5¼
Total des 17 pays ci-dessus	11,5	11,6	11½	11¼

sion à maints égards, les taux de croissance prévus à l'heure actuelle peuvent paraître un peu décevants (tableau 4). Il faut probablement un taux de croissance global de l'ordre de 3% par an pour stabiliser à peu près le niveau du chômage dans la zone de l'OCDE et empêcher la situation financière des pays en développement endettés de se dégrader. Il serait souhaitable que la croissance soit sensiblement plus rapide au cours des prochaines années, car cela permettrait de désamorcer un peu ces problèmes. La tâche qui incombe aux gouvernements des pays de l'OCDE est d'assurer un environnement favorable à cette croissance plus rapide, sans pour autant relancer l'inflation, et de réduire les déséquilibres majeurs de balance courante.

### Politique macro-économique et taux d'intérêt

Si le consensus est sans doute assez général sur l'opportunité d'une croissance plus rapide, surtout dans les pays autres que les

États-Unis, les moyens d'y parvenir sont en revanche moins évidents. Le dernier numéro de *Perspectives économiques* tirait, pour la période actuelle, les leçons des précédentes phases de reprise observées dans la zone de l'OCDE. La conclusion en était que, en raison principalement de l'orientation prudente donnée depuis plusieurs années à la politique monétaire dans la plupart des pays, la reprise en cours, contrairement à bien d'autres dans le passé, ne paraissait ni devoir connaître une fin précoce, ni être délibérément arrêtée en raison d'une résurgence de l'inflation. Le mouvement récent de réduction de l'inflation, intervenant à un moment où le rythme d'augmentation des prix se ralentit déjà depuis plus de cinq ans, ne fait que corroborer cette conclusion. Il semble même, à en juger par les exemples antérieurs, que c'est en maintenant fermement le cap que la politique macro-économique peut le mieux aider à maintenir une croissance stable.

Les taux d'intérêt sont la clé du problème. Bien qu'ils aient fortement baissé ces derniers mois, ils restent encore, suivant la plupart des critères, au-dessus de leurs niveaux d'après-guerre. De nouvelles réductions seraient souhaitables dans la mesure où elles ne compromettraient ni la maîtrise de l'évolution monétaire, ni la lutte contre l'inflation. La politique budgétaire et la politique monétaire ont toutes deux un rôle à jouer pour favoriser le recul des taux d'intérêt et les résultats déjà obtenus dans ce sens sont en partie le signe d'un meilleur équilibre qu'auparavant dans le dosage de ces deux instruments.

L'abaissement des taux d'intérêt, tant aux États-Unis qu'à l'étranger, serait grandement facilité par une réduction progressive du déficit budgétaire américain dans les proportions retenues par la loi Gramm-Rudman-Hollings, tout au moins les premières années. Les perspectives d'évolution de ce déficit semblent de toute façon s'être améliorées récemment, peut-être de manière significative, du fait de la baisse attendue des taux d'intérêt et des estimations révisées des

dépenses fédérales. Cette amélioration a sans doute été renforcée par le recul encore plus rapide récemment accusé par les taux à court et à long terme. En outre, si – comme il est probable – la loi Gramm-Rudman-Hollings entre effectivement en vigueur, on pourrait alors connaître une nouvelle baisse des taux à long terme. Les implications précises de la loi risquent cependant de rester difficiles à déterminer pendant un certain temps.

En ce qui concerne la politique suivie en dehors des États-Unis, on dit souvent qu'au fur et à mesure de la contraction du déficit budgétaire américain, les autres pays devraient « compenser » les effets déflationnistes probables sur la demande mondiale, en assouplissant quelque peu leur politique budgétaire. L'ampleur de ces effets et le moment auquel ils se produiront sont encore incertains, bien que les projections de l'OCDE tiennent évidemment compte d'une réduction du déficit des États-Unis, notamment en 1987. En tout état de cause, si l'on estime que la politique budgétaire des pays autres que les États-Unis peut utilement jouer un rôle de stabilisation de la demande, il faudrait décider de son utilisation en fonction de la situation macro-économique globale et pas seulement de l'effet déflationniste possible d'un quelconque facteur isolé. De ce point de vue, les projections ne concluent pas à la nécessité d'une politique budgétaire généralement expansionniste.

De plus, dans la pratique, rares sont les pays qui pourraient envisager une telle utilisation active de la politique budgétaire. Depuis quelques années, les gouvernements se préoccupent tout particulièrement de l'accroissement de la dette publique. Nombre d'entre eux sont arrivés à la conclusion que le rapport de la dette au PNB était trop élevé (il continue de monter dans la plupart des pays) et qu'il était nécessaire de commencer à le réduire. Aucune méthode rigoureuse n'a été trouvée pour déterminer un rapport « optimal » de la dette au PNB; on peut cependant supposer que dans les périodes de « calme » durable – comme celle qui, on l'espère, s'ouvre aujourd'hui pour la zone de l'OCDE – ce rapport devrait être stable ou mieux encore, en baisse.

L'Allemagne et le Japon ont fait des efforts considérables d'assainissement au niveau des administrations publiques et ont pratiquement stabilisé le rapport de la dette au PNB. Il semble donc raisonnable d'envisager, dans les circonstances présentes, une stabilité ou même une légère baisse de ce rapport dans ces pays, ce qui, selon les estimations de l'OCDE, irait de pair avec le maintien de déficits structurels pratiquement inchangés en proportion du PNB; c'est d'ailleurs ce qu'impliquent les intentions annoncées par les autorités allemandes pour l'avenir à moyen terme. A plus long terme, l'augmentation de la population retraitée au Japon et en Allemagne et l'alourdissement concomitant des charges de retraite dans le secteur public exigeront de nouveaux efforts d'assainissement budgétaire. Néanmoins, si la demande intérieure dans ces pays et la demande de l'ensemble de la zone de l'OCDE devaient se révéler nettement plus faibles que prévu, il serait peut-être possible de surseoir momentanément à ces efforts.

Dans la plupart des autres pays, en revanche, il est nécessaire de réduire sensiblement les déficits budgétaires. Cette réduction est particulièrement urgente en Italie, en Grèce,



### 3. BALANCE DES OPÉRATIONS COURANTES DE LA ZONE OCDE

Milliards de dollars, taux annuels désaisonnalisés

	1984	1985	1986	1987	1985	1986		1987	
					II	I	II	I	II
États-Unis	-107,4	-117,7	-132	-124¾	-131,7	-136	-128	-126½	-123
Japon	35,0	49,3	76½	70¾	55,1	74	79	73½	68
Allemagne	6,3	13,1	28½	21¾	17,1	29¼	27¾	23	20¼
France	-0,8	0,3	7½	5½	1,3	7¾	7½	6	5
Royaume-Uni	1,2	3,8	4	-¾	5,3	6¾	1¼	¼	-2
Italie	-3,0	-4,1	4	3¼	0,6	2¾	5½	4	2¾
Canada	2,0	-1,9	-5¼	-3	-4,2	-5½	-5¼	-3¾	-2¼
Total des pays ci-dessus	-66,7	-57,1	-16½	-27½	-56,5	-21	-12¼	-23½	-31½
Autres pays de l'OCDE	-2,4	-2,1	8½	5	0,1	8¼	8½	5¼	4¾
Total OCDE	-69,0	-59,2	-8¼	-22½	-56,4	-12¾	-3¾	-18¼	-26¾
Quatre grands pays européens	3,7	13,2	44¼	29¾	24,3	46½	42	33¼	26
OCDE Europe	11,3	20,7	61	41¾	35,1	64	58	45¾	37¾
CEE	5,6	16,0	57¼	41	27,8	59¼	55½	45	37
Total OCDE moins les États-Unis	38,3	58,4	123¾	102¼	75,3	123¼	124¼	108¼	96¼

#### Autres pays de l'OCDE

	1984	1985	1986	1987
Autriche	-0,2	-0,1	½	0
Belgique-Luxembourg	0	0,1	3¼	3½
Danemark	-1,6	-2,6	-2½	-1¾
Espagne	2,4	3,0	5	3¾
Finlande	0	-0,6	-½	-¾
Grèce	-2,1	-3,3	-1½	-1¼
Irlande	-0,9	-0,6	-½	-½
Islande	-0,1	-0,1	0	0
Norvège	3,2	3,0	-3	-4¾
Pays-Bas	4,8	5,9	8½	7½
Portugal	-0,6	0,3	½	0
Suède	0,4	-0,8	¾	1¼
Suisse	3,8	4,5	7	5¾
Turquie	-1,4	-1,0	-¾	-1
Total des pays ci-dessus	7,6	7,5	16¾	12
Australie	-8,4	-8,6	-8	-6½
Nouvelle-Zélande	-1,6	-1,1	-½	-½
Total des 17 pays ci-dessus	-2,4	-2,1	8½	5

en Irlande, en Turquie, au Portugal et en Belgique, mais elle s'impose aussi au Canada, en Espagne, aux Pays-Bas et en Islande. Des mesures dans ce sens sont d'ailleurs mises en place dans la plupart de ces pays.

Conjuguée à un ensemble de mesures budgétaires, une politique monétaire bien conduite offrirait, semble-t-il, le moyen d'obtenir en temps voulu de nouvelles réductions des taux d'intérêt, étant donné la réduction de l'inflation actuellement en cours dans l'ensemble de la zone de l'OCDE. Les banques centrales ont adopté une attitude pragmatique en laissant l'expansion des agrégats monétaires s'approcher de la limite supérieure de l'objectif ou même la dépasser lorsque d'autres indicateurs suggéraient que la compatibilité avec les objectifs retenus en matière d'inflation était respectée. Dans la mesure où l'inflation est en baisse et paraît le demeurer, la poursuite d'une politique monétaire inchangée, dans le sens précédemment défini, devrait se traduire par un nouveau repli des taux d'intérêt.

S'il on peut s'attendre à une baisse des taux d'intérêt à l'échelle de la zone de l'OCDE, la marge de réduction possible sera sans doute très différente selon les pays. La pression à la baisse devrait être particulièrement forte, et il devrait être plus facile de favoriser cette

tendance dans les pays dont la monnaie tend à s'apprécier, alors qu'elle devrait être négligeable dans les pays dont la monnaie tend à se déprécier. Pour compliquer les choses, des considérations contradictoires entrent à présent en ligne de compte dans l'attitude des grands pays à l'égard des taux de change. D'une part, à moins que les évolutions relatives de la demande intérieure aux États-Unis et à l'étranger soient telles qu'elles provoquent un ajustement plus important qu'on ne le juge actuellement probable, le rétablissement de positions soutenables des balances courantes à moyen terme pourrait fort bien exiger une baisse du dollar, à un moment où à un autre, au-dessous du niveau retenu dans les projections. D'autre part, on ne peut espérer que se reproduise la coïncidence fortuite de la chute des prix du pétrole et du récent repli du dollar. En l'absence d'un tel facteur de compensation, la dépréciation du dollar se reflèterait de manière visible sur le taux d'inflation aux États-Unis et il serait souhaitable d'éviter une chute trop rapide de la devise américaine. De même, la détérioration rapide de la situation du secteur exportateur dans les pays dont la monnaie est en hausse a également été un argument utilisé par ceux qui plaident en faveur d'une « pause » dans les mouvements des taux de change. Même si cette pause était généralement jugée utile en soi, il n'en resterait pas moins nécessaire de déterminer – ce qui est capital – les mesures qui pourraient efficacement y contribuer et leur bien-fondé dans une optique plus large.

#### Attitude face à la baisse des prix du pétrole

Les gouvernements de tous les pays de l'OCDE ont été confrontés, ces derniers mois, au problème de l'attitude à adopter face à la baisse des prix du pétrole. Selon une thèse largement répandue, il est souhaitable, lorsque cela est possible, de répercuter intégralement la baisse des prix sur l'utilisateur final pour accroître au maximum les effets bénéfiques exercés sur la croissance et l'inflation. Cette optique a été celle adoptée par les trois plus grands pays et quelques autres. En revanche, bon nombre de pays ont relevé les taxes sur les produits énergétiques ou envisa-

gent de le faire. Dans une très large mesure, ces relèvements ont servi à maintenir le niveau des recettes provenant des taxes *ad valorem*. Lorsqu'il y a eu, en fait, un accroissement des recettes, celui-ci a été affecté pour l'essentiel à la réduction des déficits budgétaires plus qu'à l'abaissement d'autres impôts. Les décisions de ce genre relèvent donc, semble-t-il, tout autant de la politique budgétaire que de la politique énergétique.

La répartition de la « manne pétrolière » dans les pays importateurs de pétrole dépend évidemment aussi de la manière dont se forment les salaires et les prix, laquelle est largement tributaire des décisions prises dans le secteur privé. Les pouvoirs publics ne peuvent guère influencer directement sur le résultat final ; il leur incombe, en revanche, la responsabilité de veiller à ce que le processus s'opère sur la base d'analyses économiques correctes. Un argument fréquemment entendu, notamment dans les pays où les augmentations de salaires réels ont été sensiblement modérées depuis quelques années, est que la main-d'œuvre devrait maintenant bénéficier largement de l'amélioration des termes de l'échange et qu'il n'est donc pas nécessaire d'accorder le rythme de progression des salaires au ralentissement de l'inflation. Ce raisonnement ignore l'occasion rare qui se présente aujourd'hui d'utiliser le choc favorable exercé sur le niveau des prix pour réduire encore l'inflation en continuant d'encourager la modération des salaires nominaux ; une augmentation des salaires réels peut certes encore se produire, mais avec des taux plus faibles de hausse des salaires nominaux et des prix. Cette occasion devrait être mise à profit aussi activement que possible pour que les progrès actuels de la réduction de l'inflation soient incorporés dans les anticipations inflationnistes et accroissent, par là-même, les chances de nouvelles réductions des taux d'intérêt à long terme et d'une expansion, non inflationniste, de la production réelle et de l'emploi.

#### Accélérer l'ajustement structurel

Il existe de nombreuses possibilités d'intervention sur le plan structurel, dans le cadre de politiques budgétaires et monétaires appropriées, pour favoriser une croissance à la fois durable et plus rapide. Les mesures de cet ordre ont été analysées plus longuement dans le dernier numéro des *Perspectives économiques*. Dans beaucoup de pays, le rythme du changement structurel reste insuffisant face aux défis posés par les nouvelles technologies, l'évolution des marchés et la nouvelle configuration des avantages comparatifs. Il faut en permanence encourager l'efficacité et la productivité par des incitations plus fortes et une meilleure affectation des ressources ; promouvoir une plus grande flexibilité ; donner plus de souplesse au processus d'ajustement et réduire les risques d'inflation qui pourraient sans cela aller de pair avec l'augmentation de l'emploi et de l'utilisation des capacités. Dans certains domaines, d'importants progrès ont été faits ces dernières années ; c'est notamment le cas des finances publiques, des marchés du travail, des réglementations nationales et des marchés de capitaux tant intérieurs qu'internationaux. C'est peut-être aux États-Unis que les efforts dans ce sens ont été menés avec le plus de vigueur ces dernières années, l'urgence ayant



#### 4. CROISSANCE DU VOLUME DU PIB/PNB DANS LA ZONE OCDE<sup>a</sup>

Pourcentages de variation, taux annuels désaisonnalisés

	1982 Part dans le total OCDE	Par rapport à l'année précédente				Par rapport au semestre précédent				
		1984	1985	1986	1987	1985		1986		1987
						II	I	II	I	
États-Unis	41,1	6,6	2,2	3	3¼	1,9	3¼	3¼	3¼	3¼
Japon	14,2	5,1	4,6	3¼	3	4,7	2¾	2¾	3	3½
Allemagne	8,0	3,0	2,4	3½	3	5,0	2½	3½	3	2¾
France	7,0	1,5	1,2	2½	2½	3,1	2¼	2¼	2½	2¼
Royaume-Uni	6,3	2,8	3,2	3	2¼	2,2	3½	2¼	2¼	2¼
Italie	4,5	2,8	2,3	2¾	2¾	2,5	3	3¼	2¾	2½
Canada	3,8	5,0	4,5	3¾	3¼	5,6	3¼	3	3	3¼
Total des pays ci-dessus	85,0	5,1	2,7	3	3¼	3,0	3	3¼	3¼	3¼
Autres pays de l'OCDE <sup>b</sup>	15,0	3,3	2,9	2½	2¼	3,1	2½	2½	2¼	2
Total OCDE	100,0	4,8	2,8	3	3¼	3,0	3	3¼	3¼	3¼
Quatre grands pays européens	25,8	2,5	2,3	3	2¾	3,4	2¾	3	2¾	2½
Total OCDE moins les États-Unis	58,9	3,5	3,2	3	2¾	3,8	2¾	2¾	2¾	2¾
Production industrielle :										
Sept grands pays	—	8,9	2,9	2¼	3¼	2,2	2	3¼	3¼	3¼
Total OCDE	—	8,4	3,0	2½	3¼	2,3	2¼	3¼	3¼	3¼

#### Autres pays de l'OCDE Pourcentages de variation

	1982 Part dans le total OCDE	Par rapport à l'année précédente			
		1984	1985	1986	1987
Autriche	0,9	2,0	2,9	2¼	2
Belgique	1,1	1,3	1,1	1¼	1½
Danemark	0,7	3,5	3,1	2½	2½
Espagne	2,4	2,2	2,1	3	3
Finlande	0,7	3,0	2,8	1½	1½
Grèce	0,5	2,6	1,7	0	0
Irlande	0,2	2,3	-0,7	3	4
Islande	0	2,5	2,8	3	2¼
Luxembourg	0	4,9	1,9	2	2¼
Norvège	0,7	5,6	4,4	4¼	2¼
Pays-Bas	1,8	1,8	2,0	1½	¾
Portugal	0,3	-1,5	2,8	3¼	3¼
Suède	1,3	3,4	2,3	2	1¼
Suisse	1,3	2,1	3,8	2¾	2
Turquie	0,7	5,9	4,9	4¼	5
Total des pays ci-dessus	12,6	2,6	2,6	2½	2¼
Australie	2,1	6,8	4,7	3½	3½
Nouvelle-Zélande	0,3	4,8	0,8	-1	0
Total des 17 pays ci-dessus	15,0	3,3	2,9	2½	2¼
OCDE Europe	38,5	2,6	2,4	2¾	2½
CEE	32,9	2,4	2,2	2¾	2½

a) Les agrégats ont été calculés sur la base des taux de change de 1982.

b) Les données semestrielles sont des estimations très approximatives : pour onze de ces pays, représentant plus de 50 % du PIB de l'ensemble des petits pays, les taux de variation semestrielle ont été obtenus par simple interpolation.

été un peu moins grande au Japon, du moins dans le secteur manufacturier. En Europe, il semble que pour l'instant l'on soit moins disposé à s'attaquer aux intérêts établis qui entravent les réformes structurelles dans des secteurs traditionnellement réglementés comme les transports, les télécommunications et les assurances.

Dans le cas de l'*agriculture*, le processus d'ajustement structurel s'est engagé, mais à un rythme trop lent pour éviter la production persistante et généralisée d'excédents. Cette situation, qui tient en particulier aux politiques suivies par la quasi-totalité des pays de l'OCDE, est à l'origine de tensions budgétaires et de distorsions commerciales grandissantes. Les effets cumulés d'un ajustement

insuffisant font peser une menace sur le système multilatéral ouvert d'échanges.

C'est le domaine des *politiques commerciales*, au sens le plus large, qui doit retenir tout particulièrement l'attention. Depuis une quinzaine d'années, on a de plus en plus recouru à des formes d'interventionnisme qui réduisent le rôle et l'efficacité des marchés, avec pour effet de faire monter les coûts et les prix, de ralentir le processus d'ajustement, de pénaliser les branches et les secteurs qui ne sont pas en mesure d'obtenir des faveurs spéciales, d'éviter au marché du travail et à celui des produits de réagir comme ils le devraient au changement et d'amener les entreprises à compter davantage sur l'efficacité des groupes de pression que sur leurs propres efforts. Parallèlement, les marchés mondiaux se sont contractés et sont devenus plus instables. Autant de phénomènes par le biais desquels l'interventionnisme commercial va directement à l'encontre des objectifs que les gouvernements s'efforcent d'atteindre au moyen d'autres politiques structurelles.

Si les gouvernements se sont montrés de plus en plus interventionnistes ces dernières années, en raison notamment d'un environnement économique défavorable, ils ont néanmoins évité d'avoir recours aux formes de protectionnisme les plus néfastes. De plus, des efforts en vue d'assouplir et de démanteler progressivement les mesures protectionnistes ont donné des résultats, modestes il est vrai. Des actions, d'ordre général ou spécifique, doivent être poursuivies. D'une façon générale, il est essentiel de réaffirmer plus explicitement les principes sur lesquels repose le système commercial multilatéral actuel, en particulier le principe de la non-discrimination : dans bien des cas, la politique commerciale se préoccupe trop des soldes bilatéraux, d'où la recherche de solutions bilatérales. Mais il importe d'aller au-delà des déclarations de principe et de les traduire dans les faits. De ce point de vue, le nouveau cycle de négociations commerciales multilatérales qui doit s'ouvrir dans le cadre du GATT est essentiel, car il offrira une excellente occasion de renforcer le système et de parvenir à un accord sur une réduction des barrières

commerciales. Conformément aux engagements politiques récemment formulés par les pays de l'OCDE, ces négociations devront s'appuyer sur un *statu quo* effectif, à l'exclusion de toute nouvelle action restrictive. En outre — et cela irait aussi dans le sens de ces engagements — il devrait être possible de trouver le moyen de réduire les mesures qui restreignent ou faussent les échanges sans attendre l'issue du nouveau cycle de négociations commerciales et sans compromettre le déroulement de ces négociations.

La nécessité d'un assouplissement des *marchés du travail* demeure, tant pour réduire le chômage que pour favoriser une croissance durable. Avec l'amélioration des perspectives d'expansion, il sera peut-être nécessaire d'accorder une plus grande attention à la qualité et au niveau des ressources humaines. D'une part, les travailleurs doivent acquérir des qualifications spécifiques pour faciliter l'adaptation professionnelle et limiter le chômage d'inadéquation, pour éviter que des blocages du côté de la production ne pèsent sur les prix, et d'autre part, l'enseignement de base doit être d'une qualité suffisante pour favoriser la flexibilité de la main-d'œuvre et soutenir la croissance à moyen terme. Les signaux de prix sur les marchés du travail devraient être de nature à inciter les travailleurs à augmenter leur qualification ; il serait peut être important d'inverser la tendance au resserrement des écarts de rémunération selon le niveau de qualification et d'expérience.

La nécessité d'une progression plus rapide de l'emploi est particulièrement pressante en Europe. Une accélération de la croissance de la production y contribuerait, mais la comparaison des tendances respectives de l'emploi aux États-Unis et en Europe depuis le début des années 70 fait ressortir l'existence d'autres éléments. L'un d'eux est l'influence capitale que l'accroissement des effectifs dans le secteur des services a exercée sur l'évolution de l'emploi total. Les pays où l'écart des salaires (en termes de niveau et/ou de variation) entre industries manufacturières et services est le plus important, ont généralement connu la plus forte croissance de l'emploi total. Entre également en ligne de compte l'équilibre entre les investissements de rationalisation qui se traduisent souvent par une diminution de l'offre d'emploi dans le secteur considéré et les investissements destinés à accroître les capacités existantes — ou à en créer d'autres pour produire des biens ou services nouveaux — qui s'accompagnent d'une augmentation des effectifs. Ces considérations, de même que l'amélioration générale de la rentabilité (due à la modération des salaires et aux licenciements de la main-d'œuvre non rentable) suggèrent que, malgré l'importance cruciale d'un bon fonctionnement du marché du travail, les mesures prises par les gouvernements pour renforcer la croissance de l'emploi doivent s'inspirer d'une vision plus large que celle du seul marché du travail. Les politiques suivies en matière de réglementation, à l'égard des marchés de capitaux, dans le domaine des échanges et sur le plan de la fiscalité ou des subventions sont autant de facteurs qui affectent largement la composition de la production par secteur ainsi que le niveau et la nature des investissements effectués par les entreprises.

Au cours des cinq dernières années, la modération dans la progression des coûts



réels de main-d'œuvre a été sensible, le Royaume-Uni faisant exception. Les marges de profit et le rendement des investissements productifs se sont considérablement redressés. De plus, dans quelques pays, les programmes d'incitations fiscales ou de subventions ne privilégient plus autant l'investissement. Il n'est plus donc aussi évident qu'une nouvelle et significative évolution du rapport entre les coûts relatifs et les prix relatifs soit nécessaire pour assurer une croissance plus forte de l'emploi. A condition que l'évolution des salaires reste modérée, un taux donné de croissance de la production pourrait permettre de créer un plus grand nombre d'emplois qu'auparavant. La réaction relativement faible jusqu'ici de l'emploi à la modulation des coûts s'explique probablement, pour l'essentiel, par le fait que dans ce domaine l'ajustement s'opère lentement. L'incertitude à cet égard empêche de déterminer avec précision l'évolution des coûts réels de main-d'œuvre compatibles avec un taux de croissance donné de l'emploi. Néanmoins, toutes choses égales par ailleurs, une progression plus modérée de ces coûts permettrait d'obtenir de meilleurs résultats.

### Réduire les déséquilibres internationaux

La réduction du déficit budgétaire des Etats-Unis, dont le cadre est maintenant défini, est considérée depuis longtemps comme un élément important du redressement des déséquilibres internationaux. Un succès dans ce domaine contribuerait à atténuer le déficit de la balance courante de ce pays. La baisse récente du dollar est un facteur permettant de réduire ce déficit à un niveau inférieur à ce qu'il aurait été. Cette réserve est importante, car deux puissants facteurs jouent dans le sens d'un accroissement du déficit :

- la reprise ayant été plus vigoureuse aux Etats-Unis que dans le reste de la zone de l'OCDE et les importations y étant à présent, pour cette raison entre autres, supérieures de plus de 50 % aux exportations, le déficit tend automatiquement à augmenter régulièrement en valeur absolue si la demande progresse à peu près au même rythme dans le reste de la zone de l'OCDE qu'aux Etats-Unis
- la position extérieure nette apparente des Etats-Unis s'est dégradée d'environ 300 milliards de dollars sur les quatre dernières années et même des prévisions plus optimistes que celles de l'OCDE évaluent le mouvement sur la période de six ans qui se terminera à la fin de 1987 à un minimum de 500 milliards de dollars, cela réduirait chaque année les entrées au titre du revenu net des investissements d'un montant situé entre 35 et 50 milliards. Dans ces conditions, plus il faudra de temps pour réduire substantiellement le déficit, plus celui-ci aura tendance à se creuser.

Le plus sûr moyen de réduire un déficit de balance courante – celui d'ailleurs qui est presque invariablement retenu par les pays contraints d'opérer un ajustement rapide – est de ralentir l'expansion de la demande intérieure. Une réduction du déficit budgétaire des Etats-Unis tendrait à avoir un tel effet à court terme. Aller plus loin dans la voie du freinage de la demande intérieure coûterait cher, tant aux Etats-Unis qu'à l'économie mondiale, à un moment où la

situation intérieure ne le justifie pas. Il serait préférable, pour parvenir à une configuration plus supportable des balances des paiements, de s'engager dans des orientations qui combindraient, outre la compression du déficit budgétaire des Etats-Unis :

- un nouveau repli progressif du dollar, y compris par rapport à certains des pays non-membres de l'OCDE, tels ceux de l'Asie du sud-est qui sont particulièrement compétitifs, à condition que cela ne se traduise pas par une accélération notable des hausses de prix et de salaires aux Etats-Unis
- une baisse des taux d'intérêt dans le monde qui atténuerait les effets d'accumulation de la dette qui se produisent lorsque des déficits persistants des finances publiques ou des balances courantes (paiements d'intérêts non compris) se combinent à des taux d'intérêt supérieurs aux taux de croissance
- une croissance plus rapide de la demande intérieure et des importations en dehors des Etats-Unis.

La hausse prononcée du yen contribuera à réduire l'excédent de la balance courante du Japon après la disparition des effets défavorables de la courbe en J. Mais le raffermissement du yen – en dépit de ses effets positifs sur les revenus découlant de la variation des termes de l'échange – aura aussi pour effet de ralentir la croissance du PNB en réduisant le solde en volume de la balance commerciale. De fait, les projections de l'OCDE donnent à penser que la croissance du PNB tombera bien en-deçà de son taux potentiel si une demande intérieure plus soutenue ne prend pas suffisamment le relais. La baisse des prix pétroliers et les réductions récentes des taux d'intérêt devraient avoir une incidence favorable à cet égard. La politique budgétaire pourrait aussi contribuer à atténuer les effets déflationnistes à court terme de l'appréciation du yen, dans la mesure où les progrès accomplis ces dernières années dans la voie de la réduction du déficit budgétaire ont permis une plus grande souplesse en ce domaine ; les initiatives récentes pour favoriser les investissements d'infrastructure – émission d'emprunts obligataires par les collectivités locales et utilisation plus active des programmes de prêts de l'Etat – vont dans la même direction. A plus long terme, une réorientation de la structure de l'économie japonaise, selon les recommandations du rapport Maekawa, contribuerait à une réduction de l'excédent de la balance des opérations courantes ; par ailleurs, l'évolution démographique pourrait jouer dans le même sens : lorsque le système de retraite atteindra son plein régime, les comptes de la sécurité sociale deviendront déficitaires – absorbant ainsi l'épargne intérieure au lieu de l'accroître. La fiscalité pourrait utilement être rendue plus neutre vis-à-vis de l'épargne des ménages ; l'augmentation des recettes qui en résulterait pourrait permettre une réduction de l'impôt sur le revenu. Enfin, les investissements directs japonais à l'étranger pourraient être encouragés, afin que la production à l'étranger réduise les exportations et accroisse les importations, le Japon prenant ainsi une part plus grande dans les échanges extérieurs au sein d'une même branche.

Lorsqu'on examine les déséquilibres internationaux actuels, il est naturel de mettre l'accent sur les Etats-Unis et le Japon. Néanmoins, le retour à une configuration durable des balances courantes mettra nécessaire-

ment en jeu d'autres pays. L'excédent de l'Allemagne devrait être de près de 30 milliards de dollars cette année et celui de sept autres pays européens, de 40 milliards de dollars au total ; le rapport de l'excédent au PNB pourrait être plus important aux Pays-Bas et en Suisse qu'au Japon. Il serait souhaitable que la demande intérieure, dans un certain nombre de ces pays, notamment ceux où l'on s'attend à une quasi-stabilité des prix, progresse suffisamment vite pour assurer une croissance de la production au moins égale à celle de la production potentielle.

En ce qui concerne l'autre grand facteur de déséquilibre international, à savoir l'endettement des pays en développement, le cadre d'action adopté il y a quatre ans et récemment affiné à la suite des propositions faites par les Etats-Unis demeure le plus approprié. Pour pouvoir continuer d'appliquer cette stratégie, il est essentiel que les pays de l'OCDE améliorent leurs résultats et qu'ils laissent ouvert l'accès à leurs marchés. Mais l'élément le plus important de cette stratégie est la poursuite, par les pays endettés eux-mêmes, de politiques appropriées sur les plans macro-économique et structurel, avec, selon les cas, le soutien de programmes du FMI et/ou de la Banque mondiale et l'appui financier coordonné des créanciers publics et privés. A cet égard, les autorités des pays de l'OCDE ont la responsabilité de favoriser un apport suffisant de ressources financières, notamment devant la dégradation récente des termes de l'échange des pays en développement.

### Nécessité d'une coopération internationale accrue

L'amélioration de la perspective d'une croissance durable est attribuable dans une large mesure aux efforts concertés qui ont été déployés à l'échelle internationale au cours de l'année passée. La dernière réunion, en avril 1986, du Conseil de l'OCDE au niveau des ministres, de même que d'autres réunions internationales récentes à haut niveau, ont été l'occasion de réaffirmer et de souligner de façon encore plus vigoureuse l'importance que les pays Membres attachent à la coopération. On ne peut que s'en féliciter, car le maintien d'un taux de croissance satisfaisant dans l'ensemble de la zone de l'OCDE, avec de faibles taux d'inflation et la correction simultanée des déséquilibres internationaux exigent sans aucun doute une telle approche – sans mentionner la politique commerciale et l'endettement des pays en développement qui, par leur nature même, ne peuvent être réglés que par voie de concertation internationale. L'application de politiques macro-économique et structurelle appropriées dans chaque pays est certes une condition essentielle, mais la poursuite d'une coopération étroite, assortie d'une surveillance multilatérale, en est le complément nécessaire.

Ces questions occupent une place importante dans la déclaration publiée à l'issue du sommet de Tokyo. Les grands pays ont souligné l'importance de la surveillance, ils étudient le moyen le plus efficace de l'organiser et ils s'efforcent de l'asseoir sur une base aussi objective que possible. Ils sont convenus d'utiliser à cette fin un ensemble d'« indicateurs » des politiques et des résultats économiques de chaque pays, en laissant toutefois une large place au jugement. Une telle



approche suppose également l'analyse des interactions entre la situation de chacun des grands pays et avec les autres pays de l'OCDE et du reste du monde. Cette analyse doit s'attacher tout particulièrement à l'évolution et aux déterminants des taux de change, mais aussi à toute une gamme d'autres signes de compatibilité ou de tension entre les orientations de politique économique des différents pays.

L'objet de cette surveillance multilatérale devrait être, en général, de permettre aux pays de prévenir collectivement l'apparition de déséquilibres majeurs et, également, d'empêcher de fortes variations des taux de change. Son rôle principal est actuellement de favoriser la réduction des déséquilibres existants. L'évaluation des situations à cet égard pourrait devenir plus difficile. La déclaration faite en septembre dernier par le Groupe des cinq au sujet des taux de change et, plus récemment, la baisse concertée des taux d'intérêt, sont toutes deux venues à un moment où un consensus extrêmement large se dégageait sur le changement de cap nécessaire et où les souhaits des autorités concordaient avec les tendances des marchés. Après atténuation des déséquilibres et des incompatibilités les plus flagrants, il sera peut-être plus difficile de parvenir à une unité de vue aussi complète. À l'avenir, les ajustements qui devront être apportés à la politique

Évolution des taux d'intérêt									
	1984	1985	1986	1987	1985	1986		1987	
					II	I	II	I	II
<b>Taux à court terme</b>									
États-Unis	9,52	7,48	6,10	5,50	7,14	6,37	5,83	5,50	5,50
Japon	6,07	6,47	4,60	3,75	6,77	5,20	4,00	3,80	3,70
Allemagne	5,99	5,44	3,96	3,71	4,88	4,20	3,71	3,81	3,61
France	11,74	9,94	7,25	5,60	9,42	8,00	6,50	6,00	5,20
Royaume-Uni	9,30	11,56	10,25	8,75	11,14	11,00	9,50	9,00	8,50
Italie	17,26	15,26	11,50	8,25	14,69	12,50	10,50	9,00	7,50
Canada	11,19	9,56	8,91	6,50	9,03	9,83	8,00	7,00	6,00
<b>Taux à long terme</b>									
États-Unis	12,71	11,37	8,78	8,00	10,80	9,05	8,50	8,00	8,00
Japon	7,08	6,78	5,60	4,75	6,63	6,00	5,20	4,80	4,70
Allemagne	7,79	6,94	5,64	5,24	6,60	5,98	5,30	5,29	5,19
France	13,41	11,87	8,60	7,25	11,66	9,20	8,00	7,50	7,00
Royaume-Uni	10,69	10,62	10,60	9,55	10,38	10,90	10,30	9,80	9,30
Italie	15,09	13,12	10,50	8,50	13,24	12,00	9,00	8,70	8,30
Canada	12,75	11,04	9,71	8,40	10,63	10,23	9,20	8,80	8,00

C'est la première fois que les Perspectives économiques de l'OCDE font des prévisions sur les taux d'intérêt.

économique ou les interventions qui devront être opérées sur les marchés des changes devront sans doute être plus subtiles et différenciés.

La tâche qui s'impose aujourd'hui – réduire les déséquilibres internationaux actuels sans pour autant compromettre la reprise de l'économie mondiale – appelle de façon par-

ticulièrement évidente non seulement une coopération entre les responsables de la politique économique des différents pays, mais aussi, à l'appui de cette coopération, une analyse impartiale, et dès lors acceptable par tous, des interdépendances entre les pays.

Le 16 mai 1986

## Nouvelles publications de l'OCDE

### PROBLÈMES ÉCONOMIQUES GÉNÉRAUX

#### PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE N° 39 – MAI 1986 (mai 1986)

(12 86 39 2) ISBN 92-64-22819-5 228 pages

Le numéro :

F70.00 £7.00 US\$14.00 DM30.00

(12 00 00 2) ISSN 0304-3274 Abonnement 1986 (n° 39

mai et n° 40 décembre):

F130.00 £13.00 US\$26.00 DM58.00

#### ÉTUDES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE –

##### Série 1985-1986

Études annuelles, très détaillées, pour les pays de l'OCDE, des tendances et des politiques économiques.

#### DANEMARK (février 1986)

(10 86 13 2) ISBN 92-64-22804-7 112 pages

#### ESPAGNE (avril 1986)

(10 86 24 2) ISBN 92-64-22818-7 112 pages

#### PAYS-BAS (mars 1986)

(10 86 21 2) ISBN 92-64-22811-X 118 pages

Chaque étude :

F24.00 £2.40 US\$5.00 DM12.00

(10 00 00 2) ISSN 0304-3363 Abonnement à la Série

1985-1986 (20 à 22 études à paraître) :

F400.00 £40.00 US\$80.00 DM180.00

### DÉVELOPPEMENT ET AIDE

#### Séminaires du Centre de développement

#### AFRIQUE SUBSAHARIENNE : DE LA CRISE AU REDRESSEMENT, sous la direction de Tore Rose (avril 1986)

(41 85 02 2) ISBN 92-64-22749-0 376 pages

F90.00 £9.00 US\$18.00 DM40.00

#### Études du Centre de développement

#### L'AIDE PAR PROJET. Limites et alternatives, par Bernard J. Lecomte (avril 1986)

(41 86 02 2) ISBN 92-64-22802-0 148 pages

F90.00 £9.00 US\$18.00 DM40.00

#### CHANGEMENTS SOCIAUX ET PRODUCTIVITÉ AGRICOLE EN AFRIQUE CENTRALE, par Jean Bonvin (avril 1986)

(41 86 04 2) ISBN 92-64-22803-9 140 pages

F90.00 £9.00 US\$18.00 DM40.00

### INDUSTRIE – SCIENCE ET TECHNOLOGIE

#### LA PRODUCTIVITÉ DANS L'INDUSTRIE. Perspectives et politiques (mai 1986)

(70 86 01 2) ISBN 92-64-22816-0 118 pages

F70.00 £7.00 US\$14.00 DM31.00

#### TRANSFERT DE TECHNOLOGIE ENTRE L'EST ET L'OUEST. Les aspects commerciaux et économiques, par Helgard Wienert et John Slater (mai 1986)

(92 86 03 2) ISBN 92-64-22817-9 508 pages

F220.00 £22.00 US\$44.00 DM98.00

### AFFAIRES FINANCIÈRES ET FISCALES

#### CODE DE LIBÉRATION DES OPÉRATIONS INVISIBLES COURANTES (avril 1986)

(21 86 02 2) ISBN 92-64-22806-3 88 pages

F60.00 £6.00 US\$12.00 DM27.00

#### INVESTISSEMENT INTERNATIONAL ET ENTREPRISES MULTINATIONALES.

#### LES PRINCIPES DIRECTEURS DE L'OCDE À L'INTENTION DES ENTREPRISES MULTINATIONALES (avril 1986)

(21 86 03 2) ISBN 92-64-22812-8 98 pages

F60.00 £6.00 US\$12.00 DM27.00

### AFFAIRES DE LA CONCURRENCE ET CONSOMMATION

#### POLITIQUE DE LA CONCURRENCE DANS LES PAYS DE L'OCDE 1983-1984 (avril 1986)

(24 86 02 2) ISBN 92-64-22815-2 272 pages

F90.00 £9.00 US\$18.00 DM40.00

### ÉNERGIE

#### AIE (Agence internationale de l'énergie)

#### ÉNERGIE : RECHERCHE, DÉVELOPPEMENT ET DÉMONSTRATION DANS LES PAYS MEMBRES DE L'AIE. EXAMEN 1984 DES PROGRAMMES NATIONAUX (avril 1986)

(61 86 01 2) ISBN 92-64-22783-0 334 pages

F175.00 £17.50 US\$35.00 DM78.00

#### AEN (Agence pour l'Énergie Nucléaire)

#### ÉVALUATION DES PERFORMANCES DES SYSTÈMES D'ÉVACUATION DES DÉCHETS RADIOACTIFS. Compte rendu de la réunion de travail de l'AEN, Paris 22-24 octobre 1985 (mai 1986)

Textes en anglais et en français non traduits

(66 86 04 3) ISBN 92-64-02831-5 166 pages

F120.00 £12.00 US\$24.00 DM53.00

#### PRÉVISION DE COUT DE L'ÉLECTRICITÉ PRODUITE PAR DES CENTRALES NUCLÉAIRES OU AU CHARBON MISES EN SERVICE EN 1995. Rapport établi par un Groupe d'experts (avril 1986)

(66 86 01 2) ISBN 92-64-22805-5 82 pages

F90.00 £9.00 US\$18.00 DM40.00

### TRANSPORTS

#### CEMT (Conférence européenne des ministres des transports)

#### TRANSPORT DES PERSONNES À MOBILITÉ RÉDUITE. Comparaisons internationales des pratiques et politiques. Recommandations (avril 1986)

(75 86 01 2) ISBN 92-821-2106-2 168 pages

F55.00 £5.50 US\$11.00 DM25.00

#### Recherche en matière de routes et de transports routiers

#### SYNTHÈSE DES RECHERCHES DE L'OCDE EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ROUTIÈRE. Rapport réalisé par un Groupe d'experts scientifiques de l'OCDE (avril 1986)

(77 86 01 2) ISBN 92-64-22814-4 114 pages

F60.00 £6.00 US\$12.00 DM27.00

### STATISTIQUES

#### COMMERCE EXTÉRIEUR PAR PRODUITS : EXPORTATIONS ET IMPORTATIONS (Série C) bilingue

#### Volume I: Exportations – données 1984

(avril 1986)

(34 84 02 3) ISBN 92-64-02796-3 294 pages

Le numéro :

F80.00 £8.00 US\$16.00 DM40.00

(34 00 00 3) ISSN 0474-540X

Abonnement (Volumes I & II):

F150.00 £15.00 US\$30.00 DM74.00



# Où obtenir les publications de l'OCDE

## ALLEMAGNE

OECD Publications and Information Center,  
4 Simrockstrasse,  
5300 Bonn Tél. (0228) 21.60.45

## ARGENTINE

Carlos Hirsch S.R.L.,  
Florida 165, 4° Piso,  
(Galeria Guemes) 1333 Buenos Aires  
Tél. 33.1787.2391 y 30.7122

## AUSTRALIE

D.A. Book (Aust.) Pty. Ltd.  
11-13 Station Street (P.O. Box 163)  
Mitcham, Vic. 3132 Tél. (03) 873 4411

## AUTRICHE

OECD Publications and Information Center,  
4 Simrockstrasse, 5300 Bonn (Allemagne)  
Tél. (0228) 21.60.45

Agent local :  
Gerold & Co., Graben 31, Wien 1 Tél. 52.22.35

## BELGIQUE

Jean De Lannoy, Service Publications OCDE  
avenue du Roi 202  
B-1060 Bruxelles Tél. 02/538.51.69

## CANADA

Editions Renouf limitée  
Siège social/Magasin :  
61 rue Sparks, Ottawa,  
Ontario K1P 5A6

Tél. (613)238-8985. 1-800-267-4164

Magasin : 211 rue Yonge, Toronto,  
Ontario M5B 1M4 Tél. (416)363-3171

Bureau des ventes régional :  
7575 Trans-Canada Hwy., Suite 305 Saint-Laurent,  
Québec H4T 1V6 Tél. (514)335-9274

## CORÉE

Pan Korea Book Corporation  
P.O. Box n° 101, Kwangwhamun, Séoul  
Tél. 72.7369

## DANEMARK

Munksgaard Export and Subscription Service,  
35, Nørre Søgade, DK 1370 København K  
Tél. +45.1.12.85.70

## ESPAGNE

Mundi-Prensa Libros, S.A.  
Castelló 37, Apartado 1223, Madrid-28001  
Tél. 431.33.99

Libreria Bosch, Ronda Universidad 11,  
Barcelona 7 Tél. 317.53.08/317.53.58

## ÉTATS-UNIS

OECD Publications and Information Center,  
Suite 1207, 1750 Pennsylvania Ave. N.W.,  
Washington, D.C. 20006 - 4582  
Tél. (202) 724.1857

## FINLANDE

Akateeminen Kirjakauppa,  
Keskuskatu 1, 00100 Helsinki 10 Tél. 0.12141

## FRANCE

OCDE  
Commandes par correspondance :  
2, rue André-Pascal, 75775 Paris Cedex 16  
Tél. (1) 45.24.82.00

Librairie : 33, rue Octave-Feuillet, 75016 Paris  
Tél. (1) 45.24.81.67 ou (1) 45.24.81.81

Principal correspondant :  
Librairie de l'Université,  
12a, rue Nazareth,  
13602 Aix-en-Provence Tél. 42.26.18.08

## GRÈCE

Librairie Kauffmann,  
28, rue du Stade,  
105 64 Athènes Tél. 322.21.60

## HONG-KONG

Government Information Services,  
Publications (Sales) Office,  
Beaconsfield House, 4/F.,  
Queen's Road Central

## INDE

Oxford Book and Stationery Co.,  
Scindia House, New Delhi 1  
17 Park St., Calcutta 700016 Tél. 45896  
Tél. 240832

## IRLANDE

TDC Publishers - Library Suppliers  
12 North Frederick Street, Dublin 1  
Tél. 744835-749677

## ISLANDE

Snæbjörn Jónsson & Co., h.f.,  
Hafnarstræti 4 & 9,  
P.O.B. 1131 - Reykjavik. Tél. 13133/14281/11936

## INDONÉSIE

Pdin Lipi, P.O. Box 3065/JKT., Jakarta.  
Tél. 583467

## ITALIE

Libreria Commissionaria Sansoni,  
Via Lamarmora 45, 50121 Firenze  
Tél. 579751/584468  
Via Bartolini 29, 20155 Milano. Tél. 365083

Sub-depositari :  
Ugo Tassi, Via A. Farnese 28,  
00192 Roma Tél. 310590

Editrice e Libreria Herder,  
Piazza Montecitorio 120, 00186 Roma  
Tél. 6794628

Agenzia Libreria Pegaso,  
Via de Romita 5, 70121 Bari. Tel. 540.105/540.195

Agenzia Libreria Pegaso, Via S. Anna dei Lombardi 16, 80134 Napoli  
Tél. 314180

Libreria Hoepli,  
Via Hoepli 5, 20121 Milano  
Tél. 865446

Livreria Scientifica  
Dott. Lucio de Biasio "Aeiou"  
Via Meravigli 16, 20123 Milano  
Tél. 807679

Libreria Zanichelli, Piazza Galvani 1/A,  
40124 Bologna Tél. 237389

Libreria Lattes,  
Via Garibaldi 3, 10122 Torino  
Tél. 519274

La diffusione delle edizioni OCSE è inoltre assicurata  
dalle migliori librerie nelle città più importanti.

## JAPON

OECD Publications and Information Center,  
Landic Akasaka Bldg., 2-3-4 Akasaka,  
Minato-ku, Tokyo 107 Tél. 586.2016

## LIBAN

Documenta Scientifica/Redico,  
Edison Building, Bliss St.,  
P.O.B. 5641, Beirut Tél. 354429-344425

## MALAISIE

University of Malaya Co-operative  
Bookshop Ltd., P.O. Box 1127,  
Jalan Pantai Baru, Kuala Lumpur  
Tél. 577701/577072

## NORVÈGE

Tanum-Karl Johan a.s.  
P.O. Box 1177 Sentrum, 0107 Oslo 1  
Tél. (02) 80.12.60

## NOUVELLE-ZÉLANDE

Government Printing Office Bookshops:  
Auckland: Retail Bookshop, 25 Rutland  
Street,  
Mail Orders, 85 Beach Road  
Private Bag C.P.O.  
Hamilton: Retail: Ward Street,  
Mail Orders, P.O. Box 857  
Wellington: Retail, Mulgrave Street, (Head Office)  
Cubacade World Trade Centre,  
Mail Orders, Private Bag  
Christchurch: Retail, 159 Hereford Street,  
Mail Orders, Private Bag  
Dunedin: Retail, Princes Street,  
Mail Orders, P.O. Box 1104

## PAKISTAN

Mirza Book Agency,  
65 Shahrah Quaid-E-Azam, Lahore 3 Tél. 66839

## PAYS-BAS

Staatsuitgeverij Verzendboekhandel  
Chr. Plantijnstraat 1 Postbus 20014  
2500 EA S-Gravenhage  
Voor bestellingen: Tél. 070.789911  
Tél. 070.789208

## PORTUGAL

Livraria Portugal,  
Rua do Carmo 70-74, 1117 Lisboa Codex.  
Tél. 360582/3

## ROYAUME-UNI

H.M. Stationery Office,  
P.O.B. 276, London SW8 5DT  
Tél. (01) 622.3316, ou

49 High Holborn  
London WC1V 6HB (personal callers)  
Branches at : Belfast, Birmingham,  
Bristol, Edinburgh, Manchester

## SINGAPOUR

Information Publications Pte Ltd  
Pei-Fu Industrial Building,  
24 New Industrial Road N° 02-06  
Singapore 1953 Tél. 2831786, 2831798

## SUÈDE

AB CE Fritzes Kungl. Hovbokhandel,  
Box 16356, S 103 27 STH,  
Regeringsgatan 12,  
DS Stockholm Tél. (08) 23.89.00  
Subscription Agency/Abonnements:  
Wennergren-Williams AB,  
Box 30004, S104 25 Stockholm Tél. 08/54.12.00

## SUISSE

OECD Publications and Information Center,  
4 Simrockstrasse,  
5300 Bonn (Allemagne) Tél. (0228) 21.60.45  
Agent local :  
Librairie Payot,  
6 rue Grenus, 1211 Genève 11 Tél. (022) 31.89.50

## TAIWAN

Good Faith Worldwide Int'l Co., Ltd.  
9th floor, No. 118, Sec.2  
Chung Hsiao E. Road  
Taipei Tél. 391-7396/391.7397

## THAÏLANDE

Suksit Siam Co., Ltd.,  
1715 Rama IV Rd.,  
Samyambangkok 5 Tél. 2511630

## TURQUIE

Kültür Yayınları Is-Türk Ltd. Sti.  
Atatürk Bulvarı No. 191/Kat. 21  
Kavaklıdere/ANKARA Tél. 17.02.66  
Dolmabahce Cad. No: 29  
Besiktas/Istanbul Tél. 60.71.88

## VENEZUELA

Libreria del Este,  
Avda F. Miranda 52, Aptdo. 60337,  
Edificio Galipan, Caracas 106  
Tél. 32.23.01/33.26.04/31.58.38

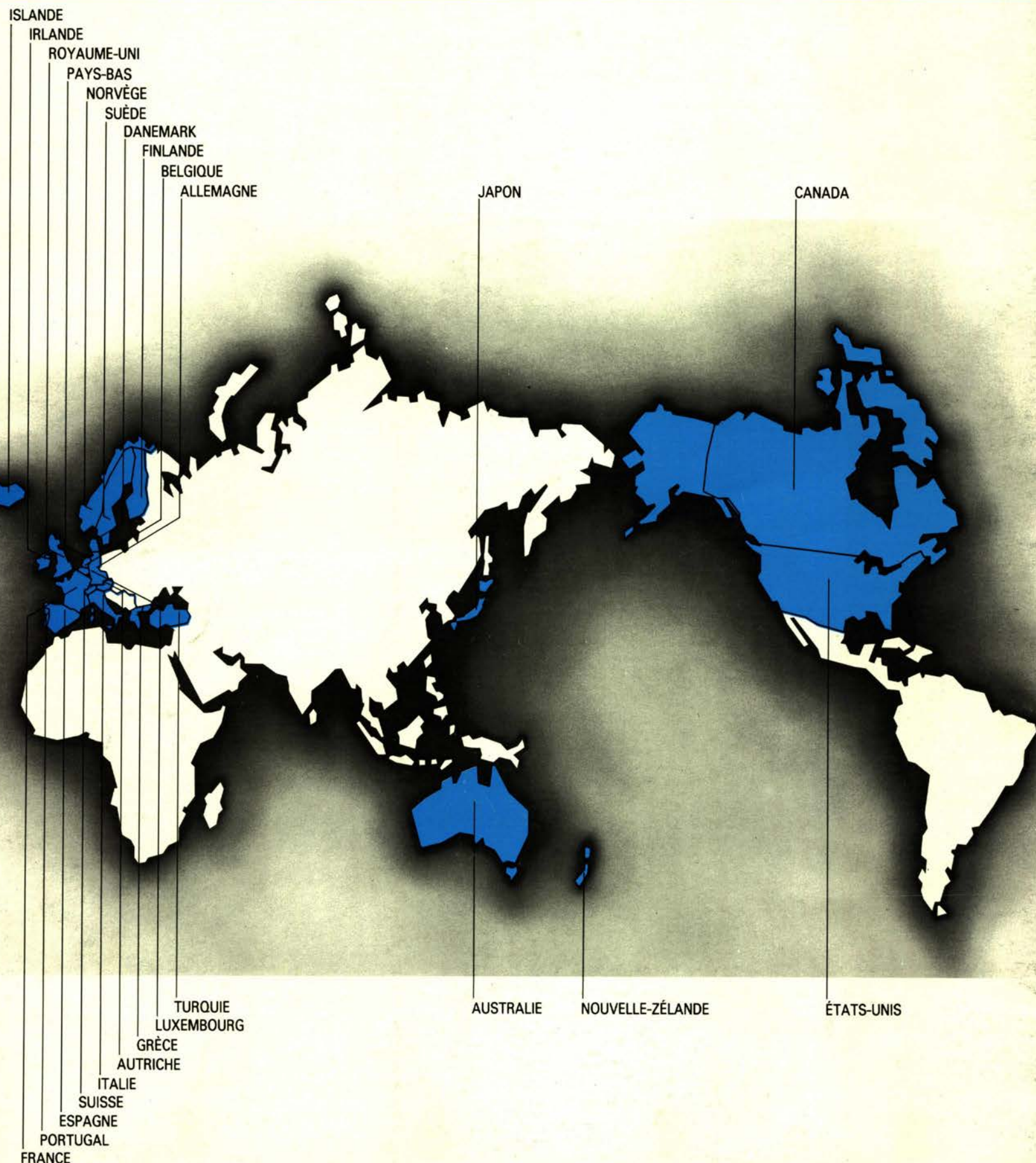
## YUGOSLAVIE

Jugoslovenska Knjiga, Knez Mihajlova 2,  
P.O.B. 36, Beograd Tél. 621.992

Les commandes en provenance de pays où l'OCDE n'a pas encore désigné de dépositaire peuvent être adressées à : OCDE, Service des Publications, Division des Ventes et Distribution, 2, rue André-Pascal, F 75775 Paris Cedex 16.



# Organisation de Coopération et de Développement Economiques



PAYS A STATUT SPÉCIAL : YOUGOSLAVIE